25 OCT 1965

97e ANNÉE
VOL. 97

N° 43
5519

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 23 octobre 1965

Quebec, Saturday, October 23, 1965

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 8903 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 8903 — 1-52-o

Lettres patentes

A–1 Iron & Metal Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, rue MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, 2860, rue Ekers, et John Michelin, 5200, Prince de Galles, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de métaux, sous le nom de « A–1 Iron & Metal Co. Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1804, rue De LaSalle, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 4140-65

A. & M. Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Abraham Feiner, Albert Marcus et Isidore R. Prazoff, avocats, 491, carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et d'embellissement, sous le nom de « A. & M. Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Letters Patent

A–1 Iron & Metal Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Street, Hampstead, Jason Ruby, 2860 Ekers Street, and John Michelin, 5200 Prince of Wales, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in metals, under the name of "A–1 Iron & Metal Co. Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1804 De LaSalle Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4140-65

A. & M. Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Feiner, Albert Marcus and Isidore R. Prazoff, advocates, of 491 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and improvement company, under the name of "A. & M. Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 4179-65

Aga importations & exportations inc.
Aga Import & Export Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1965, constituant en corporation: François Boisclair, 5789, Déom, Outremont, Jean-Louis Lamoureux, 10485, Jeanne-Mance, Montréal, et Yvon Brizard, 6538, Louis-Hébert, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Aga importations & exportations inc.— Aga Import & Export Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4077-65

Ameublement N. D. V. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Arthur McLaughlin, agent, Jeannine Lavallée, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Arthur McLaughlin, tous deux de 3120, rue Monsabré, Paul Proulx, agent, et Murielle Archambault, ménagère, épouse commune en biens dudit Paul Proulx, ces deux derniers de 2529, rue Jeanne-d'Arc, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et faire affaires comme décorateurs-ensembliers, sous le nom de « Ameublement N. D. V. inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4127-65

L'Association touristique de Soulanges inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Richard, restaurateur, Jeannine Pharand, commerçante, fille majeure, tous deux de Côteau-du-Lac, Albert Lalonde, hôtelier, Rivière-Beaudette, René Levac, garagiste, et Luc Pilon, gérant, ces deux derniers de St-Zotique, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4179-65

Aga importations & exportations inc.
Aga Import & Export Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the1 5th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Boisclair, 5789 Déom, Outremont, Jean-Louis Lamoureux, 10485 Jeanne-Mance, Montreal, and Yvon Brizard, 6538 Louis-Hébert, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Aga importations & exportations inc.— Aga Import & Export Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 4077-65

Ameublement N. D. V. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur McLaughlin, agent, Jeannine Lavallée, housewife, wife contractually separate as to property of said Arthur McLaughlin, both of 3120 Monsabré Street, Paul Proulx, agent, and Murielle Archambault, housewife, wife common as to property of said Paul Proulx, the latter two of 2529 Jeanne-d'Arc Street, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and to carry on business as decorative artists, under the name of "Ameublement N. D. V. inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 4127-65

L'Association touristique de Soulanges inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Richard, restaurant keeper, Jeannine Pharand, trader, fille majeure, both of Côteau-du-Lac, Albert Lalonde, hotel keeper, Rivière Beaudette, René Levac, garage keeper, and Luc Pilon, manager, the latter two of St-Zotique, for the following purposes:

Promouvoir le tourisme, sous le nom de « L'Association touristique de Soulanges inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Côteau-du-Lac, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4005-65

Automation Machines Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, 4869, Dornal, Montréal, et Stanley Taviss, 7115, Fielding, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises, machinerie et équipement de toutes sortes, sous le nom de « Automation Machines Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 4073-65

Beadangles (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1965, constituant en corporation: Albert H. Malouf, avocat et conseil en loi de la reine, 1100, Marlboro Drive, Mont Royal, Bruno J. Pateras, avocat, 11818, Frigon, Montréal, et Yvan A. Macerola, avocat, 2805, Marquette, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de draperies, rideaux pour douches, lampes, fournitures de maison, fournitures de bureau pour l'industrie et le commerce, toiles, soies, lainages, nouveautés, vêtements, tissus de textile de toutes sortes et articles vestimentaires, sous le nom de « Beadangles (Canada) Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3860, rue Notre-Dame, Laval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 3850-65

Buffet Brisson inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Yvon Brisson, marchand, 1415, rue Morisson, St-Joseph, comté de St Hyacinthe, Lindor Brodeur, et René Déry, ces deux derniers avocats, de 1455, rue Cascades, St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

To promote tourism, under the name of "L'Association touristique de Soulanges inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Côteau-du-Lac, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 4005-65

Automation Machines Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, 4869 Dornal, Montreal, and Stanley Taviss, 7115 Fielding, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in merchandise, machinery and equipment of all kings, under the name of "Automation Machines Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares fo $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4073-65

Beadangles (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert H. Malouf, advocate and Queen's Counsel, 1100 Marlboro Drive, Mount Royal, Bruno J. Pateras, lawyer, 11818 Frigon, Montreal, and Yvan A. Macerola, lawyer, 2805 Marquette, Laval, for the following purposes:

To deal in drapes, shower curtains, lamps, home furnishings, industrial and commercial office furnishings, linens, silks, woollens, dry goods, clothing, textile fabrics of all kinds and wearing apparel, under the name of "Beadangles (Canada) Ltd.", with a total capital stock of $5,000 divided into 50 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3860 Notre-Dame Street, Laval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 3850-65

Buffet Brisson inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvon Brisson, merchant, 1415 Morisson St., St-Joseph, county of St. Hyacinthe, Lindor Brodeur, and René Déry, the two latter advocates, of 1455 Cascades St., St. Hyacinthe, for the following purposes:

Faire le commerce de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Buffet Brisson inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1800, Centrale, St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 3929-65

To carry on business dealing in all kinds of food products, under the name of "Buffet Brisson inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 1800 Centrale, St-Joseph, county of St-Hyacinthe, judicial district of St.Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 3929-65

Glen Burn Properties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1965, constituant en corporation: Kennech Mackay, conseil en Loi de la reine, Richard B. Holden, Henry M. Steinberg, tous trois avocats, Jean Archambault, étudiant, et Charlotte Roux, réceptionniste, célibataire, tous les cinq de 360, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Glen Burn Properties Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4670, avenue Roslyn, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 3705-65

Glen Burn Properties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Kennech Mackay, Queen's Counsel, Richard B. Holden, Henry M. Steinberg, all three advocates, Jean Archambault, student, and Charlotte Roux, receptionist, spinster, all five of 360 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Glen Burn Properties Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 50,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 4670 Roslyn Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 3705-65

Canco Concreters Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Mike Minicucci, 4840, rue Jarry, est, St-Léonard, Giovanni Minicucci, 6740, rue De Lorimier, Montréal, et Pascal Minicucci, 4500, rue D'Assises, St-Léonard, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Canco Concreters Co. Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 3228-65

Canco Concreters Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mike Minicucci, 4840 Jarry Street East, St-Léonard, Giovanni Minicucci, 6740 De Lorimier Street, Montreal, and Pascal Minicucci, 4500 D'Assises Street, St-Léonard, all three traders, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Canco Concreters Co. Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of $10 each and into 250 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 3228-65

Chasbar Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, 2930, Mapplewood, Christina Lanecki, secrétaire, épou-

Chasbar Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Freda Pomerance, secretary, spinster of the full age of majority, 2930 Maplewood, Christina Lanecki, secretary,

se séparée de biens de Eugène T. Lanecki, 6960, rue Jogues, et Robert S. Litvack, avocat, 5217, avenue Ponsard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Chasbar Investment Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 3635, 1, Place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478 4011-65

wife separate as to property of Eugène T. Lanecki, 6960 Jogues Street, and Robert S. Litvack, advocate, 5217 Ponsard Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Chasbar Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at suite 3635, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4011-65

La Cie de carrelages de Montréal ltée
The Tiling Co. of Montreal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Gaston Joly, administrateur, 223, rue Quintal, Laval, Paul Joly, contremaître, 223, 8e Rue, Laval, et Gaston Brulotte, comptable, 10170, rue Meilleur, app. 4, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme carreleurs, couvreurs, tuiliers et entrepreneurs en tous genres et espèces de travaux de marbre, de céramique, de tuiles et de construction, sous le nom de « La Cie de carrelages de Montréal ltée — The Tiling Co. of Montreal Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 37, rue Jean-Talon, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4035-65

La Cie de carrelages de Montréal ltée
The Tiling Co. of Montreal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Joly, administrator, 223 Quintal St., Laval, Paul Joly, foreman, 223, 8th St., Laval, and Gaston Brulotte, accountant, 10170 Meilleur St., Apt. 4, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tile-layers, roofers, tilemakers and as contractors in all kinds and types of work dealing with marble, ceramics, tiles and construction, under the name of "La Cie de carrelages de Montréal ltée — The Tiling Co. of Montreal Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 37 Jean-Talon St. West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478 4035-65

Claybar Line Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Jean-Fernand Dion, commerçant, 1, avenue Fieldfair, Jacques-Cartier, Ronald Fréchette, assistant-gérant de ventes, 3410, avenue Benny, app. 7, Montréal, et Jean Blondin, gérant de personnel, 26, avenue Victoria, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fabricants et distributeurs de gravures, images, peintures, dessins, cartes de souhaits et autres produits semblables, sous le nom de « Claybar Line Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4144-65

Claybar Line Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Fernand Dion, trader, 1 Fieldfair Ave., Jacques-Cartier, Roland Fréchette, assistant sales manager, 3410 Benny Ave., Apt. 7, Montreal, and Jean Blondin, personnel manager, 26 Victoria Ave., Pointe-Claire, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and distributors of engravings, pictures, paintings, drawings, greeting cards and other similar products, under the name of "Claybar Line Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478 4144-65

Club Richelieu de Gatineau

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Dagenais, avocat, 159, 2e avenue, Gérard Hurtubise, plombier, 498, rue Bréboeuf, Charles Saumure, gérant, 760, rue Lemieux, Raymond Philion, gérant, 367, rue North, Raymond Lépine, professeur, 174, 3e avenue, Alfred Lessard, marchand, 199, rue O'Brian, Gérard Lacombe, entrepreneur, 203, rue O'Brian, tous sept de Gatineau, et Paul Williams, vendeur, 46, rue Principale, Ste-Rose-de-Lima, pour les objets suivants:

Unir ses membres dans un but charitable afin qu'ils puissent s'entraider dans le domaine de la culture personnelle, sous le nom de « Club Richelieu de Gatineau ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 29-64

Club Richelieu de Gatineau

Notice is hereby given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Bernard Dagenais, lawyers, 159, 2nd Avenue, Gérard Hurtibise, plumber, 498 Bréboeuf Street, Charles Saumure, manager, 760 Lemieux Street, Raymond Philion, manager, 367 North Street, Raymond Lépine, professor, 174, 3rd Avenue, Alfred Lessard, merchant, 199 O'Brian Street, Gérard Lacombe, contractor, 203 O'Brian Street, all seven of Gatineau, and Paul Williams, salesman, 46 Principale Street, Ste-Rose-de-Lima, for the following purposes:

To unit its members for a charitable end so that they can help each other in the personal culture field, under the name of "Club Richelieu de Gatineau".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Gatineau, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478 29-64

Coastland Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Samuel Chait, conseil en Loi de la reine, 4, Surrey Gardens, Westmount, Bernard Reis, 4906, avenue Fulton, Outremont, Arthur I. Bronstein, 5703, avenue Eldridge, Côte-St-Luc, et Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Coastland Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 615, rue Dorchester ouest, chambre 1060, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septenbre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478 3964-65

Coastland Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, Queen's Counsel, 4 Surrey Gardens, Westmount, Bernard Reis, 4906 Fulton Avenue, Outremont, Arthur I. Bronstein, 5703 Eldridge Avenue, Côte-St-Luc, and Robert S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Coastland Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 615 Dorchester Street West, suite 1060, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478-o 3964-65

The Community Welfare League of Masonville and Morindale Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour jour de septembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: René Maheu, agent, 3002, Matis, Montréal, Rolland Korb, imprimeur, 522, Gervais, Laval, et Joseph Jekubiak, vendeur, 1105, Beatty, Verdun, pour les objets suivants:

Promouvoir la bonne camaraderie et l'amitié dans le territoire de Rawdon, connu comme

The Community Welfare League of Masonville and Morindale Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: René Maheu, agent, 3002 Matis, Montreal, Rolland Korb, printer, 522 Gervais, Laval, and Joseph Jekubiak, salesman, 1105 Beatty, Verdun, for the following purposes:

To promote good fellowship and friendship in the territory of Rawdon, known as "Masonvil-

« Masonville », sous le nom de « The Community Welfare League of Masonville and Morindale Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Rawdon, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 3908-65

Les Constructions 2 Rivières ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Jean-Pierre Dostaler, courtier, Roland Robillard, avocat, et Andrée Dostaler, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roland Robillard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous trois de Rosemère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Constructions 2 Rivières ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 50, Place Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4130-65

Continental (Quebec) Rent-A-Car Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Vivienne Chaplin, 429, Prince-Arthur, Eleanor Johnson, 5020, avenue Clanranald, toutes deux secrétaires, célibataires, de Montréal, et Mitchell Klein, avocat, 188, Wexford Crescent, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, et exercer les affaires comme garagistes, sous le nom de « Continental (Quebec) Rent-A-Car Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 4278-65

Cosmo Trade (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Enrique Veloso, comptable, 7731, Musset, J. Stephen Bless, avocat, 10, rue St-Jacques ouest, et Nina Askinasy, secrétaire, épouse contracle", under the name of "The Community Welfare League of Masonville and Morindale Inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveables that can get and possess the corporation is $20,000.

The head office of the corporation will be at Rawdon, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 3908-65

Les Constructions 2 Rivières ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Pierre Dostaler, broker, Roland Robillard, lawyer, and Andrée Dostaler, housewife, wife separate as to property of said Roland Robillard, and duly authorized by him for the presents, all three of Rosemère, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Constructions 2 Rivières ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 50 Place Crémazie, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 4130-65

Continental (Quebec) Rent-A-Car Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Vivienne Chaplin, 429 Prince-Arthur, Eleanor Johnson, 5020 Clanranald Avenue, both secretaries, spinsters, of Montreal, and Mitchell Klein, advocate, 188 Wexford Crecent, Hampstead, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to do business as garage-keepers, under the name of "Continental (Quebec) Rent-A-Car Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4278-65

Cosmo Trade (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Enrique Veloso, accountant, 7731 Musset, J. Stephen Bless, advocate, 10 St. James Street West, and Nina Askinasy, secretary, wife contractually separate as

tuellement séparée de biens de William K. Kingsley, 3565, rue Durocher, # 19, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises, effets et produits de toutes sortes, sous le nom de « Cosmo Trade (Quebec) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1435, rue St-Alexandre, chambre 1155, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 3974-65

Couvent Notre-Dame-de-Toutes-Grâces

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 9 de la Loi concernant les Soeurs de la Charité de Québec, 11-12 Elizabeth II, chapitre 123, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1965, constituant en corporation le « Couvent Notre-Dame-de-Toutes-Grâces ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Lévis.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12492-o 9-65 — 1290/129

Dealers Auto Auction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Leonard, Bloor, vendeur, Daphne Thompson, ménagère, épouse séparée de biens dudit Leonard Bloor, tous deux de 594, avenue Abercorn, Mont Royal, et Susan Webster, secrétaire, épouse séparée de biens de Roy Ramer, 159, rue Craig ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Dealers Auto Auction Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 4063-65

De Luxe location d'autos inc.
De Luxe Auto Leasing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Stanley Steinman, 480, Arlington, Claude Nadeau, 165, Wellington, nord, et Lise Dubé, 140, Terrill, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire la location et le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « De Luxe location d'autos inc. —

to property of William K. Kingsley, 3565 Durocher Street, # 19, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise, commodities and products of all kinds, under the name of "Cosmo Trade (Quebec) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1435 St. Alexander Street, Room 1155, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 3974-65

Couvent Notre-Dame-de-Toutes-Grâces

Notice is hereby given that under the provisions of section 9 of the Act respecting The Sisters of Charity of Quebec, 11-12 Elizabeth II, chapter 123, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating "Couvent Notre-Dame-de-Toutes-Grâces".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Lévis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of October, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12492 9-65 — 1290/129

Dealers Auto Auction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing dat the 17th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leonard Bloor, salesman, Daphne Thompson, housewife, wife separate as to property of the said Leonard Bloor, both of 594 Abercorn Avenue, Mount Royal, and Susan Webster, secretary, wife separate as to property of Roy Ramer, 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles of all kinds, under the name of "Dealers Auto Auction Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4063-65

De Luxe location d'autos inc.
De Luxe Auto Leasing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanley Steinman, 480 Arlington, Claude Nadeau, 165 Wellington North, and Lise Dubé, 140 Terrill, all three advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business leasing and dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "De Luxe location d'autos inc. —

De Luxe Auto Leasing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1567, King, ouest, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 3910-65

Docra Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1965, constituant en corporation: George Donaldson, 3445, chemin Côte-des-Neiges, Montréal, Roger Crevier, 23, rue Honfleur, Candiac, Reginald H. Moore, 904, avenue Dunlop, Montréal, tous trois agents d'immeubles, Burton D. McDermott, ingénieur, 307, rue Monmouth, Montréal, et Walter M. Smith, marchand, 592, Chelsea Crescent, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Docra Holdings Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la Compagnie sera 1980, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 4147-65

Electroplast Ltd.
Electroplast ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Harold Coon, manufacturier, Margaret Barry, secrétaire-trésorier, épouse dudit Harold Coon, tous deux de 3089, 8e rue, Laval, et David Barry, inspecteur, 155, du Parc, Laval, pour les les objets suivants:

Fabriquer, réparer, entretenir toutes sortes d'enseignes et d'accessoires d'étalage et en faire le service et le commerce sous le nom de « Electroplast Ltd. — Eleètroplast ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4012, rue Drolet, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 4150-65

Elican Aluminum Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal,

De Luxe Auto Leasing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1567 King West, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 3910-65

Docra Holdings Inc.

Notice is hereby given taht under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Donalson, 3445 Côte-des-Neiges Road, Montreal, Roger Crevier, 23 Honfleur Street, Candiac, Reginald H. Moore, 904 Dunlop Avenue, Montreal, all three realtors, Burton D. McDermott, engineer, 307 Monmouth Street, Montreal, and Walter M. Smith, merchant, 592 Chelsea Crescent, Beaconsfield, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Docra Holdings Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 1980 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4147-65

Electroplast Ltd.
Electroplast ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Coon, manufacturer, Margaret Barry, secretary-treasure, wife of the said Harold Coon, both of 3089, 8th Street, Laval, and David Barry, inspector, 155 Park, Laval, for the following purposes:

To manufacture, deal in, repair, service and maintain all kinds of signs and displays, under the name of "Electroplast Ltd.— Electroplast ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 4012 Drolet Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4150-65

Elican Aluminum Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, Irving L. Adessky, 56

Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, et Braham L. Compbell, 4530, Côte-des-Neiges, app. 406, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie, le commerce et le négoce de toutes sortes de produits d'aluminium, sous le nom de « Elican Aluminum Mfg. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478 4153-65

Fermos Inc.

Avis est donné qu'e vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Samuel Chait, 4, Surrey Gardens, Westmount, Harry L. Aronovitch, 5623, avenue Randall, Côte-St-Luc, Nathaniel H. Salomon, 95, chemin Dufferin, Hampstead, Nahum Gelber, 4115, Jean-Brillant, Montréal, et Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, Montréal, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, nouveautés et accessoires d'ameublement, sous le nom de « Fermos Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 385, rue St-Hubert, Laval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478 4146-65

Fern Machinery Distributors (Quebec) Limited
Distributeurs de machinerie Fern (Québec) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Louis Bishara, marchand, 5810, Wilderton, Montréal, Samuel Fairneny, marchand, 143, Chickering Dedham, Massachusetts, un des états unis d'Amérique, Benjamin L. Louis, avocat, et conseil en Loi de la reine, 551, avenue Roslyn, Westmount, et Martha Bent, secrétaire, fille majeure, 3464, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de machinerie et équipement de buanderie, sous le nom de « Fern Machinery Distributors (Quebec) Limited — Distributeurs de machineries Fern (Québec) limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 900 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 300 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées, catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Heath Place, Hampstead, and Brahm L. Compbell, 4530 Côte-des-Neiges, Apt 406, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with all kinds of aluminum products, under the name of "Elican Aluminum Mfg. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4153-65

Fermos Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, 4 Surrey Gardens, Westmount, Harry L. Aronovitch, 5623 Randall Avenue, Côte-St-Luc, Nathaniel H. Salomon, 95 Dufferin Road, Hampstead, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, Montreal, and Robert S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To deal in furniture, furniture novelties and furniture accessories, under the name of "Fermos Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 385 St-Hubert Street, Laval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4146-65

Fern Machinery Distributors (Quebec) Limited
Distributeurs de machinerie Fern (Québec) limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Bishara, merchant, 5810 Wilderton, Montreal, Samuel Fairneny, merchant, 143 Chickering Dedham, Massachusetts, one of the United States of America, Benjamin L. Louis, advocate and Queen's Counsel, 551 Roslyn Avenue, Westmount, and Martha Bent, secretary, fille majeure, 3464 Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To deal in machinery and laundry equipment of all kinds, under the name of "Fern Machinery Distributors (Quebec) Limited — Distributeurs de machinerie Fern (Québec) limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 900 common shares of a par value of $10 each, 300 class "A" preferred shares of a par value of $100 each and 1,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478 4126-65

Garage Robert Munger limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Robert Munger, gérant, Thérèse Tremblay, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Munger, tous deux de 1082, rue Boily, Chicoutimi, et Benoit Martel, mécanicien, St-Bruno, comté de Lac-St-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage Robert Munger limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 23, rue Blanchette, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 3869-65

Bertrand Gendreau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Raymond Lortie, comptable, 47, Ste-Brigitte, Montmagny, Bertrand Gendreau, industriel, et Rachel Vézina, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bertrand Gendreau, ces deux derniers de 3, Papineau, Montmagny, pour les objets suivants:

Insdustrie et commerce du bois, sous le nom de « Bertrand Gendreau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4110-65

Gen-Lab, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Gaston Beaudoin, comptable agréé, 28, Deacon, Lennoxville, Léo-Paul Desrochers, commis, 1573, O'Reilly, Sherbrooke, et Gilles Coulombe, avocat, 874, Kenedy, nord, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fournir tous services nécessaires au bon fonctionnement d'un bureau d'ingénieurs conseils; faire des opérations de gestion, portefeuille (holding) et de placements, sous le nom de « Gen-Lab, inc. », avec un capital total de $86,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 cha-

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4126-65

Garage Robert Munger limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Munger, Thérèse Tremblay, housewife serarate as to property of the said Robert Munger, both of 1082 Boily St., Chicoutimi, and Benoit Martel, mechanic, St-Bruno, county of Lake St. John, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Garage Robert Munger limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 23 Blanchette St., Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478 3869-65

Bertrand Gendreau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Lortie, accountant, 47 Ste-Brigitte, Montmagny, Bertrand Gendreau, industrialist, and Rachel Vézina, housewife, wife separate as to property of the said Bertrand Gendreau, the two latter of 3 Papineau, Montmagny, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Bertrand Gendreau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478 4110-65

Gen-Lab, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Beaudoin, chartered accountant, 28 Deacon, Lennoxville, Léo-Paul Desrochers, clerk, 1573 O'Reilly, Sherbrooke, and Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy, North, Sherbrooke, for the following purposes:

To furnish all the services necessary to properly run an office of consulting engineers; to carry on business as a management, holding and investment company, under the name of "Gen-Lab, inc.", with a total capital stock of $86,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 750

cune, 750 actions privilégiées « A « de $100 chacune et en 10,000 actions privilégiées « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 235, rue Dufferin. Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 3323-65

Imprim-Art inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1965, constituant en corporation: Ghislain Gauthier, ingénieur, 4051, rue Grey, Rollande Turcotte, secrétaire, épouse séparée de biens de Fernand Turcotte, 5092, rue Monsabré, Georgette Brodeur, secrétaire, épouse séparée de biens de Georges Brodeur, 10290, Terrasse Fleury, app. 25, tous trois de Montréal, Gérard Gibault, courtier d'assurance, 1135, avenue, Beatty, Verdun, Dr Robert Lemyre, médecin, 470, 90e Avenue, Georges Lemyre, entrepreneur en construction, 472, 90e Avenue, tous deux de LaSalle, et Paul Lemieux, avocat, 409, rue Vauquelin, Beloeil, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de l'imprimerie, de photogravure et de reliure, sous le nom de « Imprim-Art inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 700 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,930 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 470, 90e Avenue, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 3875-65

J. S. M. Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1965, constituant en corporation: David Henry Holland, avocat, 555, avenue Curzon, St-Lambert, Charles Eric Hemphrey, teneur de livres, 7376, avenue Truman, Verdum, et Guy Ambrose Miller, gérant de perception, 1300 chemin de Carillon, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de gestion de propriétés, de placements et de portefeuille, sous le nom de « J. S. M. Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 4012-65

Knight Chemical Products Ltd.
Les Produits chimiques Chevalier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé,

preferred "A" shares of $100 each and 10,000 preferred "B" shares of $1 each.

The head office of the company will be at 235, Dufferin St., Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 3323-65

Imprim-Art inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ghislain Gauthier, engineer, 4051 Grey St., Rollande Turcotte, secretary, wife separate as to property of Fernand Turcotte, 5092 Mansabré St., Georgette Brodeur, secretary, wife separate as to property of Georges Brodeur, 10290 Terrasse Fleury, Apt. 25, all three of Montreal, Gérard Gibault, insurance broker, 1135 Beatty Ave., Verdun, Dr. Robert Lemyre, physician, 470, 90th Ave., Georges Lemyre, building contractor, 472, 90th Ave., both of LaSalle, and Paul Lemieux, advocate, 409 Vauquelin St., Beloeil, for the following purposes:

To carry on business in all its specialties as printers, photo-engravers and book-binders, under the name of "Imprim-Art inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 700 common shares of a nominal value of $1 each and 3,930 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 470, 90th Ave., LaSalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st dau of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 3875-65

J. S. M. Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Henry Holland, advocate, 555 Curzon Avenue, St-Lambert, Charles Eric Humphrey, bookkeeper, 7376 Truman Avenue, Verdun, and Guy Ambrose Miller, collection manager, 1300 de Carillon Road, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on a general building and property management business and investments holding business, under the name of "J. S. M. Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4012-65

Knight Chemical Products Ltd.
Les Produits chimiques Chevalier ltée

Notice is hereby given that under Part I o the Companies Act, letters patent, bearing date

par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, 6508, chemin Fern, Hilliard Ginsberg, 3459, Drummond, Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, tous trois avocats, de Montréal, Myrna Zabitsky, secrétaire, fille majeure, 5571, Woodbury, Montréal, et Bernard Gardner, avocat, 412, chemin Nortcote, Rosemère, pour les objets suivants:

Fabriquer des produits chimiques, teintures, minéraux, fluides pour freins, superphosphates, savons acides, détersifs, désinfectants et nettoyeurs de toutes sortes et en faire le commerce et le négoce, sous le nom de « Knight Chemical Products Ltd.—Les Produits chimiques Chevalier ltée », avec un capital total de $55,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 4076-65

Labelle Pizzeria Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1965, constituant en corporation: A. Arnold Lechter, avocat, 5764, Blossom, Côte-St-Luc, Lynn Steinberg, secrétaire, célibataire, 6655, Decelles, Montréal, et Rose-Marie Weissman, secrétaire, célibataire, 7921, Wavell, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Labelle Pizzeria Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1230, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 4034-65

Lansdowne Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Donald Kujan, avocat, 3480, chemin Côte-de-Liesse, Mont Royal, Micheline Bertrand, 2162, rue Sherbrooke ouest, et Lana Switzer, 4665, avenue Carlton, ces deux dernières secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Lansdowne Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3550, chemin Côte-des-Neiges, chambre 160, Montréal, district judiciaire de Montréal.

the 15th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Greenblatt, 6508 Fern Road, Hilliard Ginsberg, 3459 Drummond, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, all three advocates, of Montreal, Myrna Zabitsky, secretary, spinster of the full age of majority, 5571 Woodbury, Montreal, and Bernard Gardner, advocate, 412 Northcote Road, Rosemère, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with chemicals, dye stuffs, minerals, brake fluid, superphosphates, soaps, acids, detergents, disinfectants and cleaners of all kinds, under the name of "Knight Chemical Products Ltd.—Les Produits chimiques Chevalier ltée", with a total capital stock of $55,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4076-65

Labelle Pizzeria Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: A. Arnold Lechter, advocate, 5764 Blossom, Côte-St-Luc, Lynn Steinberg, secretary, spinster, 6655 Decelles, Montreal, and Rose-Marie Weissman, secretary, spinster, 7921 Wavell, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Labelle Pizzeria Inc.", with a total capital stock of $40,000, divide dinto 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1230 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4034-65

Lansdowne Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald Kujan, advocate, 3480 Côte-de-Liesse Road, Mount Royal, Micheline Bertrand, 2162 Sherbrooke Street West, and Lana Switzer, 4665 Carlton Avenue, the latter two secretaries, filles majeures et usant de leurs droits, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Lansdowne Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 3550 Côte-des-Neiges Road, Suite 160, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478 4096-65

Leblanc et frères assurances inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Claude Rioux, avocat, 3072, de la Promenade, Ste-Foy, Roch Rioux, avocat, 790, Le Cavelier, Ste-Foy, et Jeannette Parent, secrétaire, fille majeure, 605, Lavigueur, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Leblanc et frères assurances inc. », avec un capital total de $45,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amqui, comté de Matapédia, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4138-65

Jean Maysenhoelder inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1965, constituant en corporation: André Langlais, avocat, 365, Neston, Sherbrooke, A. René Monty, avocat, 94, Downs, Lennoxville, et Nicole Bibeau, secrétaire, fille majeure, 64, Johnson, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la bière, des vins et des liqueurs de toutes sortes, sous le nom de « Jean Maysenhoelder inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4032-65

Momat inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Odule Giguère, commerçant, Anita Poirier, ménagère, épouse commune en biens dudit Odule Giguère, et Marcel Dutil, industriel, tous trois St-Georges, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et bouchers, sous le nom de « Momat inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4096-65

Leblanc et frères assurances inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1965 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Rioux, lawyer, 3072 de la Promenade, Ste-Foy, Roch Rioux, lawyer, 790 Le Cavelier, Ste-Foy, and Jeannette Parent, secretary, fille majeure, 605 Lavigueur, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as brokers and insurance agents, under the name of "Leblanc et frères assurances inc.", with a total capital stock of $45,000, divided into 250 common shares of a nominal value of $100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Amqui, county of Matapédia, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478 4138-65

Jean Maysenhoelder inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Langlais, advocate, 365 Neston, Sherbrooke, A. René Monty, advocate, 94 Downs, Lennoxville, and Nicole Bibeau, secretary, fille majeure, 64 Johnson, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in beer, wines and liqueurs of all kinds, under the name of "Jean Maysenhoelder inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478 4032-65

Momat inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province de Quebec, incorporating: Odule Giguère, trader, Anita Poirier, housewife, wife common as to property of the said Odule Giguère, and Marcel Dutil, industrialist, all three of St-Georges, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Momat inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 600 common shares of $100 each an 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Georges, judicial district of Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4104-65

Le Moulin de Vaudreuil inc.
Vaudreuil Mill Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Charles-J. Gélinas, avocat et conseil en Loi de la reine, 515, rue Champagneur, Outremont, Claude Benoit, avocat, 1758, Jacques-Lemaistre, Montréal, et François Bélanger, avocat, 14, Anselme-Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Faire affaires comme meuniers, sous le nom de « Le Moulin de Vaudreuil inc. — Vaudreuil Mill Inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4042-65

Ottawa River Outfitters Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Anne Marie Daniels secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Quirk, 7068, Justine Drive, Malton, Annie MacDonald, secrétaire, épouse séparée de biens de Basil Turner, 1490, Seaview Drive, Clarkson, et Barbara Clark, secrétaire, épouse séparée de biens de Allan Smith, 36, Checkendon Drive, Rexdale, tous trois de la province d'Ontario, pour les objets suivants:

Équiper les touristes, les chasseurs et le pêcheurs, sous le nom de « Ottawa River Outfitters Limited », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Belleterre, (Kipawa), district judiciaire de Témiscamingue.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 3173-65

Pascal auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Jean-Baptiste Pascal, garagiste, Cap-Santé, Henri-Georges Mercier, garagiste, et Noëlla Bédard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Henri-Georges Mercier, ces deux derniers de 3358, Nellingan, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 4104-65

Le Moulin de Vaudreuil inc.
Vaudreuil Mill Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles-J. Gélinas, advocate and Queen's Counsel, 515 Champagneur St., Outremont, Claude Benoit, advocate, 1758 Jacques-Lemaistre, Montreal, and François Bélanger, advocate, 14 Anselme-Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on business as millers, under the name of "Le Moulin de Vaudreuil inc. — Vaudreuil Mill Inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 4042-65

Ottawa River Outfitters Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Anne Marie Daniels, secretary, wife separate as to property of Charles Quirk, 7068 Justine Drive, Malton, Annie MacDonald, secretary, wife separate as to property of Basil Turner, 1490 Seaview Drive, Clarkson, and Barbara Clark, secretary, wife separate as to property of Allan Smith, 36 Checkendon Drive, Rexdale, all thre of the Provinde of Ontario, for the following purposes:

To outfit tourists, hunters and fishermen, under the name of "Ottawa River Outfitters Limited", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Belleterre (Kipawa), judicial district of Témiscamingue.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 3173-65

Pascal auto inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Baptiste Pascal, garageman, Cap-Santé, Henri-Georges Mercier, garageman, and Noëlla Bédard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Henri-Georges Mercier, the two latter of 3358 Nelligan, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of

« Pascal auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-Santé, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4098-65

Perma Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, Theodore William Martinson, commis, 4217, avenue Western, Westmount, et Colin Richard Chisholm, commis, 2534, boulevard Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, diriger et entreprendre le commerce qui consiste à fournir les services de nature directorale et technique et le métier de dessinateurs, sous le nom de « Perma Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMLND DOUVILLE.

12478 3989-65

Placements Talca inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Jean Mousseau, notaire, Luigi Albanese, étudiant, et Denise Giraudias, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Albert Costo, tous trois de 7576, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements Talca inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 379, avenue Simcoe, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4151-65

Poirier & Bellemare inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Guy Poirier, industriel, 2541, boulevard du Carmel, Guy Laroche, comptable agréé, 2195, bou-

"Pascal auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cap-Santé, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478 4098-65

Perma Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, Theodore William Martison, clerk, 4217 Western Avenue, Westmount, and Colin Richard Chisholm, clerk, 2534 Pie IX Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on, condust and engage in the business of providing services of a managerial and thechnical nature and the business of designers, under the name of "Perma Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of the par value of $1 each and 39,500 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478-o 3989-65

Placements Talca inc.

Notice is hereby given taht under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Mousseau, notary, Luigi Albanese, student, and Denise Giraudias, housewife, wife contractually separate as to property of Albert Costo, all three of 7576 St-Denis, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Talca inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 379 Simcoe Avenue, Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478 4151-65

Poirier & Bellemare inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Poirier, industrialist, 2541 du Carmel Boulevard, Guy Laroche, chartered accountant, 2195 du Carmel

levard du Carmel, tous deux de Trois-Rivières, et Robert Bellemare, courtier, 260, rue St-Georges, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion (holding), sous le nom de « Poirier & Bellemare inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4070-65

Quincaillerie R. Boutet ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Rosaire Boutet, marchand, Villelieu, St-Nicolas, comté de Lévis, Jean-Paul Blouin, comptable, agréé, 771, Émile-Côté, Ste-Foy, et Paul E. Côté, comptable, 2836, boulevard Liégeois, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Quincaillerie R. Boutet ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Villelieu, St-Nicolas, comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4047-65

R. S. L. Investment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Gabrielle Lamothe, secrétaire, veuve, 7472, Papineau, Martha Kaps, teneur de livres, veuve, 5558, Randall, et Violette Schoch, secrétaire, épouse séparée de biens de Éric Schoch, 5550, Côte-St-Luc, toutes trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « R. S. L. Investment Limited », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4061-65

Restaurant au Pekinois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Paul Vinette, restaurateur, Solange Harvey, ménagère, épouse séparée de bien dudit Paul Vi-

Boulevard, both of Trois-Rivières, and Robert Bellemare, broker, 260 St-Georges Street, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Poirier & Bellemare inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $100 each and into 500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 4070-65

Quincaillerie R. Boutet ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Boutet, merchant, Villelieu, St-Nicolas, county of Lévis, Jean-Paul Blouin, chartered accountant, 771 Émile-Côté, Ste-Foy, and Paul E. Côté, accountant, 2836 Liégeois Boulevard, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants, under the name of "Quincaillerie R. Boutet ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Villelieu, St-Nicolas, county of Lévis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 4047-65

R. S. L. Investment Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gabrielle Lamothe, secretary, widow, 7472 Papineau, Martha Kaps, bookkeeper, widow, 5558 Randall, and Violette Schoch, secretary, wife separate as to property of Érich Schoch, 5550 Côte-St-Luc, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "R. S. L. Investment Limited", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 4061-65

Restaurant au Pekinois inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Vinette, restaurant keeper, Solange Harvey, housewife, wife separate as to property of said Paul Vinette,

nette, tous deux de 435, 3e Rue, Chibougamau, et Robert Côté, avocat, 132 boulevard Sacré-Coeur, St-Félicien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant au Pekinois inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4109-65

Restaurant Barbel (1965) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1965, constituant en corporation: Raymond Roy, comptable, 1368, chemin Ste-Foy, Québec, Raymond Drouin, comptable, 152, Montmagny, Québec, Jean-Claude Boutin, comptable, 142, rue Larose, Québec-Ouest, et Roger Thivierge, comptable agréé, 2675, boulevard Liégeois, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme reataurateurs, sous le nom de « Restaurant Barbel (1965) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gagnon, comté de Saguenay, district judiciaire de Hauterive.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 3318-65

St. Leonard Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Reuben Spector, avocat et conseil en Loi de la reine, 624, avenue Carleton, George Rosenberg, avocat, 319, Grosvenor, tous deux de Westmount, Dov Kravetz, avocat, 4969, Isabella, et Susan Holder, secrétaire célibataire, 640, Laurentian, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « St. Leonard Construction Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 4152-65

Émilio Séguin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

both of 435, 3rd Street, Chibougamau, and Robert Côté, lawyer, 132 Sacré-Coeur Boulevard, St-Félicien, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Restaurant au Pekinois inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chibougamau, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 4109-65

Restaurant Barbel (1965) ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Roy, accountant, 1368 Ste-Foy Road, Quebec, Raymond Drouin, accountant, 152 Montmagny, Quebec, Jean-Claude Boutin, accountant, 142 Larose St., Quebec-West, and Roger Thivierge, chartered accountant, 2675 Liégeois Blvd., Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Barbel (1965) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Gagnon, county of Saguenay, judicial district of Hauterive.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 3318-65

St. Leonard Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Reuben Spector, advocate and Queen's Counsel, 624 Carleton Avenue, George Rosenberg, advocate, 319 Grosvenor, both of Westmount, Dov Kravetz, advocate, 4969 Isabella, and Susan Holder, secretary, spinster, 640 Laurentian, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "St. Leonard Construction Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of the par value of $10 each and 150 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4152-65

Émilio Séguin ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 26e jour d'août 1965, constituant en corporation: Émilio Séguin, Rodolphe Séguin et Fernard Séguin, entrepreneurs, de Papineauville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Émilio Séguin ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Papineauville, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 3422-65

Sep inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de september 1965, constituant en corporation: Jean-Marc Lajcie, étudiant, rue des Érables, Yolande Frigon, institutrice, célibataire, rue des Cèdres, Richard Labrosse, chef de bureau, 718, 3e rue, Hervé Poisson, dessinateur, rue St-Marc, Camille Descoteaux, gérant, 2e rue, Yves-L. Duhaime avocat, 52, rue Mercier, tous six de Shawinigan, et Maurice Dandurand, mécanographe, 128e rue, Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Sep inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire de St-Maurice.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 3993-65

Société Nucletron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1965, constituant en corporation: Roman Poslawski, ingénieur, Marie Poslawski, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roman Poslawski, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 1400, avenue des Pins, ouest, Montréal, J.-René Lessard, ingénieur, 1481, boulevard St-Joseph, est Montréal, E. Michael Berger, avocat et conseil en Loi de la reine, 5030, Glencairn, Montréal, G. Charton de Fos, ménagère, veuve de Jacques Charton de Fos, Paris, France, Eric Helfield, avocat, 5609, Melling, Côte-St-Luc, et David I. Schatia, avocat, 7915, côte St-Luc, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à améliorer, à manufacturer des appareils, équipements et accessoires électroniques et électriques, et toutes sortes d'articles de quincaillerie et de matériaux de constructions et à faire le commerce, sous le nom de « Société Nucletron Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Province of Quebec, incorporating: Émilio Séguin, Rodolphe Séguin and Fernand Séguin, contractors, from Papineauville, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Émilio Séguin ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Papineauville, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 3422-65

Sep inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province de Quebec, incorporating: Jean-Marc Lajoie, student, des Érables St., Yolande Frigon, teacher, spinster, des Cèdres St., Richard Labrosse, head clerk, 718, 3rd St., Hervé Poisson, draughtsman, St-Marc St., Camille Descoteaux, manager, 2nd St., Yves-L. Duhaime, advocate, 52 Mercier St., all six of Shawinigan, and Maurice Dandurand, mecanographer, 128th St., Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of-"Sep inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of St. Maurice.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 3993-65

Société Nucletron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roman Poslawski, engineer, Marie Poslawski, housewife, wife separate as to property of the said Roman Poskawski, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 1400 Pine Avenue West, Montreal, J.-René Lessard, engineer, 1481 St. Joseph Boulevard East, Montreal, E. Michael Berger, advocate and Queen's Counsel, 5030 Glencairn, Montreal, G. Charton de Fos, housewife, widow of Jacques Charton de Fos, Paris, France, Eric Heilfield, lawyer, 5609 Melling, Côte-St-Luc, and David I. Schatia, lawyer, 7915 Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of developing, manufacturing and dealing in electronic and electrical apparatus, equipment and appliances, hardware and building materials of all kinds, under the name of "Société Nucletron Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478 3897-65

Sutton Ranch Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1965, constituant en corporation: André Villeneuve, 780, boulevard Houde, St-Lambert, Jacques Clément, 3508, Marcil, Montréal, et Jean Guilbeault, 2010, Chomedey, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction; exploiter des hôtels, motels, auberges et restaurants, sous le nom de « Sutton Ranch Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4038-65

Sweets Brokers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Donald E. Hahamovitch, 5754, avenue Smart, Louis Schiff, 5747, avenue Blossom, tous deux avocats, de Côte-St-Luc, et Bernard H. Litwack, notaire, 6666, avenue Fielding, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et effets de toutes sortes connexes aux épiceries et produits alimentaires, sous le nom de « Sweets Brokers Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12478 4124-65

Triangle d'Or nettoyeurs limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Ernest Guyon, vendeur, Françoise Larivière, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ernest Guyon, tous deux de route Marie-Victorin, Contrecoeur, et Maurice Roussel, avocat, 903, route Marie-Victorin, Tracy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, sous le nom de « Triangle d'Or nettoyeurs limitée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478-o 3897-65

Sutton Ranch Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Villeneuve, 780 Houde Boulevard, St-Lambert, Jacques Clément, 3508 Marcil, Montreal, and Jean Guilbeault, 2010 Chomedey, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company; to operate hotels, motels, inns and restaurants, under the name of "Sutton Ranch Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478 4038-65

Sweets Brokers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald E. Hahamovitch, 5754 Smart Avenue, Louis Schiff, 5747 Blossom Avenue, both advocates, of Côte-St-Luc, and Bernard H. Litwack, notary, 6666 Fielding Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds connected with groceries and all food products, under the name of "Sweets Brokers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4124-65

Triangle d'Or nettoyeurs limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest Guyon, salesman, Françoise Larivière, housewife, wife separate as to property of said Ernest Guyon, both of Route Marie-Victorin, Contrecoeur, and Maurice Roussel, lawyer, 903 Route Marie-Victorin, Tracy, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Triangle d'Or nettoyeurs limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Tracy, judicial district of Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 4193-65

Vimont Ornamental Iron Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Conrad Vallières, métallurgiste, 1796, boulevard des Laurentides, app. 1, Laval, Denise Hétu, secrétaire, célibataire, 8902, 2e Avenue, St-Michel, et Edmond Ciccarelli, métallurgiste, 8902, 2e Avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'acier neuf et usagé, fer et autres métaux et produits métalliques, sous le nom de « Vimont Ornamental Iron Works Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478 4149-65

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 4193-65

Vimont Ornamental Iron Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Conrad Vallières, metal worker, 1796 Laurentide Boulevard, Apt. 1, Laval, Denise Hétu, secretary, spinter, 8902, 2nd Avenue, St-Michel, and Edmond Ciccarelli, metal worker, 8902, 2nd Avenue, St-Michel, for the following purposes:

To manufacture and deal in new and old steel, iron and other metals and metal products, under the name of "Vimont Ornamental Iron Works Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Laval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478-o 4149-65

Avis

Mazer Aszkenajzer

Avis est par les présentes donné, que « Mazer Aszkenajzer », résidant au 5005 chemin Côte St. Catherine à Montréal s'adresse au lieutenant gouverneur en conseil de la province de Québec, en vue d'obtenir le changement de nom en celui de « Eric Moss ».

Montréal, 27 septembre 1965.

12455-42-2-o MAZER ASZKENAJZER.

Robert Marquis

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1978, du 6 octobre 1965, d'effectuer le changement de nom de Ambroise Joseph Lapierre en celui de Robert Marquis.

Québec, le 14 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

12478-o RAYMOND DOUVILLE.

Dino Pantzara

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1979, du 6 octobre 1965, d'effectuer le changement de nom de Constantin Pantzaras en celui de Dino Pantzara.

Québec, le 14 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

12478-o RAYMOND DOUVILLE.

Paul Sparrow

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1980, du 6 octobre 1965, d'effectuer le changement de nom de Paul Shpakowsky en celui de Paul Sparrow.

Québec, le 14 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

12478-o RAYMOND DOUVILLE.

Notices

Mazer Aszkenajzer

Notice is hereby given that "Mazer Aszkenajzer", at 5005 Côte St. Catherine Rd., Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, in order to obtain the change of his name to that of "Eric Moss".

Montreal, September 27, 1965.

12455-42-2 MAZER ASZKENAJZER.

Robert Marquis

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 1978, of October 6, 1965, to effect the change of name of Ambroise Joseph Lapierre into that of Robert Marquis.

Quebec, October 14, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

12478 *Assistant Secretary of the Province.*

Dino Pantzara

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 1979, of October 6, 1965, to effect the change of name of Constantin Pantzaras into that of Dino Pantzara.

Quebec, October 14, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

12478 *Assistant Secretary of the Province.*

Paul Sparrow

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1980, dated October 6, 1965, to effect the change of name of Paul Shpakowsky to that of Paul Sparrow.

Quebec, October 14, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

12478 *Assistant Secretary of the Province.*

Lawrence Joel Tracey

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1981, du 6 octobre 1965, d'effectuer le changement de nom de Lawrence Joel Trachtenberg en celui de Lawrence Joel Tracey.

Québec, le 14 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
12478-o RAYMOND DOUVILLE.

Lawrence Joel Tracey

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1981, dated October 6, 1965, to effect the change of name of Lawrence Joel Trachtenberg to that of Lawrence Joel Tracey.

Quebec, October 14, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
12478 *Assistant Secretary of the Province.*

Sidney Lazar Tracey

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1982, du 6 octobre 1965, d'effectuer le changement de nom de Sydney Trachtenberg en celui de Sidney Lazar Tracey.

Québec, le 14 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
12478-o RAYMOND DOUVILLE.

Sidney Lazar Tracey

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree, number 1982 dated October 6, 1965, to effect the change of name of Sydney Trachtenberg to that Sydney Lazar Tracey.

Quebec, October 14, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
12478 *Assistant Secretary of the Province.*

Ting Chow Yee

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1983, du 6 octobre 1965, d'effectuer le changement de nom de Shiu Foo Wong en celui de Ting Chow Yee.

Québec, le 14 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
12478-o RAYMOND DOUVILLE.

Ting Chow Yee

The Lieutenant-Governor in Council, has been pleased by decree, number 1983 dated October 6, 1965, to effet the change of name of Shiu Foo Wong to that of Ting Chow Yee.

Quebec, October 14, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
12478 *Assistant Secretary of the Province.*

Conseil Mackayville No 3809 des Chevaliers de Colomb

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 septembre 1965, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) du « Conseil Mackayville No 3809 des Chevaliers de Colomb », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
12485-o 3809

Conseil Mackayville No 3809 des Chevaliers de Colomb

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on September 21, 1965, approved by-law number 1 (general by-laws) of "Conseil Mackayville No. 3809 des Chevaliers de Colomb", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
12485 3809

Boucher *vs* Cyr

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, No 5221. Pierre Boucher, autrefois commerçant, domicilié à Victoriaville, district d'Arthabaska, demandeur, *vs* Alfred Cyr, résidant à Plessisville, district d'Arthabaska, défendeur, et Jules Cyr, résidant à 1610 rue St-Louis, Plessisville, district d'Arthabaska, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de Pierre Cyr, demeurant autrefois à Plessisville, district d'Arthabaska, tiers-saisi.

Avis aux créanciers (C.P. 673 et 694)

Les créanciers de Monsieur Alfred Cyr de Plessisville, sont invités à déposer leurs réclamations, avec titres à l'appui, dans la quinzaine de la première insertion des présentes, au Greffe de la Cour Supérieure à Arthabaska, entre les mains du protonotaire, le tout conformément aux articles 673 et 674 C.P.

Par ordre de l'Honorable Juge Robert Beaudoin, J.C.S.

Arthabaska, le 17 septembre 1965.

Vraie copie.

(Sceau) *Le Protonotaire de la Cour Supérieure d'Arthabaska,*
12260-40-2 (*Signé*) ROLAND PROVENCHER.

Boucher *vs* Cyr

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, in the Superior Court, No. 5221. Pierre Boucher, formerly merchant, having his residence at Victoriaville, district of Arthabaska, plaintiff, *vs* Alfred Cyr, living in Plessisville, district of Arthabaska, defendant, and Jules Cyr, living at 1610 St. Louis Street, in Plessisville, district of Arthabaska, acting as testamentary executor to Pierre Cyr's estate, formerly living at Plessisville, district of Arthabaska, garnishee.

Notice to creditors (673 and 694 C.P.C.)

Alfred Cyr's creditors are called in to file their claims, with proper evidence, within 15 days from the date of the first insertion of this notice, at the clerk's office at the Sueprior Court in Arthabaska, according to sections 673 and 694 C.P.C.

By order of Honourable Robert Beaudoin, J.C.S.

Arthabaska, September 17, 1965.

True copy.

(Seal) (*Signed*) ROLAND PROVENCHER,
Prothonotary of the Superior Court,
12260-40-2 *Court of Arthabaska.*

Joseph Ernest Ouellette

Avis est donné que Joseph Ernest Ouellette, machiniste, résidant et domicilié au no 5725, rue Drake, dans les ville et district de Montréal, province de Québec, s'adressera, conformément à la loi, au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre de changer son nom de Joseph Ernest Ouellette en celui Ernie Ouellet, et ce à toutes fins que de droit. Le changement de son nom bénéficiera à son épouse et sa fille mineure, Nancy, de la même adresse.

Daté à Montréal, ce 14e jour d'octobre 1965.

Le Procureur du requérant,
12498-43-2 NATHAN SOLOMON, C.R.

Joseph Ernest Ouellette

Notice is hereby given that Joseph Ernest Ouellette, machinist, residing and domiciled at no. 5725 Drake Street, in the city and district of Montreal, Province of Quebec, will apply according to law to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name from Joseph Ernest Ouellette to that of Ernie Ouellet, same to avail for all legal purposes. The change of his name shall benefit his wife and his minor daughter, Nancy, of the same address.

Dated at Montreal, this 14th day of October, 1965.

NATHAN SOLOMON, Q.C.,
12498-43-2-o *Attorney for petitioner.*

Boda John Max

Avis est par les présentes donné que Boda John Max, connu sous le nom de Daniel George Max, homme d'affaires, domicilié à 2787 de la rue Dudemaine, dans les cité et district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec la permission de changer son nom en celui de Daniel George Mack. Ledit changement concernera également son épouse, Danièle Savignac Max et sa fille Marie Brigitte Anne, toutes deux aussi domiciliées à 2787 de la rue Dudemaine, cité et district de Montréal.

Montréal, le 23 septembre 1965.

Le Procureur du requérant,
12510-43-2-o DAVID A. SCHWARTZ.

Boda John Max

Notice is hereby given that Boda John Max, known as Daniel George Max, executive, domiciled at 2787 Dudemaine Street, city and district of Montreal, will ask the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the permission to change his name to that of Daniel George Mack. Said change will also affect his wife, Danièle Savignac Max and his daughter Marie Brigitte Anne both also dimiciled at 2787 Dudemaine Street, city and district of Montreal.

Montreal, September 23, 1965.

DAVID A. SCHWARTZ,
12510-43-2-o *Attorney for applicant.*

Edward Henry Max

Avis est par les présentes donné que Edward Henry Max, homme d'affaires, domicilié à 1312 de la rue Bougie, St-Laurent, district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec la permission de changer son nom en celui de Edward Henry Mack. Ledit changement concernera également son épouse, Valerie Helen Polny Max et son fils Michael Jeffery Alan Max, tous deux domiciliés aussi à 1312 de la rue Bougie, St-Laurent, district de Montréal.

Montréal, le 23 septembre 1965.

Le Procureur du requérant,
12511-43-2-o DAVID A. SCHWARTZ.

Edward Henry Max

Notice is hereby given that Edward Henry Max, business executive, domiciled at 1312 Bougie Street, St. Laurent, district of Montreal, will ask the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the permission to change his name to that of Edward Henry Mack. Said change will alson affect his wife, Valerie Helen Polny Max and his son Michael Jeffery Alan Max, both domiciled at 1312 Bougie Street, St. Laurent, district of Montreal.

Montreal, September 23, 1965.

DAVID A. SCHWARTZ,
12511-43-2-o *Attorney for applicant.*

Joseph Jean Baptiste Marcel Poulin

Avis est par les présentes donné que « Joseph Jean Baptiste Marcel Poulin », demeurant et domicilié au numéro 3510, ave Royale, à Giffard, district de Québec, a demandé par voie de requête au secrétaire de la province, de changer son nom en celui de Joseph Jean Baptiste Marcel Hains.

Si le lieutenant-gouverneur en conseil fait droit à ladite requête, le nom de son épouse, née Ginette Morest, deviendra aussi Hains.

Giffard, 12 octobre 1965.

Le Requérant,
JOSEPH JEAN BAPTISTE MARCEL POULIN.
12522-43-2-o

Joseph Jean Baptiste Marcel Poulin

Notice is hereby given that "Joseph Jean Baptiste Marcel Poulin", residing and domiciled at number 3510, Royale Avenue, in Giffard, has applied by means of a request to the Provincial Secretary, to change his name to that of Joseph Jean Baptiste Marcel Hains.

If the Lieutenant-Governor in Council grants the said request, the name of his wife, née Ginette Morest, will also be changed to Hains.

Giffard, October 12, 1965.

JOSEPH JEAN BAPTISTE MARCEL POULIN,
Petitioner.
12522-43-2-o

Ville de Bromont

Avis est, par les présentes, donné que « Ville de Bromont » et que la municipalité du village de Shefford-Ouest, ont adopté et promulgué des règlements autorisant la signature d'une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'octroi de lettres patentes fusionnant les deux municipalités pour en créer une nouvelle sous le nom de Ville de Bromont.

Town of Bromont

Notice is, hereby given, that the "Town of Bromont" and the municipality of the village of West-Shefford, have adopted and published by-laws authorizing the signature of a petition to the Lieutenant-Governor in Council to request letters patent to amalgamate the two above mentioned municipalities and create a new municipality to be named Town of Bromont.

Résumé des objets de la requête:

a) de former une seule et nouvelle municipalité par la fusion des deux municipalités ci-haut mentionnées;

b) déterminer le nombre des membres du nouveau conseil et fixer la date des premières élections générales et fixer la durée des fonctions;

c) rendre applicables à la nouvelle Ville de Bromont certaines dispositions législatives qui étaient applicables à l'ancienne Ville de Bromont;

d) déterminer que la nouvelle municipalité sera régie par la Loi des cités et villes.

Toute personne intéressée peut prendre connaissance de cette requête et en obtenir copie, à l'Hôtel de Ville de Shefford-Ouest, ou chez le secrétaire, où à l'Hôtel de Ville de Ville de Bromont.

Les propriétaires de l'une ou l'autre municipalité qui s'opposent à la fusion, peuvent, durant le mois qui suit la publication du présent avis, faire connaître le pourquoi de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale de Québec.

Ce 15e jour d'octobre 1965.

Le Secrétaire-trésorier
de Ville de Bromont,
ALBERT RACICOT.

Le Secrétaire-trésorier
de Shefford-Ouest,
12536-43-2-o F. REID.

Resume of the objets of the petition:

(*a*) to form a new municipality by the amalgamation of the two above mentioned municipalities;

(*b*) to fix the number of members of the new council and determine the date for the first general elections and also determine the length of the term of mayor and alderman;

(*c*) to make applicable to the new Town of Bromont certain legislative dispositions that were applicable to the former Town of Bromont;

(*d*) to declare that the new municipality will be governed by the Cities and Towns Act.

Any interested person may examine and obtain a copy of the petition at the Town Hall in West-Shefford or at the secretary's home in West-Shefford, or at the Town Hall of the Town of Bromont.

The property owners of either one of the petitioning municipalities, who object to the amalgamation, may, during the month following the publication of the present notice, make known the grounds of the objections, in writing, to the Quebec Municipal Commission.

This 15th day of October, 1965.

ALBERT RACICOT,
Secretary-Treasurer
of the Town of Bromont.

F. REID,
Secretary-Treasurer
12536-43-2-o *of West-Shefford.*

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'Économie des employés de Wabasso Cotton Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie des employés de Wabasso Cotton Credit Union ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera tous les employés de la Wabasso Cotton Co. Ltd., usine de Trois-Rivières, et leurs familles.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à 765, rue Bonaventure, Trois-Rivières, Québec, dans le district électoral de Trois-Rivières.

Québec, le 18 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
12499-o RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

Caisse d'Économie des employés de Wabasso Cotton Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie des Employés de Wabasso Cotton Credit Union".

The group in which the union will recruit its members will be all the employees of the Wabasso Cotton Co. Ltd., Trois-Rivières plant, and their families.

The head office of this savings and credit union is situated at 765 Bonaventure Street, Trois-Rivières, Quebec, in the electoral district of Trois-Rivières.

Quebec, October 18, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
12499 *Assistant Secretary of the Province.*

Chartes — Abandon de

Avon Shirt Contractors Inc.

Avis est par les présentes donné que « Avon Shirt Contractors Inc. », ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patents, a partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 14e jour d'octobre 1965.

Le Procureur de la requérante,
12479-o STEIN & STEIN.

Charters — Surrender of

Avon Shirt Contractors Inc.

Notice is hereby given that "Avon Shirt Contractors Inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 14th day of October, 1965.

STEIN & STEIN,
12479-o *Attorneys for petitioner.*

Fashion Apparel Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie, « Fashion Apparel Ltd. », incorporée en date du 18 août, 1961, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

À Montréal, ce 20 octobre 1965.

Le Procureur,
JOSEPH HELAL, C.R.

12523-o

Camille Ouellet Inc.

Prenez avis que la compagnie « Camille Ouellet Inc. », demandera au secrétariat de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions des articles 26 et 27 de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec.

Signé à Québec, ce 18 octobre 1965.

Le Procureur,
CYRILLE DELÂGE, notaire.

12524-o

Rosemount Golf & Country Club Inc.

Avis est par les présentes donné que « Rosemount Golf & Country Club Inc. », ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 9e jour d'octobre 1965.

Le Procureur de la requérante,
MICHAEL RUBINSTEIN, C.R.

12525-o

Fashion Apparel Ltd.

Notice is hereby given that the company "Fashion Apparel Ltd.", incorporated August 18, 1961, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec, for leave to surrender its charter, in virtue of section 26 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, October 20, 1965.

JOSEPH HELAL, Q.C.,
Attorney.

12523-o

Camille Ouellet Inc.

Notice is hereby given that "Camille Ouellet Inc.", will apply the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of sections 26 and 27 of Part I of the province of Quebec Companies Act.

Signed at Quebec, this October 18, 1965.

CYRILLE DELÂGE, notary,
Attorney.

12524

Rosemount Golf & Country Club Inc.

Notice is hereby given that "Rosemount Golf & Country Club Inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 9th day of October, 1965.

MICHAEL RUBINSTEIN, Q.C.,
Attorney for petitioner.

12525-o

Compagnies dissoutes

Academy Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Academy Holdings Inc. », constituée en corporation le 25 juin 1952, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 9447-52

Citadel Cigars Limited
Cigares Citadelle limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Citadel Cigars Limited — Cigares Citadelle limitée », constituée en corporation le 17 octobre 1930, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 1931-30

Concrete Placing & Excavation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Concrete Placing & Excavation Limited », constituée en corporation le 9 décembre 1949, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 8961-49

Companies Dissolved

Academy Holdings Inc.

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Acadeny Holdings Inc.", incorporated on June 25, 1952, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 9447-52

Citadel Cigars Limited
Cigares Citadelle limitée

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Citadel Cigars Limited — Cigares Citadelle limitée", incorporated on October 17, 1930, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 1931-30

Concrete Placing & Excavation Limited

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Concrete Placing & Excavation Limited", incorporated on December 9, 1949, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 8961-49

Les Constructions V. P. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Les Constructions V. P. ltée », constituée en corporation le 3 avril 1959, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 11979-59

La Corporation de Concession du Nord inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « La Corporation de Concession du Nord inc. », constituée en corporation le 2 février 1961, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 10468-61

Hormidas Dallaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Hormidas Dallaire inc. », constituée en corporation le 19 avril 1958, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 11410-58

Dionne Dyeing Company (1960) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Dionne Dyeing Company (1960) Ltd. », constituée en corporation le 19 septembre 1960, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 13821-60

Fort Street Realty Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Fort Street Realty Company Limited », constituée en corporation le 30 avril 1948, à compter du 15 october 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 3466-48

Glickman & Glickman Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Glickman & Glickman Limited », constituée en corporation le 2 février 1932, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 59-32

H. Krakow Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « H. Krakow Company », constituée en corporation le 23 november 1945, à compter du 15 actobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 6996-45

Les Constructions V. P. ltée

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Constructions V. P. ltée", incorporated on April 3, 1959, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 11979-59

La Corporation de Concession du Nord inc.

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Corporation de Concession du Nord inc.", incorporated on February 2, 1961, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 10468-61

Hormidas Dallaire inc.

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hormidas Dallaire inc.", incorporated on April 19, 1958, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 11410-58

Dionne Dyeing Company (1960) Ltd.

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dionne Dyeing Company (1960) Ltd.", incorporated on September 19, 1960, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 13821-60

Fort Street Realty Company Limited

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Fort Street Realty Company Limited", incorporated on April 30, 1948, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 3466-48

Glickman & Glickman Limited

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Glickman & Glickman Limited", incorporated on February 2, 1932, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 59-32

H. Krakow Company

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "H. Krakow Company", incorporated on November 23, 1945, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 6996-45

Murray Mining Corporation Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières, et de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Murray Mining Corporation Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation le 2 avril 1957, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 11167-57

Nineteen Eighty Sherbrooke Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Nineteen Eighty Sherbrooke Corporation », constituée en corporation le 20 novembre 1952, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 15860-52

Pinegrove Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Pinegrove Construction Corp. », constituée en corporation le 29 octobre 1959, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 15978-59

The Scottish Schools Club
of Montreal Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « The Scottish Schools Club of Montreal Incorporated", constituée en corporation le 10 décembre 1938, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 2572-38

Sorel Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Sorel Realty Corp. », constituée en corporation le 20 octobre 1959, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 15825-59

T and D Auto Repair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « T and D Auto Repair Inc. », constituée en corporation le 6 septembre 1961, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 14132-61

Tire & Battery Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Tire &

Murray Mining Corporation Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that, under the Mining Companies Act, and the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Murray Mining Corporation Limited" (No Personal Liability), incorporated on April 2, 1957, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 11167-57

Nineteen Eighty Sherbrooke Corporation

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Nineteen Eighty Sherbrooke Corporation", incorporated on November 20, 1952, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 15860-52

Pinegrove Construction Corp.

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Pinegrove Construction Corp.", incorporated on October 29, 1959, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 15978-59

The Scottish Schools Club
of Montreal Incorporated

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Scottish Schools Club of Montreal Incorporated", incorporated on December 10, 1938, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 2572-38

Sorel Realty Corp.

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Sorel Realty Corp.", incorporated on October 20, 1959, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 15825-59

T and D Auto Repair Inc.

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "T and D Auto Repair Inc.", incorporated on September 6, 1961, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 14132-61

Tire & Battery Company, Limited

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of

Battery Company, Limited », constituée en corporation le 15 mai 1957, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 11510-57

Vector Labs Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Vector Labs Corp. », constituée en corporation le 31 août 1961, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 14393-61

Vilas Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Vilas Company Limited », constituée en corporation le 23 mars 1950, à compter du 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 3189-50

Town & Circle Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Town & Circle Investment Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 12 janvier 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 juillet 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 10145-59

"Tire & Battery Company, Limited", incorporated on May 15, 1957, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 11510-57

Vector Labs Corp.

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Vector Labs Corp.", incorporated on August 31, 1961, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 14393-61

Vilas Company Limited

Notice is hereby given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Vilas Company Limited", incorporated on March 23, 1950, from and after October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 3189-50

Town & Circle Investment Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the responsibility decreed by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Town & Circle Investment Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated January 12, 1959.

Notice is also given that from and after July 30, 1965, the said company has been dissolved.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 10145-59

Divers
Compagnies

Bonetti Creations Pleating Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Bonetti Creations Pleating Co. Ltd. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
JEANNINE GIRARD BONETTI.

12480 2216-64

Le Cercle des employés du ministère de la Santé

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 8 octobre 1965, approuvé les règlements généraux de « Le Cercle des employés du ministère de la Santé », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12481-o 3669-65

Miscellaneous
Companies

Bonetti Creations Pleating Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Bonetti Creations Pleating Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

JEANNINE GIRARD BONETTI,
Secretary.

12480-o 2216-64

Le Cercle des employés du ministère de la Santé

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 8, 1965, approved the general by-laws of « Le Cercle des employés du ministère de la Santé", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of October, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12481 3669-65

Cie Technique France-Québec ltée

Avis est donné que la « Cie Technique France-Québec ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 10.

Le Secrétaire,
JAIME W. DUNTON.

12482-o 2363-63

Club Aster

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 30 septembre 1965, approuvé les règlements généraux du « Club Aster », et ce, conformément aux dispositions de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12483-o 5432-63

Club Vente Publicité de Québec inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 6 octobre 1965, approuvé les règlements numéros 1 et 2 du « Club Vente Publicité de Québec inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12484-o 1555-65

Davis & Morin ltée
Davis & Morin Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Davis & Morin ltée — Davis & Morin Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
ANTOINE MORIN.

12486-o 14809-61

J. B. Dupuis et fils limitée

Avis est donné que la compagnie « J. B. Dupuis et fils limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Secrétaire,
L. LAMARCHE.

12487-o 1842-28

Henderson Furniture Limited

Avis est donné que la compagnie « Henderson Furniture Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 11.

Le Secrétaire,
GASTON MELOCHE.

12488-o 3598-46

Hôtel Union, limitée

Avis est donné que la compagnie « Hôtel Union, limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 3.

Le Secrétaire,
J.-ALBERT LAPOLICE.

12489-o 10332-55

Sico inc.

Avis est donné que la compagnie « Sico inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
J.-ARTHUR BÉDARD.

12491-o 626-41

Cie Technique France-Québec ltée

Notice is hereby given that "Cie Technique France-Québec ltée", has changed the number its directors from 5 to 10.

JAIME W. DUNTON,
Secretary.

12482 2363-63

Club Aster

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on September 30, 1965, approved the general by-laws of "Club Aster", and such, in conformity with the provisions of section 226 of the Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of October, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12483 5432-63

Club Vente Publicité de Québec inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 6, 1965, approved the by-laws, numbers 1 et 2 of "Club Vente Publicité de Québec inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of October 1965.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province,

12484 1555-65

Davis & Morin ltée
Davis & Morin Ltd.

Notice si hereby given that "Davis & Morin ltée — Davis & Morin Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

ANTOINE MORIN,
Secretary.

12486 14809-61

J. B. Dupuis et fils limitée

Notice is hereby given that "J. B. Dupuis et fils limitée", has chamged the number of its directors from 5 to 3.

L. LAMARCHE,
Secretary.

12487 1842-28

Henderson Furniture Limited

Notice is hereby given that "Henderson Furniture Limited", has changed the number of its directors from 8 to 11.

GASTON MELOCHE,
Secretary.

12488 3598-46

Hôtel Union, limitée

Notice is hereby given that "Hôtel Union, limitée", has changed the number of its directors from 6 to 3.

J.-ALBERT LAPOLICE,
Secretary.

12489 10332-55

Sico inc.

Notice is hereby given that "Sico inc. », has changed the number of its directors from 3 to 5.

J.-ARTHUR BÉDARD,
Secretary.

12491 626-41

Orphelinat Italien St-Joseph
(Orfanotrofio Italiano S. Giuseppe)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 4 octobre 1965, approuvé le règlement numéro 20 modifiant les règlements généraux de « Orphelinat Italien St-Joseph — (Orfanotrofio Italiano S. Giuseppe) », et ce, conformément aux dispositions de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12490-o 531-21

Orphelinat Italien St-Joseph
(Orfanotrofio Italiano S. Giuseppe)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 4, 1965, approved by-law 20 amending the general by-laws of "Orphelinat Italien St-Joseph — (Orfanotrofio Italiano S. Giuseppe)", and such, in conformity with the provisions of section 226 of the Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of October, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12490 531-21

Plage Idéale Incorporée
Ideal Beach Incorporated

Règlement No 44

relatif à la distribution de biens entre les actionnaires.

Les biens de la compagnie seront distribués entre ses actionnaires proportionnement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie quinze jours après la publication de ce règlement dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie certifiée du règlement No. 44 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 27 septembre 1965, et approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 27 septembre 1965, de la compagnie « Plage Idéale Incorporée — Ideal Beach Incorporated ».

La Secrétaire,
MARIE MARTHE BEAUPRÉ RIVARD.

12500-o 2811-44

Plage Idéale Incorporée
Ideal Beach Incorporated

By-law No. 44

relative to the distribution of the assets among the shareholders.

The Company's assets will be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares which they hold in the Company, fifteen days after the publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*.

Certified copy of by-law No. 44, duly adopted at a meeting of the Directors held on September 27, 1965, and approved at a special general meeting of the shareholders held on September 27, 1965, of "Plage Idéale Incorporée — Ideal Beach Incorporated".

MARIE MARTHE BEAUPRÉ RIVARD,
Secretary.

12500 2811-44

Association des foyers pour adultes

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 14 octobre 1965, approuvé les règlements généraux de l'« Association des foyers pour adultes », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12512-o 2254-64

Association des foyers pour adultes

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 14, 1965, approved the general by-laws of l'"Association des foyers pour adultes", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12512 2254-64

Association des foyers pour adultes

Avis est donné que l'« Association des foyers pour adultes », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 14.

La Secrétaire,
SOEUR EUGÉNIE ALLARD, S.G.M..

12512-o 2254-64

Association des foyers pour adultes

Notice is hereby given that l'"Association des foyers pour adultes", has changed the number of its directors from 5 to 14.

SOEUR EUGÉNIE ALLARD, S.G.M.,
Secretary.

12512 2254-64

L'Association récréative des fonctionnaires de cité Jacques-Cartier

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 14 octobre 1965, approuvé les règlements généraux de « L'Association récréative des fonctionnaires de cité Jacques-Cartier », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12513-o 4461-64

L'Association récréative des fonctionnaires de cité Jacques-Cartier

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 14, 1965, approved the by-laws of "L'Association récréative des fonctionnaires de cité Jacques-Cartier", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12513 4461-64

St. Louis Bedding Company Limited

Avis est donné que la compagnie « St. Louis Bedding Company Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le Secrétaire,
KENNETH SPIEGEL.

12515-o 2279-25

St. Louis Bedding Company Limited

Notice is hereby given that "St. Louis Bedding Company Limited", has changed the number of its directors from 5 to 4.

KENNETH SPIEGEL,
Secretary.

12515 2279-25

École Supérieure de Commerce de Québec, inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12 octobre 1965, approuvé une modification au premier paragraphe du règlement numéro 6 des règlements généraux de l'« École Supérieure de Commerce de Québec, inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12514-o 3213-37

École Supérieure de Commerce de Québec, inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 12, 1965, approved an amendment in the first paragraph of by-law number 6 of the general by-laws of l'"École Supérieure de Commerce de Québec, inc.", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12514 3213-37

L'Association des gardes-malades auxiliaires de la province de Québec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 octobre 1965, approuvé les règlements généraux de « L'Association des gardes-malades auxiliaires de la province de Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12526-o 16994-59

L'Association des gardes-malades auxiliaires de la province de Québec

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 13, 1965, approved the general by-laws of "L'Association des gardes-malades auxiliaires de la province de Québec", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12526 16994-59

Club social des pompiers de Montréal

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12 octobre 1965, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) du « Club social des pompiers de Montréal », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12527-o 3395-65

Club social des pompiers de Montréal

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 12, 1965, approved the by-law number 1 (general by-laws) of "Club social des pompiers de Montréal", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12527 3395-65

Conseil des arts de Joliette

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12 octobre 1965, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) du « Conseil des arts de Joliette », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12528-o 206-65

Conseil des arts de Joliette

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 12, 1965, approved the by-law number 1 (General by-laws) of "Conseil des arts de Joliette", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12528 206-65

Conseil des arts de Joliette

Avis est donné que la corporation « Conseil des arts de Joliette », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
RENÉ CHARETTE.

12528-o 206-65

Conseil des arts de Joliette

Notice is hereby given that the corporation "Conseil des arts de Joliette", has changed the number of its directors from 3 to 5.

RENÉ CHARETTE,
Secretary.

12528 206-65

Les Ameublements Princeville inc. Princeville Furniture Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Ameublements Princeville inc.— Princeville Furniture Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 8.

Le Secrétaire,
GASTON MELOCHE.

12542-o 12348-62

Les Ameublements Princeville inc. Princeville Furniture Inc.

Notice is hereby given that "Les Ameublements Princeville inc.— Princeville Furniture Inc.", has changed the number of its directors from 5 to 8.

GASTON MELOCHE,
Secretary.

12542 12348-62

L. B. Furniture Inc.

Avis est donné que la compagnie « L. B. Furniture Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le Secrétaire,
GASTON MELOCHE.

12543 10427-62

L. B. Furniture Inc.

Notice is hereby given that "L. B. Furniture Inc.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

GASTON MELOCHE,
Secretary.

12543-o 10427-62

Quebec Textile Suppliers Institute
L'Institut des pourvoyeurs de textiles du Québec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 octobre 1965, approuvé les règlements généraux de « Quebec Textile Suppliers Institute — L'Institut des pourvoyeurs de textiles du Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12529-o 3374-65

Quebec Textile Suppliers Institute
L'Institut des pourvoyeurs de textiles du Québec

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 13, 1965, approved the general by-laws of "Quebec Textile Suppliers Institute — L'Institut des pourvoyeurs de textiles du Québec", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12529 3374-65

Les Meubles Lafontaine (1962) inc.
Lafontaine Furniture (1962) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Meubles Lafontaine (1962) inc.— Lafontaine Furniture (1962) Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le Secrétaire,
GASTON MELOCHE.

12544-o 12424-62

Les Meubles Lafontaine (1962) inc.
Lafontaine Furniture (1962) Inc.

Notice is hereby given that "Les Meubles Lafontaine (1962) inc.— Lafontaine Furniture (1962) Inc.", has changed the number of its directos from 5 to 6.

GASTON MELOCHE,
Secretary.

12544 12424-62

Lettres patentes

Programmed Learning of Montreal Inc.
L'Enseignement Programmé de de Montréal inc.

ERRATUM

Dans l'avis d'émission de lettres patentes à la compagnie ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette officiel de Québec* du 18 septembre 1965, à la page 4915, veuillez corriger les titres des versions anglaise et française en remplaçant dans le nom anglais le mot « Learing » par le mot « Learning », le nom de la compagnie devra se lire en anglais: « Programmed Learning of Montreal Inc. ». 12478-o

Letters Patent

Programmed Learning of Montreal Inc.
L'Enseignement Programmé de Montréal inc.

ERRATUM

In the notice of the issue of letters patent to the company hereinabove mentioned, published in the *Quebec Official Gazette* dated September 18, 1965, on page 4915, please correct the titles of english and french versions by replacing in the english name of the word "Learing" by the word "Learning", the name of the company should read in english: "Programmed Learning of Montreal Inc.". 12478

Sièges sociaux

Biltrite Furniture Mfg. Inc.

Avis est donné que « Biltrite Furniture Mfg. Inc. », a transporté son siège social de 47, rue Chapleau, Terrebonne, à 10251, boulevard Ray Lawson, ville d'Anjou.

Le Secrétaire,
MOE BULUA.

12493 4312-53

Capital Quality Homes (Quebec) Limited

Avis est donné que la compagnie « Capital Quality Homes (Quebec) Limited », a transporté son siège social de 313, avenue Dorval, dans la cité de Dorval, à 508, rue Vallières, dans la ville de Greenfield Park.

L'Assistant-secrétaire,
CLIVE R. MALLORY.

12494 11997-62

J. Robert Leblanc, limitée

Avis est donné que la compagnie « J. Robert Leblanc, limitée », a changé son siège social de Ste-Agathe-des-Monts, à Ste-Adèle.

Le Président,
J.-ROBERT LEBLANC.

12495-o 12225-58

Head Offices

Biltrite Furniture Mfg. Inc.

Notice is hereby given that "Biltrite Furniture Mfg. Inc.", has transferred its head office from 47 Chapleau Street, Terrebonne, to 10251 Ray Lawson Boulevard, ville d'Anjou.

MOE BULUA,
Secretary.

12493-o 4312-53

Capital Quality Homes (Quebec) Limited

Notice is hereby given that "Capital Quality Homes (Quebec) Limited", has transferred its head office from 313 Dorval Avenue, in the city of Dorval, to 508 Vallières Street, in the town of Greenfield Park.

CLIVE R. MALLORY,
Assistant-Secretary.

12494-o 11997-62

J. Robert Leblanc, limitée

Notice is hereby given that "J. Robert Leblanc, limitée", has changed its head office from Ste-Agathe-des-Monts, to Ste-Adèle.

J.-ROBERT LEBLANC,
President.

12495 12225-58

Simon Cigar Company of Quebec Ltd.

Avis est donné que « Simon Cigar Company of Quebec Ltd. », a transporté son siège social de 276, rue St-Jacques ouest, Montréal, à 700, rue Hodge, St-Laurent.

Le Secrétaire,
HARRY A. SIMON.

12496 14764-62

Simon Cigar Company of Quebec Ltd.

Notice is hereby given that "Simon Cigar Company of Quebec Ltd.", has transferred its head office from 276 St. James Street West, Montreal, to 700 Hodge Street, St-Laurent.

HARRY A. SIMON,
Secretary.

12496-o 14764-62

Abaco Tool & Die Inc.

Avis est donné que la compagnie « Abaco Tool & Die Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 11e jour de mai 1965, a établi son siège social à 3905, boulevard L'Industriel, Montréal Nord, Québec.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 18e jour d'août 1965.

GERHARD PFLAUM.

12501 2166-65

Abaco Tool & Die Inc.

Notice is hereby given that "Abaco Tool & Die Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on the 11th day of May, 1965, has established its head office at 3905 boulevard L'Industriel, Montreal North, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 18th day of August, 1965.

GERHARD PFLAUM.

12501-o 2166-65

Berthelet et Léger Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Berthelet et Léger Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 30 juin 1964, a établi son bureau et siège social à 9956 Des Récollets, Montréal-Nord, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal-Nord, ce 21e jour d'août 1964.

Berthelet et Léger Inc.,
Par le Président,
RENÉ LÉGER.

12502-o 2893-64

Berthelet et Léger Inc.

Notice is hereby given that "Berthelet et Léger Inc.", company incorporated by letters patent bearing the date of June the 30, 1964, has established its office at 9956 Des Récollets, Montreal-North, district of Montreal, province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, North, this 21st day of August, 1964.

Berthelet et Léger Inc.,
Per: RENÉ LÉGER,
President.

12502-o 2893-64

J. R. Côté Construction Limitée

Avis est donné que la compagnie « J. R. Côté Construction Limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 août 1965, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro civique 8862, Boul. St-Laurent.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de septembre 1965.

Le Président,
RAYMOND CÔTÉ.

12503-o 2731-65

J. R. Côté Construction Limited

Notice is hereby given that the company "J. R. Côté Construction Limited", constituted in corporation by letters patent dated August 19, 1965 and having its head office in the town of Montreal has established its office at number 8862 St. Lawrence Blvd.

From and after the date of this notice the said office shall be considered as the head office of the company.

Given at Montreal, this 1st day of September 1965.

RAYMOND CÔTÉ,
President.

12503-o 2731-65

Le Crédit Jean Béliveau Inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Crédit Jean Béliveau Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 juillet 1964, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro civique 8862, boul. St-Laurent.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de septembre 1965.

Le Président,
J.-GUY BÉLIVEAU.

12504-o 3371-64

Le Crédit Jean Béliveau Inc.

Notice is hereby given that the company "Le Crédit Jean Béliveau Inc.", constituted in corporation by letters patent dated July 24, 1964 and having its head office in the town of Montreal has established its office at number 8862 St. Lawrence Blvd.

From and after the date of this notice the said office shall be considered as the head office of the company.

Given at Montreal, this 1st day of September 1965.

J.-GUY BÉLIVEAU,
President.

12504-o 3371-64

Lake Clearview Estates Inc.
Domaine du Lac Clearview Inc.

Avis est donné que la compagnie « Lake Clearview Estates Inc.— Domaine du Lac Clearview Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24e jour de septembre 1965, et ayant son bureau principal dans Montréal a établi son bureau au numéro 9878 de la rue Papineau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 4e jour d'octobre 1965.

Le Président,
JEAN POTVIN.

12505-o 4249-65

E. F. M. Holding Company

Avis est donné que la compagnie « E. F. M. Holding Company », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 30e jour d'octobre 1957, a transporté son siège social de 105, rue St-Jacques, ouest, en la ville de Montréal, à 630, boulevard Dorchester, ouest, en la ville de Montréal.

Montréal, 6 octobre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
A. C. POPE.

12506 13351-57

Shapro Investments Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Shapro Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 27e jour de septembre 1965, et ayant son siège cocial en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 612, 800 carré Victoria, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 7e jour d'octobre 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
JONATHAN J. ROBINSON.

12507 4285-65

Quebec Pipeline Construction Ltd.
Construction de Pipelines Québec ltée

Avis est donné que « Quebec Pipeline Construction Ltd.— Construction de Pipelines Québec ltée », a transporté son siège social de 128, rue Elmslie, LaSalle, à 8205, boulevard Montréal-Toronto, Montréal Ouest.

Le Secrétaire,
F. H. BOSSONS.

12530 10616-59

Programmed Learning of Montreal Inc.
L'Enseignement Programmé de Montréal inc.

ERRATUM

Dans l'avis de siège social de la compagnie ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* le 4 septembre 1965, à la page 4757, veuillez corriger le titre de la version anglaise en remplaçant le mot « Leaning » par le mot « Learning », le nom de la compagnie devra se lire en anglais: « Programmed Learning of Montreal Inc. ».

12478-o

Lake Clearview Estates Inc.
Domaine du Lac Clearview Inc.

Notice is hereby given that "Lake Clearview Estates Inc.— Domaine du Lac Clearview Inc.", incorporated by letters patent dated the 24th day of September, 1965, and having its head office in Montreal, has established its office at number 9878 Papineau St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 4th day of October, 1965.

JEAN POTVIN,
President.

12505 4249-65

E. F. M. Holding Company

Notice is hereby given that "E. F. M. Holding Company", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated October 30, 1957, has moved its head office from 105 St. James Street West in the city of Montreal, to 630 Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal.

Montreal, October 6, 1965.

A. C. POPE,
Secretary-Treasurer.

12506-o 13351-57

Shapro Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Shapro Investments Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 27th day of September, 1965, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at suite 612, 800 Victoria Square, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 7th day of October, 1965.

(Seal) JONATHAN J. ROBINSON,
Secretary.

12507-o 4285-65

Quebec Pipeline Construction Ltd.
Construction de Pipelines Québec ltée

Notice is hereby given that "Quebec Pipeline Construction Ltd.— Construction de Pipelines Québec ltée", has transferred its head office from 128 Elmslie Street, LaSalle, to 8205 Montreal-Toronto Boulevard, Montreal West.

F. H. BOSSONS,
Secretary.

12530-o 10616-59

Programmed Learning of Montreal Inc.
L'Enseignement Programmé de Montréal inc.

ERRATUM

In the notice of head office of the company above-mentioned, published in the *Quebec Official Gazette* of September 4, 1965, on page 4757, please correct the title of the English version in replacing the word "Leaning" by the word "Learning", the name of the company reading en English: "Programmed Learning of Montreal Inc.".

12478

Demande à la Législature

Ville de Schefferville

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Schefferville », dans le territoire du Nouveau Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec au cours de la prochaine session pour l'obtention d'une loi spéciale pour autoriser le prolongement, par le lieutenant-gouverneur en conseil, du mandat du maire et des échevins nommés en vertu de l'article 8 de la loi organisant les villes minières au-delà du terme prévu par l'article 9 de la loi concernant la ville de Schefferville 9-10 Elizabeth II, ch. 128, et autres fins.

Donné à Québec et Sept-Iles, ce trentième jour de septembre, 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
ST-LAURENT, MONAST,
12335-41-4-o DESMEULES & WALTERS.

Application to Legislature

Town of Schefferville

Notice is hereby given that the "Town of Schefferville", in the territory of New Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of a special act to authorize the prolonging of the mandate of the mayor and aldermen appointed under section 8 of the Act to organize mining towns beyond the term authorized by section 9 of an Act respecting the town of Schefferville 9-10 Elizabeth II, ch. 128, and for other purposes.

Given at Quebec and Sept Iles, this thirtieth day of September, 1965.

ST-LAURENT, MONAST,
DESMEULES & WALTERS,
12335-41-4-o *Attorneys for petitioner.*

Examens des Agronomes

Agronomists Examinations

La Corporation des Agronomes de la province de Québec

ASPIRANTS À L'ÉTUDE DE L'AGRONOMIE
CANDIDATES TO THE STUDY OF AGRICULTURE

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie ainsi que le nom de la dernière institution où ils ont étudié.

Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of agriculture and also the name of the last institution where they have studied.

Noms et prénoms — Names and surnames	Domicile — Residence	Age	Institutions
Arsenault, Jules-André	Bonaventure	22	Collège de Victoriaville.
Baillargeron, François	L'Ange Gardien, comté de Rouville	19	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Bates, Donald Leslie	284 Neptune Blvd. Dorval	17	Lachine High School.
Beauregard, Guy	Baieville, comté d'Yamaska	21	Séminaire de Nicolet.
Bhérer, Martin	637 ouest, rue St-Cyrille, app. 3, Québec 6	19	École Secondaire St-Esprit de Québec.
Blackburn, Majella	1903, Côte Réserve, Chicoutimi	18	École Dominique Racine de Chicoutimi.
Boucher, Paul-André	R.R. No 1, Mont St-Grégoire, comté d'Iberville	19	École Secondaire Beaulieu.
Boulanger, Gilles	2548, rue Coursol, Montréal 3	23	Séminaire de Philosophie.
Bourdages, Jean-Yves	C.P. 44, R.R. No 2, Bonaventure	20	Ecole Mgr Taché.
Bourget, Gilles	13, rue Fortier, Lévis	19	Ecole Ouellet.
Bricault, Yves	605, 19e Avenue, Lachine	22	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Brisson, Jean	R.R. No 2, Victoriaville, comté d'Arthabaska	19	Collège de Victoriaville.
Bruhmuller, Francis J.	784, 40th Avenue, Lachine	18	John Grant High School.
Butler, William J.	P.O. Box 627, Richmond	17	St. Francis High School.
Castonguay, Gilles	2550, rue St-Georges, Giffard, Québec 5	19	École Ouellet Inc.
Chamberland, Ginette	1191, ave de l'Église, Ste-Foy, Québec 10	20	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Charland, André	Ste-Cécile de Lévrard, comté de Nicolet	22	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Charron, Édouard dit Eddy	Rivière Trois Pistoles, comté de Rimouski	19	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Couture, Michel	352, rue St-Joseph, Lauzon, comté de Lévis	20	Collège universitaire Garneau.
Daoust, Georges	Rémigny, comté de Rouyn-Noranda	22	Séminaire de Valleyfield.
DeLisle, Louis	3, ave de la Montagne, Ste-Catherine Station, comté de Portneuf	20	École Ouellet Inc.
Dufour, Gérard	La Baleine, Ile aux Coudres, comté de Charlevoix	19	Académie St-Louis
Dupuis, Gilles	St-Théodore d'Acton, comté de Bagot	22	Séminaire de St-Hyacinthe.
Dzurovka, Andrew	1770 Boudrias Street, St. Laurent 9	20	Father McDonald Memorial High School.
Fortier, Michel	St-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière	18	Pavillon Marie-Victorin.
Fortier, Valère	St-Isidore d'Auckland, comté de Compton	18	École Secondaire St-François de Sherbrooke.
Gagnon, François	Ste-Hénédine, comté de Dorchester	19	École Secondaire St-Joseph de Beauce.

Noms et prénoms — Names and surnames	Domicile — Residence	Age	Institutions
Gagnon, Henri-Louis	St-Côme, Linière, comté de Beauce.	19	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Grégoire Yvan	1509, route de l'Église, Ste-Foy, Québec 10	19	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Jubinville, Jacques	R.R. no 3, Coaticook, comté de Stanstead	19	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Lagacé, Jacques	St-Ulric, comté de Matane	19	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Lainé, Normand	Village des Hurons, comté de Québec	18	Académie St-Louis.
Lamarre, Michel	Lacadie, comté de St-Jean	21	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Landry, Michel	Mont-Carmel Valmont, comté de Champlain	19	École Secondaire Immaculée-Conception.
Laverdière, Marc	2005, boul. Queen Nord, Sherbrooke	19	Faculté des Sciences de l'Université de Sherbrooke.
Lavoie, Ferdinand	Rousseau Mills, comté de Portneuf	16	École Secondaire Immaculée-Conception.
Légaré, Marcel	213, rue de l'Ormière, Neufchâtel, Québec	18	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Lemieux, Normand	1919, rue Mercure, Plessisville, comté de Mégantic	19	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Lord, Donald	St-Cyrille, comté de L'Islet	20	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Marceau, Gaétan	Rang de la Montagne, St-Anselme, comté de Dorchester	17	École Mgr Déziel.
Marchand, Claude	C.P. 32, St-Nicolas Station, comté de Lévis	18	École Secondaire Ste-Foy.
Messier, Marc	R.R. no 4, Granby, comté de Shefford	22	Séminaire de St-Hyacinthe.
Meunier, Noël	1056 sud, Cowansville, comté de Missisquoi	20	École Secondaire Sacré-Coeur de Granby.
Neil, Lawrence	2004 Kirkfield Avenue, Montréal 16	18	Mount Royal High School.
Nolet, Lauréat	Buckland, comté de Bellechasse	22	École Mgr Déziel.
Ouellet, Roger	Price, comté de Matane	20	Institut de Technologie Agricole de La Pocatière.
Patrick, Lynn	539, rue Commerciale, La Tuque, comté de Laviolette	20	Collège Marguerite-Bourgeoys.
Pelletier, Marcel	St-François de Viger, comté de Rivière-du-Loup	24	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Ricard, Régis	St-Alexis, comté de Montcalm	20	École Secondaire Thérèse-Martin
Riley, Kenneth W.	111 Cambridge Road, Baie d'Urfé	18	Macdonald High School.
Rioux, Romain	St-Jean de Dieu, comté de Rivière-du-Loup	22	Séminaire de Rimouski.
Roe, Christopher	3434 Stanley Street, Montréal 2	17	Westmount High School.
Rouillard, Léna	830, rue Commerciale, St-David, comté de Lévis	17	Académie St-David.
Rousselle, Gilles	770, 2e Rue, Iberville	19	Séminaire de St-Jean.
Senneville, Vianney	31, rue St-Christophe, St-Félicien, comté du Lac St-Jean	23	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Storb, Ingeborg	113 Acres Road, Beaconsfield	37	Madchen-Realgymnassium of the Poor School-Sisters O.P.
Tabi, Marton	264, rue Château d'Eau, Loretteville	32	Université Laval.
Tessier, André	Rue Principale, Ste-Elisabeth, comté de Joliette	18	École Thérèse-Martin de Joliette.
Vachon, Clodor	C.P. 103, Black Lake, comté de Mégantic	22	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Vézina, André	1795, boul. Masson, Les Saules, comté de Québec	18	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Ward, Gilbert	St-Sauveur, comté de Gloucester, Nouveau-Brunswick	19	École Secondaire Christ-Roi.
Zizka, Jean	867, ave Notre-Dame, Notre-Dame Laurentides, comté de Québec	22	Séminaire de Québec.
Bélisle, Pierre	196, boul. Richelieu, St-Mathias, comté de Rouville	21	Collège de Victoriaville.
Cortier, Paul D.	Box 89, Melbourne, county of Richmond	18	St. Francis High School.
Lennon, Ayton S.	2570, rue de la Falaise, Sillery, Québec 6	21	Quebec High School.
Tessier, Jean-Claude	Lac-aux-Sables, comté de Portneuf	20	École Secondaire Immaculée-Conception.

Montréal 11, le 8 octobre 1965 — Montreal 11, October 8, 1965.

Le Secrétaire général de la Corporation des Agronomes de la province de Québec,
THÉODORE MONGEON, *agronome.*

THÉODORE MONGEON, *agronome, General Secretary of La Corporation des Agronomes de la province de Québec.*

12459-42-2-0

La Corporation des Agronomes de la province de Québec

ASPIRANT À L'ÉTUDE DE L'AGRONOMIE
CANDIDATE TO THE STUDY OF AGRICULTURE

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie ainsi que le nom de la dernière institution où ils ont étudié.
Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of agriculture and also the name of the last institution where they have studied.

Nom et prénom — Name and Given Name	Domicile — Residence	Age	Institution
Lacasse, Abel	St-Vallier, comté de Bellechasse	18	École Secondaire Mgr Déziel.

Montréal 11, le 14 octobre 1965 — Montreal 11, October 14, 1965.

Le secrétaire général de La Corporation des Agronomes de la province de Québec,
THÉODORE MONGEON, *agronome.*

THÉODORE MONGEON, *agronome,*
General Secretary of La Corporation des Agronomes de la province de Québec.

12547-43-2-o

Examen du Barreau — Bar Examination

Barreau des Laurentides — Bar of Laurentides

CANDIDAT POUR L'EXAMEN À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Surname	Prénom — Given name	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Poulin	Hubert	19	194 Chapleau, Mont-Laurier	Séminaire St-Joseph de Mont-Laurier.

Joliette, le 13 octobre 1965 — Joliette, October 13, 1965.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
CLAUDE DUCAS,
Secretary of the Bar of Laurentides.

12548-o

Liquidation — Avis de — Winding up Notices

Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Joseph

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Joseph », tenue le 1er octobre 1965, ladite société coopérative agricole a décidé sa liquidation conformément aux dispositions de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R.Q. 1964, chapitre 124) et que madame Albert Moreau a été nommée liquidateur.

Donné au bureau du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, ce 13e jour d'octobre 1965.

Le Sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation,
ERNEST MERCIER.

12508-o

Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Joseph

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of the "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Joseph", held on October 1, 1965, the said cooperative agricultural association has decided its liquidation in conformity with the provisions of the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q. 1964, chapter 124) and that Mrs. Albert Moreau has been appointed liquidator.

Given at the office of the Minister of Agriculture and Colonization, this 13th day of October, 1965.

ERNEST MERCIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

12508

Ministère des Affaires municipales — Department of Municipal Affairs

Ville de Sainte-Agathe-des-Monts — Town of Sainte-Agathe-des-Monts

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and

autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU que l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU que le conseil de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, par sa requête en date du 28 septembre 1965, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en y biffant l'article 16 de la Loi 5 George V, chapitre 103, et, dans l'article 26 de même loi, modifié par l'article 6 de la Loi 17 George V, chapitre 86, les mots « chaque année pour quatre échevins tel que prévu aux articles 15 et 16 de la présente loi »; la Loi des cités et villes étant substituée aux dispositions subrogées;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1988, en date du 6 octogre 1965, Nous accordons la requête du conseil de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, en date du 28 septembre 1965, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la ville de Sainte-Agathe-des Monts soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec ce septième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règle la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
12549-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), enacts that the Lieutenant-Governor in Council, upon request from the Council of a numicipal corporation governed by this act, may issue letters patent amending the charter of this corporation, by replacing certain provisions by those of the Cities and Towns Act which correspond thereto;

WHEREAS the Council of the Town of Sainte-Agathe-des-Monts, by its request dated September 28, 1965, asks that letters patent be issued in its favour for the purpose of amending its charter by cancelling section 16 of Act 5, George V, chapter 103, and, in section 26 of the same Act, amend by section 6 to Act 17, George V, chapter 86, the words "each year for four aldermen such as foreseen in sections 15 and 16 of the present Act"; the cities and towns Act being substituted by the subrogated provisions;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is deemed expedient that this request be granted.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1988, dated October 6, 1965, We grant the request of the Council of the Town of Sainte-Agathe-des-Monts, dated September 28, 1965, and We declare and order by the present letters patent which will enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the above-mentioned provisions of the charter of the Town of Sainte-Agathe-des-Monts be replaced by the corresponding provisions in the Cities and Towns Act, the whole pursuant to the provisions of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193).

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereun to affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventh day of October in the year of Our Lord one thousand nime hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that these letters patent will enter into force from and after this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
12549 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Cité de Loretteville

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le conseil municipal de la ville de Loretteville, dans le comté de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 25 mai 1965, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité de la ville de Loretteville, tel que décrit dans la description officielle du ministère des terres et forêts, en date du 13 octobre 1965, soit érigé en une municipalité de cité comprenant six quartiers, chaque quartier étant représenté par un échevin;

ATTENDU QUE la population de la municipalité de la ville de Loretteville est de huit mille six cent quarante-six âmes;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité de ville en municipalité de cité, s'il contient une population d'au moins six mille âmes;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal de la ville de Loretteville.

À CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2050, en date du 14 octobre 1965, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la ville de Loretteville comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette (villes de Loretteville et de Château-d'Eau), les lots et parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, emprises de chemin de fer, îles, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux compris dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du sommet de l'angle nord du lot 1002-4; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: le côté nord-est de la route de la Pageau, traversant le chemin St-Émile, l'emprise de chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (lot 1525) et la rue St-Antoine, jusqu'au côté nord-ouest du boulevard Bastien; une ligne traversant le boulevard Bastien jusqu'au côté nord-est du lot 1055-5; le côté nord-est du lot 1055-5; la ligne sud-est des lots 1055-5, 1055-4, 1054-5, 1053-3, 1049-1, 1049-6, 1049-17, 1049-15, 1048-1, 1047-3, 1046-8 et son prolongement à travers la rue St-Jacques jusqu'à la ligne nord-est du lot 1043; ladite ligne nord-est du lot 1043 (côté ouest

City of Loretteville

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the Municipal Council of the town of Loretteville, in the county of Quebec, has presented, in conformity with a resolution regularly adopted at its session of May 25, 1965, a request asking that the territory of the said municipality in the town of Loretteville, such as described in the official description of the Lands and Forests Department, dated October 13, 1965, be erected into a city municipality comprising six wards, each ward being represented by an alderman;

WHEREAS the population of the municipality of the town of Loretteville is of eight thousand six hundred and forty-six souls;

WHEREAS under the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council can erect, by letters patent, the territory of a town municipality into a city municipality, if it contains a population of at least six thousand souls;

WHEREAS it is expedient to grant this request to the Municipal Council of the town of Loretteville.

THEREFORE, let it be known that with the consent and the advice of Our Executive Council, expessed in a decree bearing number 2050, dated October 14, 1965, and in conformity with the provisions of the Cities and Towns Act, We have declared and ordered and, by the presents, declare and order:

THAT the following territory, to wit:

The actual territory of the town of Loretteville comprising, in reference to the official cadastre of the parish of Saint-Ambroise de la Jeune Lorette (Towns of Loretteville and Château-d'Eau), the lots and parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, routes, railroad eights of way, islands, rivers, watercourses or parts of these comprised in the following limits, to wit:

Starting from the summit of the north angle of lot 1002-4; thence, successively, the lines and following demarcations: the northeast side of de la Pageau Route, crossing St-Émile road, the railroad rights of way of the Canadian National Railway Company (lot 1525) and St-Antoine Street, right to the northwest side of Bastien Boulevard; a line crossing Bastien Boulevard right to the northeast side of lot 1055-5; the northeast side of lot 1055-5; the southeast line of lots 1055-5, 1055-4, 1054-5, 1053-3, 1049-1, 1049-6, 1049-17, 1049-15, 1048-1, 1047-3, 1046-8 and its prolongation across St-Jacques Street right to the northeast line of lot 1043; the said northeast line of lot 1043 (west side of St-

de la route St-Jacques); la ligne sud-est dudit lot prolongée jusqu'à la ligne médiane de la Rivière St-Charles; la ligne médiane de la Rivière St-Charles en descendant son cours et contournant, par la gauche, les îles les plus rapprochées de la rive droite et, par la droite, les îles les plus rapprochées de la rive gauche, jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne sud-est du lot originaire 636; ledit prolongement et la ligne sud-est des lots originaires 636, 632, 630, 629, 626, 621, 618, 617 et 609 jusqu'au côté nord-est de la route de l'Ormière; le côté nord-est de ladite route et sa continuation dans la ligne sud-ouest des lots 611-1, 612-1 et 612-2, à travers la rue Verret et dans les côtés est, nord-est et nord de la rue Cook, jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 749-4; la ligne nord-ouest des lots 749-4, 749-2, 750-A, 752-3, 750-B, 755-3, 750-C et 761-22 jusqu'au côté nord-est de la route de Valcartier, cette ligne traversant l'emprise d'un chemin de fer; le côté nord-est de la route de Valcartier, en allant vers le sud-est, jusqu'au côté sud-est de l'avenue Des Pins ou rue Larue; ledit côté sud-est de ladite avenue prolongé jusqu'à la rive gauche de la Rivière Saint-Charles; ladite rive gauche de ladite rivière, en remontant son cours, incluant le lot 1028, continuant jusqu'à la ligne nord-est du lot 1027-20; le prolongement dans la Rivière Saint-Charles de ladite ligne nord-est jusqu'à la ligne médiane de ladite rivière; la ligne médiane de ladite rivière, en remontant son cours, jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 1018-8; ledit prolongement; une ligne brisée limitant au nord-ouest, au nord-est et au sud-est ledit lot 1018-8 et son prolongement dans l'emprise d'un ancien chemin de fer et dans la ligne nord-est du lot 1018-7 jusqu'au sommet de l'angle ouest du lot 1013-A-2; la ligne nord-ouest des lots 1013-A-2, 1011-5, 1010-4, 1006-18, 1005-15, 1004-9, 1003-5 et 1002-4 jusqu'au point de départ; soit érigé en une municipalité de cité, sous le nom de « cité de Loretteville »;

Que cette municipalité soit divisée en six quartiers, chaque quartier étant représenté par un échevin et que, par conséquent, le conseil de ladite municipalité soit composé d'un maire et de six échevins;

Que l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit en son Hôtel de Ville, à Loretteville.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec ce dix-neuvième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
12549-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Jacques Route); the southeast line of said lot prolonged right to the median line of St-Charles River; the median line of St-Charles River by descending its course contouring, on the left, the islands closest to the right shore and, on the right, the islands closest to the left shore, right to its intersection with the prolongation of the southeast line or original lot 636; the said prolongation and the southeast line of original lots 636, 632, 630, 629, 626, 621, 618, 617 and 609 right to the northeast side of l'Ormière Route; the northeast side of the said route and its continuation in the southwest lines of lots 611-1, 612-1 and 612-2, across Verret Street and in the east, northeast and north sides of Cook Street, right to the northwest line of lot 749-4; the northwest line of lots 749-4; 749-2, 750-A, 752-3, 750-B, 755-3, 750-C and 761-22 right to the northeast side of Valcartier Route, this line crossing a railroad right of way, the northeast side of Valcartier Route, going towards the southeast, right to the southeast side of Des Pins Avenue or Larue Street; the said southeast side of the said Avenue prolonged right to the left shore of Saint-Charles River; the said left shore of the said river, ascending its course, including lot 1028, continuing right to the northeast line of lot 1027-20; the prolongation in Saint-Charles River of the said northeast line right to the median line of the said river; the median line of the said river, ascending its course, right to the prolongation of the northeast line of lot 1018-8; the said prolongation; a broken line limiting on the northwest, on the northeast and on the southeast said lot 1018-8 and its prolongation in the right of way of an old railroad and in the northeast line of lot 1018-7 right to the summit of the west angle of lot 1013-A-2, the northwest lines of lots 1013-A-2, 1011-5, 1010-4, 1006-18, 1005-15, 1004-9, 1003-5 and 1002-4 right to the starting point; be erected in a city municipality, under the name of "City of Loretteville";

That this municipality be divided into six wards, each ward being represented by an aldermand and that, consequently, the Council of the said municipality be composed of a mayor and six aldermen;

That the place of the first general session of the Council of this municipality be in its Town Hall, at Loretteville.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of October in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is given by the presents that these letters patent shall enter into force from and after the date of this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
12549 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Éducation

St. Armand West Prot.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuel de la commission scolaire protestante de St. Armand West, dans le comté de Missisquoi, à la municipalité scolaire de Bedford, dans le même comté.

Québec, le 12 octobre 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

12467-42-2-o 351-61

Bois-des-Filion

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Bois-des-Filion dans le comté de Terrebonne le territoire de la ville de Lorraine tel qu'érigé par la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 162, pour l'annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Rosemère dans le comté de Terrebonne à compter du 1er juillet 1966.

Québec, le 15 octobre 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

12516-43-2-o 167-65

Commission scolaire régionale des Bois-Francs

Erratum

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle* du 11 septembre 1965, numéro 37, à la page 4860, concernant la commission scolaire régionale ci-dessus mentionnée il faut lire dans la deuxième ligne du deuxième paragraphe les mots « seront choisis selon la représentation » au lieu de ont été choisis selon la représentation.

Québec, le 19 octobre 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

12517-o 64-62

Commission scolaire régionale Harricana

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1872, en date du 23 septembre 1965, d'admettre les commissions scolaires de Chibougamau et de la ville de Chapais, dans le comté d'Abitibi-Est, dans La Commissions scolaire Régionale Harricana.

Cet arrêté en conseil prendra effet à compter du 1er juillet 1966.

Québec, le 13 octobre 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

12517-o

Commission scolaire régionale des Laurentides

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté conseil No 1872, en date du 23 septembre 1965, d'admettre les commissions scolaires de Bréboeuf, dans le comté de Terrebonne; St-Rémi-d'Amherst, dans le comté de Papineau; Notre-Dame-de-Montfort « Cath. », dans le comté d'Argenteuil, dans La Commission Scolaire Régionale des Laurentides.

Department of Education

St. Armand West Prot.

Application is made to annex, for protestants only, the Present territory of the protestant school commission of St. Armand West, in the county of Missisquoi, to the school municipality of Bedford, in the same county.

Quebec, October 12, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

12467-42-2 351-61

Bois-des-Filion

Application is made to detach from the school municipality of Bois-des-Filion, in the county of Terrebonne, the territory of the town of Lorraine, as erected by Act 8-9 Elizabeth II, Chapter 162, to annex it, for the Catholics only, to the catholic School Municipality of Rosemère, in the county of Terrebonne, from and after July 1, 1966.

Quebec, October 15, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

12516-43-2 167-65

Regional school board of Bois-Francs

Erratum

In the notice published in the *Official Gazette* of September 11, 1965, number 37, on page 4860, concerning the regional school board mentioned above, we must read in the second line of the second paragraph the words "will be chosen according to the following representation" instead of "have been chosen according to the representation".

Quebec, October 19, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

12517 64-62

Harricana regional school board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1872 dated September 23, 1965, to admit the school commissions of Chibougamau and of the town of Chapais, in the county of Abitibi-East, to the Harricana Regional School Board.

This Order in Council will take effect from and after July 1, 1966.

Quebec, October 13, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

12517

Regional school board of the Laurentides

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1872, dated September 23, 1965, to admit the school commissions of Bréboeuf, in the county of Terrebonne; St-Rémi-d'Amherst, in the county of Papineau; Notre-Dame-de-Montfort "Cath.", in the county of Argenteuil, in the regional school board of the Laurentides.

Pour les fins de la représentation prévue à l'artivle 480, la commission scolaire de Notre-Dame-de-Montfort « cath. » a été ajoutée aux commissions scolaires du groupe *a*); les commissions scolaires de Bréboeuf et St-Rémi-d'Amherst on été ajoutées aux commissions scolaires du groupe *c*).

Cet arrêté en conseil prendra effet à compter du 1er juillet 1966.

Québec, le 13 octobre 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

12517-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

For the purposes of the representation provided for in section 480, the School Commission of Notre-Dame-de-Montfort "cath." has been added to the school commissions of group (*a*); the school commissions of Bréboeuf and St-Rémi-d'Amherst have been added to the school commissions of group (*c*).

This Order in Council will take effect from and after July 1, 1966.

Quebec, October 13, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

12517 *Minister of Education.*

Commission scolaire régionale des Monts

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1872 en date du 23 septembre 1965, d'admettre les commissions scolaires de St-Thomas-de-Cherbourg, St-Léandre, St-Paul-des-Capucins, St-Nil et St-René-de-Matane, dans le comté de Matane dans la commission scolaire régionale des Monts.

Pour les fins de la représentation prévue à l'article 480, les commissions scolaires de St-Léandre et St-René-de-Matane ont été ajoutées au groupe des commissions scolaires de Baie-des-Sables, St-Ulric; les commissions scolaires de St-Thomas-de-Cherbourg, St-Nil ont été ajoutées au groupe des commissions scolaires de St-Paulin-Dalibaire, St-Jean-de-Cherbourg et St-Luc; la commission scolaire de St-Paul-des-Capucins ont été ajoutées au groupe des commissions scolaires de Cap-Chat, St-Octave-de-l'Avenir.

Cet arrêté en conseil a pris effet à compter du 1er juillet 1965 et remplace l'arrêté en conseil numéro 1177 en date du 15 juin 1965.

Québec, le 13 octobre 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

12517-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Des Monts regional school board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1872 dated September 23, 1965, to admit the school commissions of St-Thomas-de-Cherbourg, St-Léandre, St-Paul-des-Capucins, St-Nil and St-René-de-Matane, in the county of Matane, in the Des Monts regional school board.

For the ends of the representation provided for in section 480, the school commissions of St-Léandre and St-René-de-Matane have been added to the group of school commissions of Baie-des-Sables, St-Ulric; the school commissions of St-Thomas-de-Cherbourg, St-Nil have been added to the group of school commissions of St-Paulin-Dalibaire, St-Jean-de-Cherbourg and St-Luc; the school commission of St-Paul-des-Capucins has been added to the group of school commissions of Cap-Chat, St-Octave-de-l'Avenir.

This Order in Council has taken effect starting from July 1, 1965 and replaces Order in Council number 1177 dated June 15, 1965.

Quebec, October 13, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

12517 *Minister of Education.*

Portneuf, St-Basile-Station et Cap-Santé

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1872 en date du 23 septembre 1965, d'ajouter les mots suivants à l'item 2 de l'arrêté en conseil numéro 1334 en date du 12 juillet 1965, concernant le changement des limites des municipalités de Portneuf, St-Basile-Station et Cap-Santé, dans le comté de Portneuf: que ce changement prenne effet à compter du 1er août 1965.

Québec, le 13 octobre 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

12517-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Portneuf, St-Basile-Station and Cap-Santé

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1872 dated September 23, 1965, to add the following words to item 2 of Order in Council number 1334 dated July 12, 1965, concerning the changing of the limits of the municipalities of Portneuf, St-Basile-Station and Cap-Santé, in the county of Portneuf: that this changement take effect starting from August 1, 1965.

Quebec, October 13, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

12517 *Minister of Education.*

St-Ulric

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1872 en date du 23 septembre 1965, d'ajouter les mots suivants à l'item 12 de l'arrêté en conseil numéro 1334 en date du 12 juillet 1965, concernant l'annexion de la municipalité scolaire de Rivière-Blanche, dans le comté de Matane, à la municipalité scolaire de St-Ulric, dans le comté de Matane: que ce changement prenne effet à compter du 1er août 1965.

Québec, le 13 octobre 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

12517-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

St-Ulric

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1872 dated September 23, 1965, to add the following words to item 12 of the Order in Council number 1334 dated July 12, 1965, concerning the annexation of the school municipality of Rivière-Blanche, in the county of Matane to the school municipality of St-Ulric, in the county of Matane: that this change take effect from and after august 1, 1965.

Quebec, October 13, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

12517 *Minister of Education.*

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche du coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

G-24.4 Région s'étendant de Cap Haldimand — phare de la Pointe de Sandy Beach

sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en conseil, Québec 1963-799) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 7 octobre 1965.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,

12509-o GÉRARD D. LEVESQUE.

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shallfish areas located along the shores and waters:

G-24.4 Region extending from Cap Haldimand — Lighthouse of the Point of Sandy Beach

are toxic to a degree unsafe for use as a *raw food.*

Therefore, pursuant to section 5, subsection 1, of the Quebec Fishery regulations, the Minister hereby closes the said areas and forbids anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

The present forbidding does not apply, however, to the licensed producers (Order in Council, Quebec 1963-779) for putting into preserves only.

Quebec, October 7, 1965.

GÉRARD D. LEVESQUE,

12509 *Minister of Industry and Commerce.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Bryson

Cadastre officiel du canton de Bryson, municipalité des Cantons-Unis de Waltham et Bryson, division d'enregistrement de Pontiac.

Avis est par la présente donné que les lots 32, 37, rang III, 22-b, rang IV, 25-a et 25-b, rang « B » sont corrigés; les lots 33 à 36, rang III, 23 à 30, 31-a, 31-b, 32 rang IV, 26, 27-a, 27-b, 27-c, 28 et 29, rang « B » les Iles 59 et 60 sont annulés et les lots 1 à 5, rang « C » sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 octobre 1965.

Le Sous-ministre,

12531-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesgourg, municipalité de la ville de Notre-Dame-des-Laurentides, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 619-10 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 octobre 1965.

Le Sous-ministre,

12531-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Dubuisson

Cadastre officiel du canton de Dubuisson, municipalité de Lac Lemoine*, division d'enregistrement de l'Abitibi.

Avis est par la présente donné que les lots 56-A-48, 56-A-49 sont annulés et les lots 56-A-50 à 56-A-52 sont corrigés en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 septembre 1965.

Le Sous-ministre,

12531-o FERNAND BOUTIN.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Bryson

Official cadastre of the township of Bryson, municipality of the United townships of Waltham and Bryson, registration division of Pontiac.

Notice is hereby given that lots 32, 37, range III, 22-b, range IV, 25-a, and 25-b, range "B" are corrected; lots 33 to 36, range III, 23 to 30, 31-a, 31-b, 32, range IV, 26, 27-a, 27-b, 27-c, 28 and 29, range "B" the Islands 59 and 60 are cancelled and lots 1 to 5, range "C" are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 7, 1965.

FERNAND BOUTIN,

12531-o *Deputy Minister.*

Parish of Charlesbourg

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the town of Notre-Dame-des-Laurentides, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 619-10 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 4, 1965.

FERNAND BOUTIN,

12531-o *Deputy Minister.*

Township of Dubuisson

Official cadastre of the township of Dubuisson, municipality of Lac Lemoine*, registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that lots 56-A-48, 56-A-49 are cancelled and lots 56-A-50 to 56-A-52 are corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 3, 1965.

FERNAND BOUTIN,

12531-o *Deputy Minister.*

Canton de Falardeau

Cadastre officiel du canton de Falardeau, municipalité de St-David de Falardeau*, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 15-a, 15-b, 16-a, 16-c, 17-a, 17-b, 17-c, 21-a, 21-b rang IV est, les lots 40-b, 40-c, 47-a, rang II est, les lots 42-a, 42-b, 48-a, 48-b, rang I est sont corrigés: les lots 16-b, 18-a, 18-b, 19-a, 19-b, 19-c, 19-d, 20-a, 20-b, 20-c, 20-d, rang IV est, les lots 41, 42-a, 42-b, 42-c, 43-a, 43-b, 44-a, 44-b, 45-a, 45-b, 46, rang II est, les lots 43-a, 43-b, 44-a, 44-b, 45-a, 45-b, 46-a, 46-b, 47-a, 47-b, rang I est sont annulés et les lots 18 à 20, rang IV est, les lots 31 à 33, rang IV est, les lots 49 à 51, rang II est, les lots 49 à 51, rang I est, les lots 1 à 13, rang « B », les lots 1 à 13, rang « C », les lots 1 à 18 rang « D », les lots 1 à 22, rang « E » sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 février 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

12531-o

Paroisse de Ste-Rose

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que le lot 352-82-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er octobre 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

12531-o

Paroisse de St-Sauveur

Cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, municipalité de la ville de Duberger, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 2398-1-157 à 2398-1-164 et 2398-2-51-18, 2398-2-51-19 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 octobre 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

12531-o

Canton de Sicotte

Cadastre officiel du canton de Sicotte, municipalité du canton de Sicotte, division d'enregistrement de Gatineau.

Avis est par la présente donné que les lots 7-b, 8-b, 9-b, 10-b, 10-c, 11-c, Rang VI, sont corrigés; les lots 9-c, 9-d, Rang VI et l'Ile No 1 du Lac Théodolite sont annulés et les lots 1 à 81, Rang « C » sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 octobre 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

12531-o

Township of Falardeau

Official cadastre of the township of Falardeau, municipality of St-David de Falardeau*, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 15-a, 15-b, 16-a, 16-c, 17-a, 17-b, 17-c, 21-a, 21-b range IV east, lots 40-b, 40-c, 47-a, range II east, lots 42-a, 42-b, 48-a, 48-b, range I east are corrected; lots 16-b, 18-a, 18-b, 19-a, 19-b, 19-c, 19-d, 20-a, 20-b, 20-c, 20-d, range IV east, lots 41, 42-a, 42-b, 42-c, 43-a, 43-b, 44-a, 44-b, 45-a, 45-b, 46, range II east, lots 43-a, 43-b, 44-a, 44-b, 45-a, 45-b, 46-a, 46-b, 47-a, 47-b, range I east are cancelled and lots 18 to 20, range IV east, lots 31 to 33 range IV east, lots 49 to 51, range II east, lots 49 to 51, range I east, lots 1 to 13, range "B", lots 1 to 13, range "C" lots 1 to 18, range "D", lots 1 to 22, range "E" are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 7, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

12531-o

Parish of Ste-Rose

Official cadastre of the parish of Ste-Rose, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lot 352-82-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October the 1, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

12531-o

Parish of St-Sauveur

Official cadastre of the parish of St-Sauveur, municipality of the town of Duberger, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 2398-1-157 to 2398-1-164 and 2398-2-51-18, 2398-2-51-19 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 7, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

12531-o

Township of Sicotte

Official cadastre of the township of Sicotte, municipality of the township of Sicotte, registration division of Gatineau.

Notice is hereby given that lots 7-b, 8-b, 9-b, 10-b, 10-c, 11-c, Range VI, are corrected; lots 9-c, 9-d, Range VI and Island No 1 of Théodolite Lake are cancelled and lots 1 to 81, Range "C" are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 7, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

12531-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1991

Québec, le 6 octobre 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement d'objets mobiliers et artistiques appartenant à l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Neuville.

Orders in Council

Order in Council
Executive Cohncil Chamber

Number 1991

Quebec, October 6, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of moveable and artistic objets belonging to Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Neuville.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des Affaires culturelles:

QUE soit approuvé le classement comme objets mobiliers et artistiques, fait par résolution de la Commission des Monuments historiques du Québec, en date du 30 août 1965, du consentement du propriétaire, du baldaquin, du maître-autel et de l'orgue qui sont dans l'église paroissiale de Neuville.

QUE le présent décret soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et ait force de loi à compter de la date de sa publication.

Copie conforme:

Le Greffier du Conseil Exécutif,

12518-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2057

Section « A »

Québec, le 14 octobre 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région des Cantons de l'Est.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région des Cantons de l'Est, rendue obligatoire par le décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 août 1965;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 122, soit modifié comme suit:

1° Le Chapitre Premier de la Première Partie est remplacé par le suivant:

« PREMIÈRE PARTIE

Dispositions générales

CHAPITRE PREMIER

Définitions — Champs d'application

1. *Définitions:* Aux fins d'application du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot « apprenti » désigne le salarié qui apprend l'un ou l'autre des métiers visés par le présent décret.

b) Le terme « apprenti-plombier » a le même sens qui lui est donné dans la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements).

c) Le terme « apprenti-électricien » a le même sens qui lui est donné dans la Loi des Électriciens et des installations électriques (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 172 et amendements).

d) Le mot « artisan » comprend toute personne qui exécute habituellement de ses propres mains

IT IS ORDERED, upon recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the classification as moveable and artistic objects, made by resolution of the Quebec Historic Monuments Commission, on August 30, 1965, with the consent of the proprietor, of the canopy, High-Altar and organ in the parochial chursh of Neuville, be approved.

THAT the present decree be published in the *Quebec Official Gazette* and that it have the force of law from and after the date of its publication.

True Copy:

JACQUES PRÉMONT,

12518 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2057

Section "A"

Quebec, October 14, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Construction industry and trades in the Eastern Townships district.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction industry and trades in the Eastern Townships district (made binding by decree number 122 of February 29, 1956 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of August 28, 1965;

WHEREAS the objection raised was duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 122 be amended as follows:

1. Chapter one, part one, is replaced by the following:

"PART ONE

General provisions

CHAPTER ONE

Definitions — Jurisdictions

1. *Definitions:* For enforcement purposes, the meaning of the following words and terms is given below:

(*a*) The word "apprentice" designates an employee learning one of the trades covered by the decree.

(*b*) The term "apprentice-plumber" has the same meaning as in the Pipe Mechanic's Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 173 and amendments).

(*c*) The term "apprentice-electrician" has the same meaning as in the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 172 and amendments).

(*d*) The word "artisan" includes any person who, with his own hands, usually performs work

un travail faisant l'objet du présent décret, à forfait ou autrement, par convention verbale ou écrite.

Doit être aussi considérée comme artisan, aux fins du présent décret, toute personne, physique ou morale, société ou corporation qui construit pour son propre compte une ou des maisons ou autres édifices dans un but de vente ou de spéculation.

Est présumée construire dans un tel but, toute telle personne qui entreprend, dans une même année, la construction de plus d'une maison ou édifice.

e) Le terme « briqueteur ou maçon » désigne tout salarié qui pose la brique, les blocs de verre, de terre-cuite, de gypse, de ciment et de béton cellulaire, la pierre artificielle et naturelle, le granit et également le tireur de joints.

f) Le terme « charpentier-menuisier » désigne tout salarié qui fait l'assemblage de pièces de bois, de planches murales de matériau composite et toutes lattes de matériau composite ou métalliques, qui fait du travail de charpente, s'occupe de la réparation des objets de bois, pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné, la tôle non soudée et non agrafée qui s'y rapporte, les chassis, fenêtres et encadrements, cadres de fenêtres à guillotine, les portes et cloisons en métal ou acier, et qui exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction, qui fait tous les travaux préliminaires de bois se rapportant à l'industrie de la construction, tels que la fabrication de panneaux servant de coffrages à béton ou à tout autre usage, sur un chantier de construction et tout autre travail de semblable nature.

g) Le terme « mécanicien de chantier » désigne le salarié qui fait le réglage, le montage, le démontage et l'entretien de la machinerie et de l'équipement et la fabrication de gabarits, sauf si ce travail est par coutume ou définition effectué par d'autres métiers.

h) Le terme « chaudronnier-monteur » désigne le salarié qui installe des chaudières, monte des pièces métalliques s'y rapportant, pose les accessoires sur des bases ou supports, pose et roule les conduits et assemble toutes pièces sous pression ou non, qui monte les cheminées ou conduite d'échappement de fumée, de trémies, de chargeurs automatiques, de réservoirs et d'autres métal laminé, qui met en place et installe des chaudières portatives ou des réservoirs.

i) Le mot « compagnon » désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage et qui a obtenu sa licence ou son certificat de qualification.

j) Le terme « compagnon-électricien » désigne tout salarié qui détient la licence « C » en exécution de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 172 et amendements).

k) Le terme « compagnon mécanicien en tuyauterie » a le même sens qui lui est donné dans la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements).

l) Le terme « compagnon-junior » désigne tout salarié qui a accompli son temps d'apprentissage, mais qui ne possède pas toutes les qualifications nécessaires pour obtenir le certificat de qualification comme compagnon.

m) Le terme « compagnon-junior » quand il s'agit du mécanicien en tuyauterie, a le sens qui lui est donné par la Loi concernant les mécani-

covered by the decree, by contract or otherwise or by written or verbal agreement.

For the purposes of this decree, any person, association or corporation constructing one or more houses or buildings for sale or speculation purposes shall also be considered as an artisan.

Anyone undertaking the construction of more than one house or building within the same year shall be considered as building for such purposes.

(*e*) The term "bricklayer or mason" designates any employee who lays brick, glass, terracotta, gypsum, cement or cellular concrete blocks, natural or artificial stone, granite and also does joint-pointing.

(*f*) The term "carpenter-joiner" designates any employee who joins pieces of wood, composition wall board and lays any composition or metal lathing; does frame work; repairs wooden articles; lays paper, asbestos shingles, tarred paper, including unwelded and unhooked sheet metal in connection therewith, sashes, windows and frames, sill-sashes, metal or steel doors and divisions; does all woodwork on a construction job and does all preliminary wood work in connection with the construction industry, such as the making of panels for concrete forms or for other purposes on a construction job and any other work of a similar nature.

(*g*) The word "millwright" designates an employee who fits, erects, dismantles and overhauls machinery and equipment; makes templets, except when such work is carried out by other tradesmen either by custom or definition.

(*h*) The term "construction boilermaker" designates any employee who does all work in connection with the installations of boilers; the erection of steel in connection therewith; the placing of accessories on foundations or supports; the fitting and rolling of tubes and the fitting of all pressure and nonpressure parts; the erection of smoke boxes and stacks, hoppers, bunkers, conveyors, tanks and other plate work; the placing and installation of portable boilers and tanks.

(*i*) The word "journeyman" designates any employee who has completed his apprenticeship and has obtained a license or competency certificate.

(*j*) The term "journeyman-electrician" designates any employee holding license "C" under the Electricians' and Electrical Installations Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 172 and amendments).

(*k*) The term "journeyman pipe mechanic" has the same meaning as in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q., 1941, chapter 173 and amendments).

(*l*) The term "junior journeyman" means any employee who has completed his apprenticeship but is not yet qualified to obtain the journeyman's certificate.

(*m*) The term "junior journeyman", as regards pipe mechanics, has the meaning given in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q., 1941, chapter 173

ciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements), et par les règlements émis en exécution de cette Loi.

Tout soudeur qui est détenteur de la licence émise par le gouvernement pour la soudure à haute-pression est réputé compagnon-senior et rémunéré comme tel.

n) Le mot « couvreur » désigne tout salarié qui pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante, les membranes hydrofuges sur un mur, un plancher ou couverture et qui fait des couvertures en gravier, asphalte ou autres produits similaires.

o) Le mot « entrepreneur » désigne toute personne physique ou morale, société ou corporation qui travaille seule ou emploie un ou des salariés, qui surveille ou entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, un ou plusieurs travaux régis par le présent décret.

Toutefois, la définition du terme « entrepreneur » dans la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 172 et amendements) et la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements), continue de s'appliquer aux entrepreneurs électriciens et mécaniciens en tuyauterie pour tous les travaux assujettis au présent décret.

p) Le mot « ferblantier » désigne tout salarié qui travaille la tôle (fer, cuivre, aluminium ou acier inoxydable), qui fabrique et pose toutes sortes d'objets de tôle sur le chantier, qui fait le montage et la réparation d'installations de ventilation, de climatisation et qui recouvre de métal les lanterneaux, les corniches, les coupe-feu, les solins, les installations préfabriquées et exécute tout autre travail similaire.

q) Le terme « cimentier-applicateur » désigne tout salarié qui pose et surface le ciment pour les planchers, trottoirs et pavage, qui fait les revêtements unis et d'ornementations en ciment, applique les durcisseurs, les scellants et fait tout autre revêtement de nature semblable sur les planchers, trottoirs et pavages.

r) Le mot « foreur » désigne tout salarié qui fait fonctionner une foreuse pneumatique ou à vapeur utilisée pour percer des trous de tirage à la poudre ou autre, ou pour faire des travaux de démolition et qui exécute au besoin tout autre travail de semblable nature.

s) Le mot « calorifugeur » désigne tout salarié qui fait le calorifugeage de toute tuyauterie pour le gaz, le mazout, l'air, la vapeur ou de toute tuyauterie hydraulique, ainsi que de toute installation de tuyauterie fixe ou mobile à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment, pour quelque usage que ce soit, y compris l'installation, la réparation ou la rénovation de l'isolement, de tout système de plomberie, de chauffage ou de ventilation de même que le calorifugeage des calorifères, chaudières, réservoirs et appareils connexes.

t) Le terme « poseur de lattis » désigne tout salarié qui pose des lattes métalliques ou en feuilles de matériaux composite ou des carreaux acoustiques vissés ou avec une base adhérente, sur les solives ou autres surfaces. Il désigne aussi tout salarié qui pose les cloisons, les cloisons en colombages d'acier, à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments.

u) Le mot « manoeuvre » désigne tout salarié qui fait du creusage, du remplissage ou du nivellement, qui sert les briqueteurs, les maçons, les

and amendments) and in the regulations passed under its authority.

Every welder holding the license issued by the Government for high pressure welding is considered as a senior journeyman and remunerated accordingly.

(*n*) The word "roofer" means any employee who lays paper shingle, asbestos shingle, water-repellent membranes on walls, floors or roofs; does gravel, asphalt or other similar roofing work.

(*o*) The word "contractor" means any person, company or corporation working alone, or employing one or many workmen, who supervises or contracts for, on an hourly, daily or job basis, by verbal or written agreement or otherwise, one or more of the operations governed by the decree.

The word "contractor" defined in the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 172 and amendments) and in the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173 and amendments), shall continue to apply to electrical and plumbing contractors for all operations subject to the decree.

(*p*) The word "tinsmith" means any employee who does sheet metal work (copper, aluminum or stainless steel); makes and installs all kinds of sheet metal articles, on the job; installs or repairs ventilating and air conditioning equipment; lays sheet metal in or on sky lights, cornices, fire doors and spaces between joists, prefabricated systems and executes any other similar work.

(*q*) The term "cement finisher" designates any employee who levels and finishes cement for floors, sidewalks and paving; does plain or ornamental cement coating; applies setters and sealers and does all other type of similar coating on floors, sidewalks and paving.

(*r*) The word "driller" designates any employee who operates a pneumatic or steam drill used to bore holes for powder, other blasting or for demolition operations and who performs any related work, as required.

(*s*) The word "insulator" designates any employee who insulates all pipes, including gas, oil, air, steam or hydraulic pipe installations, whether moveable or immoveable, within or outside a building and for any use whatever, including the installation, the repair or the renovation of any plumbing, heating or ventilation system insulation and the insulation of furnaces, boilers, tanks and related equipment.

(*t*) The word "lather" designates any employee who fastens metal or composition laths, acoustical tile fastened by screws or by means of an adhesive base on joists or other surfaces. It also designates any employee who sets up partitions or metal studwork outside or inside buildings.

(*u*) The word "labourer" designates any person engaged in digging, filling, levelling operations; anyone helping bricklayers, masons, plasterers,

plâtriers, les menuisiers, qui travaille à la démolition, monte et démonte des échaudages et qui exécute tout autre travail d'ouvrier non qualifié.

v) Le terme « conducteur de machines fixes ou mobiles » désigne toute personne qui dirige ou surveille le fonctionnement d'une machine fixe ou voit à son entretien ou à sa vérification. Les mots « machines fixes » comprennent les chaudières à vapeur, les moteurs à vapeur, les moteurs fixes à combustion interne de plus de vingt-cinq (25) chevaux-vapeur mécaniques.

w) Le mot « conducteur » désigne le salarié qui conduit ou fait manoeuvrer une machine et la règle lui-même.

x) Le mot « aide conducteur » désigne le salarié qui conduit ou fait manoeuvrer une machine et qui en fait l'entretien.

y) Le mot « peintre » désigne tout salarié qui peint les surfaces intérieures ou extérieures, ponce lesdites surfaces, pose les vitres, applique le mastic, travaille au chalumeau, pose le papier tenture, tire les joints de gyproc et exécute tout autre travail connexe.

z) Le mot « plâtrier » désigne tout salarié qui exécute tout travail intérieur ou extérieur comportant la pose de mortier, de ciment d'enduits de composition plastique, connexe ou similaire au travail du plâtrier, y compris la pose de chanfreins métalliques (communément appelés « coins de fer ») et les joints entre les planches murales « gyproc ».

aa) Le terme « carreleur et poseur de linoléum » désigne tout salarié qui pose le linoléum, les carreaux d'asphalte, de caoutchouc, le muroléum, les carreaux en feuilles de matériaux composite, autre que les carreaux céramiques et acoustiques, ou tout autre produit similaire collé mais non cloué comme revêtement de sol ou de murs et qui exécute tout autre travail connexe.

bb) Le mot « ferrailleur » désigne tout salarié qui peut attacher, ceintrer et poser tout acier à béton nécessaire à la confection des planchers, des colonnes, des poutres, etc., et faire au besoin tout autre travail connexe.

cc) Le terme « carreleur mosaïste » désigne tout salarié qui fait la pose de carreaux céramiques, de carreaux vitrifiés et émaillés, de carreaux mosaïques, de carreaux de carrières, de carreaux d'ardoise ainsi que tous autres matériaux de semblable nature, le tout avec du mortier ou de la colle et aussi la pose de tout autre accessoire s'y rapportant.

dd) Le terme « granitiste et marbrier de bâtiment » désigne tout salarié qui fait la pose des baguettes métalliques pour le granito, la pose du granito coulé en place ou préfabriqué et aussi la pose du marbre et tout autre travail connexe.

ee) Le terme « polisseur-granitiste à sec » désigne tout salarié qui fait le polissage du granito avec machine à sec.

ff) Le terme « polisseur-granitiste à l'eau » désigne tout salarié qui fait le polissage du granito avec machine à l'eau.

gg) Le terme « aplanisseur de parquet » désigne tout salarié qui râcle, polit ou ponce les planchers de bois à la main ou à la machine.

hh) Le terme « tireur de joint de gyproc » désigne tout salarié qui peut border, remplir, calfater et polir les murs de gyproc avec du ciment à joint ou tout autre produit similaire.

ii) Le terme «monteur de charpentes métalliques » désigne tout salarié qui fait le montage d'éléments métalliques pour la construction de toute charpente métallique ou accessoires mé-

joiners; does demolition work; erects and dismantles scaffolds and performs any other work requiring no special skill.

(*v*) The term "stationary or portable engineman" designates any person who directs or supervises the operation of a stationary engine or sees to its maintenance or servicing. The words "stationary engines" mean steam boilers, steam engines, stationary internal combustion engines, of more than twenty-five (25) mechanical horsepower.

(*w*) The word "operator" designates an employee who operates and adjusts a machine.

(*x*) The term "operator's helper" designates an employee who operates a machine and carries out its maintenance.

(*y*) The word "painter" designates any employee who paints interior or exterior surfaces; sands the said surfaces; does glazing work; lays mastic; works with a torch; hangs wall paper; does gyproc joint-pointing and performs any other related work, as required.

(*z*) The word "plasterer" designates any employee who performs any inside or outside work consisting of the laying of mortar, cement, plastic composition coatings, work related or similar to plasterer's work, including the laying of metal bevelled edges and the joints between "gyproc" wall panels.

(*aa*) The term "linoleum layer" means any employee who lays linoleum, asphalt tiles, rubber tiles, muroleum, composition tiles other than ceramic and acoustical tiles, or any other similar product which is glued but not nailed on as a covering for floors or walls, and who performs any other related work.

(*bb*) The term "reinforcing sheet layer" designates any employee who can attach, fold and lay all the reinforcing steel required to make floors, columns, beams, etc., and perform any other related work as required.

(*cc*) The term "tile setter" designated any employee who sets ceramic tiles, vitrified and enameled tiles, mosaic tiles, quarry tiles, slate tiles or any other similar material (such tiles being set with mortar or glue) and who also lays all other accessories pertaining thereto.

(*dd*) The term "marble setter and terrazzo layer" designates any employee who lays the metal strips for terrazzo, lays terrazzo by pouring it on the job, sets prefabricated terrazzo, sets marble or performs any other related work.

(*ee*) The term "terrazzo polisher, dry process" designates any employee who polishes terrazzo with the dry-polishing machine.

(*ff*) The term "terrazzo polisher, wet process" designates any employee who polishes terrazzo with the wet-polishing machine.

(*gg*) The term "floor polisher" designates any employee who scrapes, polishes or sands wooden floors by hand or machine.

(*hh*) The term "joint pointer (gyproc)" designates any employee who can border, fill, caulk and polish gyproc walls with joint-cement or with any other similar product.

(*ii*) The term "structural iron worker" designates any employee who does steel or iron erection for the construction of all metallic structures or accessories, either permanent or

talliques, permanente ou temporaires. Il désigne aussi le salarié qui coupe au chalumeau, fait du travail de soudure, de rivetage, de montage d'appareils de levage et qui fait au besoin tout autre travail connexe.

jj) Le mot « vitrier » désigne tout salarié formé, qui pose de la glace polie et du vitrage, fait la pose, avec des vis ou avec une base adhérente, de tout revêtement préfabriqué, d'aluminium en feuille ou en moulure, de vitrolite, mur rideau (zourite) ou autres produits similaires et tout autre travail connexe.

2° *Particularités dans l'exercice de certains métiers: a*) Seuls le briqueteur, le maçon et l'apprenti de 4e année de l'un ou l'autre de ces métiers peuvent tirer les joints.

b) Quand les soliveaux de bois sont remplacés par des soliveaux d'acier avec ou sans lattes métalliques, ces derniers peuvent être posés indifféremment par le charpentier-menuisier ou par le manoeuvre.

c) Aucun salarié de l'un ou l'autre des métiers visés par le prssent décret, n'est tenu de fournir u ou des outils mécaniques.

3° *Champ d'application industriel: a*) Le décret s'applique à tous les travaux de construction de bâtiment et de génie civil, y compris les travaux d'installation, de réfection, de réparation, d'entretien, de démolition, d'addition permanente et de déplacement de bâtiments, d'immeubles, de chemins, d'aqueducs, d'égouts, de canaux, de tunnels, de ponts, de murs de soutènement ou d'ornementation, de nivellement ou de terrassement, de creusage de fondations ou tout autre travail de semblable narure ou connexe.

b) À l'exception du travail régi par le décret numéro 2284(C), relatif à l'industrie du fer structural dans la province, toute pose d'ornementation et de structure en verre, en métal ou en planche murale en composition appelée « vitrolite » ou autrement ainsi que tout travail d'isolation est un travail de construction visé par le présent décret.

c) Toute pose de linoléum incrusté, de carrelages d'asphalte ou de caoutchouc ou de tout autre produit similaire fixé en permanence sur les planchers ou à tout autre endroit est du travail de construction.

d) Toute fabrication ou assemblage d'un meuble fait de bois ou d'un mélange de bois sur les lieux d'un chantier de construction est assujetti aux dispositions du présent décret.

e) Le chauffage de chaudières sur les travaux de construction ou de réparation d'immeubles est assujetti au présent décret.

f) Le présent décret s'applique aussi à la réparation de tuyauterie de tout genre, à tout travail assujetti à la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements), et à toute installation de tuyauterie fixe ou mobile pour quelque usage que ce soit, à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment, de même qu'à tous les travaux exécutés par les ferblantiers-couvreurs et tôliers.

g) Le présent décret s'applique aux travaux d'installations et d'appareillages électriques tels que définis par la Loi des électriciens et des installations électriques (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 172 et amendements), à l'enfouissement sous terre de fils téléphoniques et à tout autre travail de semblable nature.

h) Les compagnies de chemin de fer ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés

temporary; who torch-cuts, welds, rivets, rigs and performs any other related work as required.

(*jj*) The term "glazier" means any employee who, having received the required training, installs polished glass and glass-work; installs, by means of screws or adhesive base, any prefabricated covering, of aluminum sheet or moulding, vitrolite, curtainwall (zourite) or other similar products, and who performs any other related work, as required.

2. *Characteristics of certain trades:* (*a*) Only a bricklayer, mason and fourth-year apprentice of these two trades can do joint-pointing.

(*b*) When wood joists are replaced by steel ones, with or without metal laths, they may be laid by carpenter-joiners or labourers.

(*c*) No employee or any one of the trades governed by the decree is required to furnish mechanical tools.

3. *Industrial jurisdiction:* (*a*) The decree covers all construction work and all engineering construction, including installation, rebuilding, repair, maintenance, demolishing, permanent extensions to and moving of buildings, roads, water works, sewers, canals, tunnels, bridges, sustaining or ornamentation walls, levelling or landscaping, foundation digging and other similar or related work.

(*b*) With the exception of work governed by decree number 2284 (C) (Structural Steel Industry in the Province), any ornamental or structural erection of glass, metal or composition board known as "vitrolite" or otherwise as well as all insulation work, is considered as construction work governed by the decree.

(*c*) The laying of inlaid linoleum, asphalt or rubber tile or other similar product, permanently set on floors or elsewhere, is considered as construction work.

(*d*) All furniture of wood or mixture of wood, fabricated or assembled on a construction site is also subject to the decree's provisions.

(*e*) The firing of boilers, insofar as construction or repair operations on a building are concerned, is governed by the decree.

(*f*) This decree also covers pipe repairs of all kinds, any work governed by the Pipe Mechanics Act (R.S.Q., 1941, chapter 173 and amendments), and any stationary or moveable pipe installation for any use whatsoever, inside or outside a building, as well as all operations carried out by tinsmith-roofers and sheet-metal workers.

(*g*) The decree also covers all electrical installation and equipment work as defined in the Electricians' and Electrical Installations Act (R.S.Q., 1941, chapter 172 and amendments), the underground laying of telephone cables and to any operation of a similar nature.

(*h*) Railroad companies are not subject to the decree in the case of operations ordinarily performed by the system's maintenance men

à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer.

i) Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des ministères du Gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des justes salaires, en exécution de l'arrêté en conseil numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du présent décret.

Toutefois, les travaux de construction de ponts, tunnels, viaducs et édifices publics exécutés pour le compte de l'un ou l'autre de ces ministères sont assujettis au présent décret.

j) L'exploitation des mines ainsi que l'opération et l'entretien de tous les ateliers connexes, y compris les ateliers de traitement, usines de fonte (smelters) et usines d'affinage de métaux, sont exemptés des dispositions du présent décret.

k) L'exploitation forestière, les scieries, les râperies et les papeteries sont exemptées des dispositions du présent décret.

Disposition spéciale: Cependant, les cités et villes et les corporations municipales ou scolaires ne sont pas assujetties aux dispositions du présent décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent (mais excluant les travaux de construction ou de réfection); pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueducs, d'égouts, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur direction immédiate.

La présente exemption ne s'applique pas cependant aux entrepreneurs ou aux sous-traitants qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales ou scolaires.

Le présent décret ne s'applique pas aux travaux exécutés directement par la Commission Hydro-Électrique de Québec. Toutefois, cette clause d'exemption ne s'applique pas auxdits travaux lorsqu'ils sont exécutés par l'intermédiaire d'entrepreneurs.

4. *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial du présent décret, désigné sous le nom de « district des Cantons de l'Est » comprend les districts électoraux de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Richmond, Wolfe, Shefford, Brôme Missisquoi. »

2° Les taux de salaires des apprentis électriciens, apparaissant au paragraphe « *b* » de l'article 7, Chapitre Deuième de la Première partie, sont biffés.

3° Le paragraphe « *a* » de l'article 7 du Chapitre Deuxième de la Première Partie est remplacé par le suivant:

« 7. *Taux de salaires minima: a*) Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés aux salariés ci-après énumérés:

Métiers:	*Taux horaires minimaux* Zones *I*	*II*	*III*
Briqueteur, maçon, plâtrier	$2.65	$2.60	$2.40
Compagnon junior	90%	90%	90%
Charpentier-menuisier	2.45	2.40	2.20
Compagnon junior	90%	90%	90%
Couvreur	2.50	2.45	2.25
Compagnon junior	2.20	2.15	1.95
Mécanicien de chantier	2.45	2.40	2.20
Conducteur de camion	2.05	2.00	1.80
Conducteur de niveleuse	2.60	2.60	2.45
Aide conducteur de niveleuse	2.30	2.30	2.10
Cimentier-applicateur	2.20	2.15	1.95

who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

(*i*) Road operations carried out for the account of any Department of the Provincial Government which are already subject to the Fair Wages Schedule (Order in Council No. 800 of April 24, 1929 as amendmed), are not governed by the provisions of this decree.

However, the construction of bridges, tunnels, viaducts and public buildings carried out for the account of any of these departments are subject to this decree.

(*j*) The operation of mines, including operation and maintenance of all shops in connection therewith, such as process shops, smelters and metal refining shops, are exempt from the provisions of this decree.

(*k*) Forestry operations and the operation of pulp, paper and saw mills are exempt from the provisions of this decree.

Special provision: However, cities, towns and municipal or school corporations are not governed by the provisions of the decree inasmuch as the repair or maintenance work on their own buildings are concerned; also, construction rebuilding or maintenance work on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks, and other similar operations performed under their immediate control.

The exemption does not cover contractors or subcontractors carrying out the same operations, under the control of, or by contract for the said cities, towns or municipal or school corporations.

This decree does not cover work done directly by the Quebec Hydro-Electric Commission. However, this exemption clause does not apply when such work is done through contractors.

4. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this decree, designated as the "Eastern Townships' District", encompasses the electoral districts of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Richmond, Wolfe, Shefford Brôme and Missisquoi."

2. Wage rates for apprentice-electricians, listed in subsection "*b*" of section 7, Chapter Two, Part One, are deleted.

3. Subsection "*a*" of section 7, Chapter Two, Part One, is superseded by the following:

"7. *Minimum wage rates:* (*a*) The following minimum wage rates shall be paid to employees listed below:

Trades:	*Minimum hourly rates* Zones *I*	*II*	*III*
Bricklayer, mason, plasterer	$2.65	$2.60	$2.40
Junior journeyman	90%	90%	90%
Carpenter-jointer	2.45	2.40	2.20
Junior journeyman	90%	90%	90%
Roofer	2.50	2.45	2.25
Junior journeyman	2.20	2.15	1.95
Millwright	2.45	2.40	2.20
Truck driver	2.05	2.00	1.80
Grader operator	2.60	2.60	2.45
Grader operator's helper	2.30	2.30	2.10
Cement finisher	2.20	2.15	1.95

Métiers	*Taux horaires minimaux Zones* I	II	III	*Trades*	*Minimum hourly rates Zones* I	II	III
Foreur	$2.35	$2.30	$2.10	Drill operator	$2.35	$2.30	$2.10
Boutefeu (métier sous licence)	2.35	2.30	2.10	Blaster (licensed trade)	2.35	2.30	2.10
Forgeron	2.35	2.30	2.15	Blacksmith	2.35	2.30	2.15
Graisseur et huileur (de machinerie)	2.20	2.15	2.00	Greaser and oiler (machines)	2.20	2.15	2.00
Gardien	1.90	1.85	1.65	Watchman	1.90	1.85	1.65
Monteur d'appareils de levage	2.35	2.35	2.15	Rigger	2.35	2.35	2.15
Poseur de lattis	2.40	2.35	2.15	Lather	2.40	2.35	2.15
Maçon (maçonnerie brute de fondations)	2.55	2.50	2.30	Mason (rough foundation work)	2.55	2.50	2.30
Manoeuvre	2.05	2.00	1.80	Labourer	2.05	2.00	1.80
Conducteur de machines fixes ou mobiles (cert. 4e classe)	2.40	2.35	2.15	Stationary or portable engineman (4th class certificate)	2.40	2.35	2.15
Peintre	2.35	2.30	2.10	Painter	2.35	2.30	2.10
Compagnon junior	90%	90%	90%	Junior journeyman	90%	90%	90%
Peintre au pistolet	2.40	2.35	2.15	Spray-painter	2.40	2.35	2.15
Peintre (travail exécuté à plus de 45 pieds de hauteur à l'extérieur d'un immeuble)	2.55	2.50	2.35	Painter (working at a height over 45 feet, outside a building)	2.55	2.50	2.35
Porteur d'eau	2.00	2.00	1.80	Water boy	2.00	2.00	1.80
Carreleur (carreaux d'asphalte, de caoutchouc ou de produits similaires et poseur de linoléum incrusté)	2.25	2.20	2.00	Tile setter (asphalt, rubber tile or similar products, as well as inlaid linoleum layer)	2.25	2.20	2.00
Marbrier de batiment et granitiste	2.55	2.50	2.30	Marble setter and terrazzo layer	2.55	2.50	2.30
Polisseur granitiste à sec	2.30	2.25	2.05	Terrazzo polisher, dry process	2.30	2.25	2.05
Polisseur granitiste à l'eau	2.30	2.25	2.05	Terrazzo, polisher, wet process	2.30	2.25	2.05
Travailleur en fer ornemental	2.30	2.25	2.05	Ornamental iron worker	2.30	2.25	2.05
Carreleur mosaïste	2.55	2.50	2.30	Tile setter	2.55	2.50	2.30
Conducteur d'ascenseurs ou monte-charge	2.40	2.35	2.20	Elevator or freight elevator operator	2.40	2.35	2.20
Grutier	2.25	2.20	2.00	Crane operator	2.25	2.20	2.00
Conducteur de bétonnières, fixes ou portatives, (à l'essence ou à l'électricité)	2.05	2.00	1.80	Concrete mixer operator, stationary or portable, (gas or electric)	2.05	2.00	1.80
Conducteur de tracteurs avec accessoires	2.35	2.30	2.10	Tractor (with accessories) operator	2.35	2.30	2.10
Aide conducteur de tracteur	2.25	2.20	2.00	Tractor operator's helper	2.25	2.20	2.00
Conducteur de pelles mécaniques	2.30	2.25	2.05	Power shovel operator	2.30	2.25	2.05
Aide conducteur de pelles mécaniques	2.20	2.15	1.95	Power shovel operator's helper	2.20	2.15	1.95
Conducteur de compresseur	2.35	2.30	2.10	Compressor operator	2.35	2.30	2.10
Aide conducteur de compresseurs	2.25	2.20	2.00	Compressor operator's helper	2.25	2.20	2.00
Aplanisseur de parquets	2.30	2.25	2.05	Floor polisher	2.30	2.25	2.05
Pelleteur d'asphalte	2.10	2.05	1.85	Asphalt shoveller	2.10	2.05	1.85
Répandeur d'asphalte	2.40	2.35	2.15	Asphalt raker	2.40	2.35	2.15
Aide-répandeur d'asphalte	2.15	2.10	1.90	Asphalt raker's helper	2.15	2.10	1.90
Conducteur de rouleau à asphalte	2.30	2.25	2.05	Asphalt roller operator	2.30	2.25	2.05
Ferrailleur	2.30	2.30	2.10	Reinforcing steel erector	2.30	2.30	2.10
Vitrier	2.35	2.30	2.10	Glazier	2.35	2.30	2.10
Jointoyeur (gyproc)	2.35	2.30	2.10	Joint-pointer (gyproc)	2.35	2.30	2.10

Tous les taux de salaires ci-dessus, à l'exception de celui du manoeuvre, seront majorés cumulativement comme suit:

$0.10 l'heure, à compter du 1er mars 1966,

$0.10 l'heure, à compter du 1er septembre 1966,

All the above wage rates (except labourers') will be cumulatively increased as follows:

10¢ an hour, as of March 1, 1966;

10¢ an hour, as of September 1, 1966;

$0.10 l'heure, à compter du 1er mars 1967,
$0.15 l'heure, à compter du 1er septembre 1967,
$0.15 l'heure, à compter du 1er mars 1968,

Le taux de salaire du manoeuvre sera majoré comme suit:

$0.10 l'heure, à compter du 1er mars 1966,
$0.10 l'heure, à compter du 1er septembre 1966,
$0.10 l'heure, à compter du 1er mars 1967,
$0.10 l'heure, à compter du 1er septembre 1967,
$0.10 l'heure, à compter du 1er mars 1968.

4° Les taux de salaires pour les apprentis latteur, apparaissant au paragraphe « *b* » de l'article 7, Chapitre Deuxième de la Première Partie sont remplacés par les suivants:

« *Poseur de lattis:*

1er semestre	70%
2e semestre	75%
3e semestre	80%
4e semestre	85%
5e semestre	90%
6e semestre	95% »

5° L'article 8, Chapitre Deuxième de la Première Partie, est remplacé par le suivant:

« 8° *Durée du travail: a)* La semaine normale de travail des salariés visés par le présent décret est de quarante (40) heures, réparties sur cinq (5) jours à raison de huit (8) heures par jour, entre 8h du matin et 5h du soir du lundi au vendredi inclusivement.

Cependant, pour les travailleurs appelés à exécuter des travaux d'excavation, la semaine normale de travail sera de cinquante (50) heures réparties sur cinq (5) jours de dix (10) heures par jour.

b) Le salarié qui exécute des travaux qui tombent dans l'une des catégories suivantes:

1° peinture extérieure
2° coulage du béton par les manoeuvres seulement
3° surfaçage du béton
4° pose de toiture,

peut travailler dix (10) heures par jour au taux nornal au lieu de huit (8) heures si le travail est interrompu à cause de la pluie ou est retardé pour une cause indépendante de la volonté de l'employeur. Dans ce dernier cas, la preuve d'une telle situation incombe à l'employeur.

La présente disposition n'a pas pour effet d'empêcher le paiement du salaire majoré de 50% pour les heures supplémentaires faites en sus de quarante (40) heures dans une semaine. »

6° L'article 16, Chapitre Quatrième de la Première Partie, est remplacé par le suivant:

« 16° *Congés payés: a)* Tout salarié régi par le présent décret ayant été au service continu d'un employeur durant une période de référence, soit du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante, a droit à la fin de telle période, à un congé d'une durée de sept (7) jours consécutifs.

b) À titre de rémunération de congés, chaque salarié doit bénéficier d'une indemnité égale à 4% de son salaire brut, que l'employeur doit lui verser, chaque semaine, en plus de son salaire hebdomadaire.

c) La période du congé sera fixée entre le 1er mai et le 30 septembre, après entente entre l'employeur et le salarié.

d) Tout salarié régi par le présent décret qui n'a pas été au service continu d'un employeur durant la période de référence a droit à la seule indemnité de congés de 4% de son salaire brut.

10¢ an hour, as of March 1, 1967;
15¢ an hour, as of September 1, 1967;

15¢ an hour, as of March 1, 1968.

Labourers' wage rates will be increased as follows:

10¢ an hour, as of March 1, 1966;
10¢ an hour, as of September 1, 1966;

10¢ an hour, as of March 1, 1967;
10¢ an hour, as of September 1, 1967;

10¢ an hour, as of March 1, 1968.

4. Wage rates for apprentice-lathers, mentioned in subsection "*b*", section 7, Chapter Two, Part One, are superseded by the following:

"*Lather:*

1st six months	70%
2nd six months	75%
3rd six months	80%
4th six months	85%
5th six months	90%
6th six months	95%"

5. Section 8, Chapter Two, Part One, is superseded by the following:

"8. *Hours of work:* (*a*) The standard 40-hour week for employees subject to the decree shall consist of five, 8-hour days, between 8:00 a.m. to 5:00 p.m., Monday through Friday.

However, for workers on excavation operations, the standard 50-hour week shall consist of five, 10-hour days.

(*b*) Should the daily work be stopped because of rain or be delayed due to circumstances beyond the employer's control (proof of which lies with the employer), employees of the following categories may work ten (10) hours a day in lieu of eight (8) hours at straight time; time and a half shall always be payable after forty (40) hours in the same week:

1. Outside painting;
2. Concrete casting by labourers only;
3. Cement finishing;
4. Roofing."

6. Section 16, Chapter Four, Part One, is superseded by the following:

"16. *Vacations with pay:* (*a*) Every employee covered by this decree who has been in an employer's continuous service during a qualifying period (from May 1 of one year to April 30 of the next), is entitled to a vacation of seven (7) consecutive days.

(*b*) As vacation pay, every employee shall receive the equivalent of 4% of his gross earnings. Employers shall remit this amount to employees every week, besides the weekly wages.

(*c*) The vacation period shall be set between May 1 and September 30, after agreement between employer and employee.

(*d*) Every employee governed by this decree who has not been in an employer's continuous service during the qualifying period is only entitled to vacation pay equal to 4% of his gross earnings.

e) L'employeur doit indiquer clairement sur l'enveloppe de paie, le montant que représente le 4% du salaire brut qui doit être versé chaque semaine au salarié.

f) Cependant, du consentement écrit du salarié, l'employeur peut conserver jusqu'à la fin d'une période de référence ou, s'il y a résiliation antérieure du contrat de travail, jusqu'à la date de telle résiliation, les montants ainsi accumulés qui doivent être remis au salarié. »

7e Le paragraphe « *a* » de l'article 23, Chapitre Septième, de la Première Partie, est remplacé par le suivant:

« 23. *a*) *Prime du chef d'équipe:* Le travailleur appelé à diriger une équipe de 5 à 15 hommes recevra une prime de $0.10 cents l'heure en sus du salaire établi pour son métier. Le travailleur appelé à diriger une équipe de plus de 15 hommes recevra une prime de $0.20 cents l'heure en sus du salaire établi pour son métier. »

8° L'article 24, Chapitre Septière, de la Première Partie, est remplacé par le suivant:

« 24. *Transport et pension:* Les frais de transport, de séjour et de repas des salariés appelés à séjourner à l'extérieur de la localité du siège social de l'employeur dans le champ d'application territorial, seront à la charge de ce dernier. »

9° L'article 25, Chapitre Septième, de la Première Partie, est remplacé par le suivant:

« 25. *Paiement du salaire: a*) Le salaire doit être payé en entier en espèces ou par chèque tous les jeudis. Si le jeudi est un jour férié, la paie devra être faite le jour précédent.

b) Le bulletin de paie doit contenir les mentions suivantes:

le nom de l'employeur,
le nom et prénom du salarié,
la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement,
le nombre d'heures normales,
le nombre d'heures majorées,
le taux horaire de salaire,
le montant du salaire brut,
la nature et le montant des retenues faites,
le montant du salaire net.

c) Lorsque l'employeur congédie un salarié, il doit lui verser son salaire dans un délai de vingt-quatre (24) heures. »

10° L'article 29, Chapitre Septième, de la Première Partie, est remplacé par le suivant:

« 29. *Jours fériés:* Le travail exécuté les dimanches, le premier jour de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, (1er juillet), la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël et le 26 décembre, doit être rémunéré au taux de salaire effectif majoré de 100%. »

11° L'article 30, Chapitre Septième, de la Première Partie, est remplacé par le suivant:

« 30. *Durée du travail:* La semaine normale de travail est de cinquante (50) heures réparties sur six (6) jours du lundi au samedi inclusivement pour les salariés affectés aux travaux suivants: égouts, conduites d'eau, trottoirs, routes, chemins, pavages et travaux publics d'excavation se rapportant aux bâtiments. »

12. L'article 32, Chapitre Septième de la Première Partie, est remplacé par le suivant:

« 32. *Travail par équipe:* Lorsque le travail nécessite la formation de plusieurs équipes, les travailleurs appelés à exécuter du travail en dehors des heures stipulées à l'article 8 recevront une prime de $0.10 cents l'heure en plus du salaire effectivement payé. »

(*e*) The 4% of gross earnings paid to employees every week shall be clearly indicated on the pay envelope by employers.

(*f*) However, with the employee's written authorization, an employer may accumulate such amounts and remit them to the employee at the end of the qualifying period or on the effective date, in the case of the cancellation of a work contract."

7. Subsection "*a*", section 23, Chapter Seven, Part One, is superseded by the following:

"23 (*a*) *Chargeman's Bonus:* Any worker called to take charge of a 5 to 15-man team shall receive an additional bonus of $0.10 an hour above the wages laid down for his trade. Should he take charge of more than 15 men, he shall receive an additional $0.20 cents an hour above the wage rate laid down for his trade."

8. Section 24, Charter Seven, Part One, is superseded by the following:

"24. *Transportation and living expenses:* Employers shall pay transportation, meals and living expenses for employees who are obliged to stay in a place outside the locality of the employer's headquarters."

9. Section 25, Chapter Seven, Part One, is superseded by the following:

"25. *Payment of wages:* (*a*) Wages are to be paid in full every Thursday, in cash or by cheque. Should Thursday be a non-working day, pay-day will be on the preceding day.

(*b*) The following particulars should be listed on the earnings statement:

employer's name;
employee's name in full;
payment date and corresponding period;

regular hours worked;
overtime hours worked;
hourly wage rate;
gross amount of wages;
type and amount of deductions made;
net take-home pay.

(*c*) Should an employer dismiss an employee, he shall pay him within twenty-four (24) hours."

10. Section 29, Chapter Seven, Part One, is superseded by the following:

"29. *Holidays:* All work performed on: Sundays, New Year's Day, January 2nd, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, Saint John the Baptist Day, Canada Day (July 1), Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and December 26 shall be paid at double the regular wage rate (double time)."

11. Section 30, Chapter Seven, Part One, is superseded by the following:

"30. *Hours of work:* A 50-hour standard work week divided into six working days shall apply to employees engaged in the following work: sewers, water mains, sidewalks, roads, highways, paving and public works excavation operations for buildings."

12. Section 32, Chapter Seven, Part One, is superseded by the following:

"32. *Shift work:* Should work entail the setting up of many shifts, employees called to work outside the hours laid down in section 8 shall receive an additional $0.10 an hour above their regular wages."

13. Les articles suivants sont ajoutés au Chapitre Septième, de la Première Partie:

« 34.-A. *Bien-être et hygiène:* Les employeurs doivent aménager un endroit convenable qui permette aux ouvriers de prendre leurs repas si la situation l'exige. Ils doivent également aménager une chambre de toilette et fournir les accessoires nécessaires tels que savon, serviettes, papier, etc. »

« 34.-B. *Véhicules:* Tout employeur qui exige qu'un salarié mette sa voiture à son service devra lui payer $0.10 cents du mille. »

« 34.-C. *Congés de décès:* Tout salarié a droit à l'occasion du décès de son père, de sa mère, de son épouse ou de son enfant, a un congé payé d'une journée le jour des funérailles s'il s'agit d'un jour ouvrable et s'il fournit à l'employeur une preuve du décès.

« 34.-D. *Période de repos:* Les travailleurs ont droit à dix (10) minutes de repos dans l'avant-midi de 10 h à 10 h 10 et à un autre dix minutes dans l'après-midi de 3 h à 3.10 h. »

« 34.-E. *Prime de hauteur et d'eau:* Tout travail exécuté sur échafaudage à plus de 75 pieds au-dessus de la surface du sol, de tout plancher, ou au-dessus de l'eau, entraîne le paiement d'une prime de $0.10 en sus du taux normal de salaire. »

14° Les articles 69 et 70, de la Troisième Partie, sont remplacés par les suivants:

« 85. Le présent décret n'affecte aucunement les droits acquis par les salariés et les réclamations intentées par le Comité conjoint en vertu des décrets antérieurs. »

« 86. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 août 1968. »

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins qu'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus quatre-vingt-dix (90) jours et d'au moins soixante (60) jours avant le 31 août de l'année 1968 ou de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail. »

15° Le Chapitre Cinquième suivant est ajouté à la Deuxième Partie:

« CHAPITRE CINQUIÈME

Dispositions spéciales relatives aux électriciens

69° *Taux minimaux de salaires:* Les taux minimaux de salaires sont les suivants:

Entrepreneur (services personnels) détenant une licence en vertu de la Loi des électriciens et des installations électriques:

Entrée en vigueur des présents amendements	$4.20
1er mars 1966	4.30
1er septembre 1966	4.55
1er mars 1967	4.65
1er septembre 1967	5.10
1er mars 1968	5.40

Électriciens classe C:	*Zones* I	II
Entrée en vigueur des présents amendements	$2.50	$2.45
1er mars 1966	2.60	2.55
1er septembre 1966	2.80	2.75
1er mars 1967	2.90	2.85
1er septembre 1967	3.00	2.95
1er mars 1968	3.10	3.05
Apprenti:		
4e année	1.85	1.80
3e année	1.75	1.70
2e année	1.60	1.55
1e année	1.50	1.45

13. The following sections are added to Chapter Seven, Part One:

"34-A. *Welfare and health measures:* Should the situation require it, employers shall set up a convenient place for employees to have their meals. They should also set up a washroom and supply such things as: soap, towels, tissue, etc."

"34-B. *Vehicles:* An employer who requests that an employee's car be placed at his disposal shall pay him $0.10 a mile."

"34-C. *Event of death:* In the event of the death of a father, mother, spouce or child, any employee is entitled to be paid for the day of the funeral, provided that this be a working day and that the employer be supplied with a proof of death."

"34-D. *Rest period:* Workers shall be entitled to a 10-minute rest at the following times:

Forenoon: from 10:00 to 10:10;

Afternoon: from 3:00 to 3:10."

"34-E. *Special bonus* (height and water): All work performed on scaffolds higher than 75 feet above ground level, floors or water must be paid at $0.10 an hour over and above the regular rate."

14. Sections 69 and 70, Part Three, are superseded by the following:

"85. The decree does not affect in any way the rights acquired by employees and the Parity Committee's claims under previous decrees."

"86. *Term of the decree:* This decree shall remain in force until August 31, 1968."

It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties give the other a written notice to the contrary, no more than ninety (90) and no less than sixty (60) days prior to August 31 of 1968 or of any subsequent year.

Such notice should also be filed with the Minister of Labour."

15. The following Chapter Five is added to Part Two:

"CHAPTER FIVE

Special provisions concerning electricians

69. *Minimum wage rates:* Minimum wages rates are as follows:

Contractor (personal services) holding a license under the Electricians' and Electrical Installations Act.

Effective date of these amendments	$4.20
March 1, 1966	4.30
September 1, 1966	4.55
March 1, 1967	4.65
September 1, 1967	5.10
March 1, 1968	5.40

Electrician, class C:	*Zones* I	II
Effective date of these amendments	$2.50	$2.45
March 1, 1966	2.60	2.55
September 1, 1966	2.80	2.75
March 1, 1967	2.90	2.85
September 1, 1967	3.00	2.95
March 1, 1968	3.10	3.05
Apprentice:		
4th year	1.85	1.80
3rd year	1.75	1.70
2nd year	1.60	1.55
1st year	1.50	1.45

70. *Durée du travail:* La semaine normale de travail est de quarante (40) heures réparties sur cinq (5) jours à raison de huit (8) heures par jour, entre 8 h du matin et 5 h du soir, du lundi au vendredi inclusivement.

71. *Heures supplémentaires: a)* Tout travail exécuté en dehors des heures normales ci-haut mentionnées en sus de (8) heures par jour, ou de quarante (40) heures par semaine, et tout travail exécuté le samedi est considéré comme du travail supplémentaire qui entraine une majoration de 50%.

b) Travail urgent: Tout travail urgent, c'est-à-dire tout travail qui doit être exécuté pour éviter des dommages immédiats à la personne ou à la propriété, peut être effectué en dehors des heures normales de travail et rémunéré au taux normal de salaire. La justification de cette urgence incombe à l'employeur qui doit en aviser le comité paritaire, par écrit dans une période n'excédant pas trente (30) jours. Si le travail est exécuté en moins d'une heure, le salarié a droit à une indemnité égale à une heure de salaire.

72. *Jours fériés:* Le travail exécuté les dimanches, le premier jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la St-Jean Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël, le 26 décembre et l'Action de Grâces, doit être rémunéré au taux de salaire normal majoré de 100%.

73. *Prime d'équipe:* Lorsque le travail nécessite la formation de plusieurs équipes, les travailleurs appelés à exécuter du travail en dehors des heures stipulées à l'article 71 recevront une prime de $0.10 cents l'heure en plus du salaire effectivement payé.

74. *Prime du chef d'équipe:* Le travailleur appelé à diriger une équipe de huit (8) hommes recevra une autre prime de $0.10 l'heure. Le travailleur appelé à diriger une équipe de seize (16) hommes et plus recevra une prime additionnelle de $0.20 cents l'heure.

75. *Congés annuels payés:* Tous les travailleurs visés par le présent décret ont droit à des congés annuels payés. Chaque travailleur a droit chaque semaine à une indemnité égale à 4% de son salaire hebdomadaire. La semaine de congés payés sera prise à une date fixée par entente entre l'employeur et le salarié, entre le 1er mai et le 30 septembre.

76. *Paiement du salaire: a)* Le salaire doit être payé en entier en espèces ou par chèque tous les jeudis. Si le jeudi est un jour férié la paie devra être faite le jour précédent.

b) Le bulletin de paie doit contenir les mentions suivantes:

le nom de l'employeur,
les nom et prénoms du salarié,
l'emploi occupé par le salarié,
la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement,
le nombre d'heures normales,
le nombre d'heures majorées,
le taux horaire du salaire,
le montant du salaire brut,
la nature et le montant des retenues opérées,
le montant du salaire net versé au salarié.

77. *Période d'attente: a)* Tout salarié qui se présente au travail à l'heure conventionnelle sans avoir été avisé à l'avance, qu'on n'avait pas besoin de ses services, a droit à une indemnité égale à une (1) heure de travail.

Cependant, l'employeur n'a pas à payer ladite indemnité s'il a essayé sans succès de prévenir le salarié.

70. *Hours of work:* The standard 40-hour week shall consist of five, 8-hour days, between the hours of 8:00 a.m. to 5:00 p.m., Monday through Friday.

71. *Overtime:* (*a*) All work performed over and above the 8-hour day and 40-hour week mentioned above, including all work performed on Saturdays, is considered as overtime and shall be paid at time and a half.

(*b*) *Urgent work:* All urgent work (that work which must be performed so as to avoid injury or damages to persons and/or property) may be done outside the regular hours and paid at straight time. Proof of the urgency of such work rests with the employer. The employer must advise the Parity Committee thereof, in writing within thirty (30) days. Should the work be completed in less than one hour, the employee is entitled to at least one hour's pay.

72. *Holidays.* Work performed on Sunday, New Year's Day, Epiphany, Day, Good Friday, Ascension Day, Saint John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, December 26, Thanksgiving Day shall be paid at double time.

73. *Shift differential:* Should work entail the setting up of many shifts, employees called to work outside the hours laid down in section 71 shall receive an additional $0.10 an hour above their regular wages.

74. *Chargeman's bonus:* Any worker who is called to take charge of an eight (8) man team shall receive an additional bonus of $0.10 an hour. Should he take charge of sixteen (16) men, he shall receive an additional bonus of $0.20 an hour.

75. *Annual vacation with pay:* All workers covered by the decree are entitled to a vacation with pay. Each worker is entitled to 4% of his weekly wages which his employer will pay him above his weekly wages every week. The vacation with pay period shall be taken between May 1 and September 30, after agreement between employer and employee.

76. *Payment of wages:* (*a*) Wages are to be paid in full every Thursday, in cash or by cheque. Should Thursday be a non-working day, pay-day shall be on the preceding day.

(*b*) The following particulars should be listed on the earnings statement:

employer's name;
employee's name in full;
employee's occupation;
payment date and corresponding work period;
regular hours worked;
overtime hours worked;
hourly wage rate;
gross amount of wages;
type and amount of deductions made;
net take-home pay.

77. *Waiting period:* (*a*) Any employee who reports for work at the usual time and has not been previously advised that his services would not be required is entitled to a compensation equivalent to one (1) hour's pay.

However, if the employer has tried to get in touch with the employee but without success, the one (1) hour compensation need not be granted.

b) L'employeur peut exiger que ce salarié demeure à sa disposition pendant une (1) heure. Cette disposition ne s'applique pas au cas de mauvaise température.

78. *Bien-être et hygiène:* Les employeurs doivent aménager un endroit convenable qui permette aux ouvriers de prendre leurs repas si la situation l'exige. Ils doivent également aménager une chambre de toilette et fournir les accessoires nécessaires, tels que savons, serviettes, etc. à l'atelier.

79. *Véhicule:* Tout employeur qui exige qu'un salarié mette sa voiture à son service devra l'indemniser à raison de $0.10 du mille.

80. *Dispositions spéciales: a*) Les taux de salaire spécifiés dans le présent décret s'appliquent à tout travail exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de l'atelier.

b) Tout salarié affecté temporairement par le même employeur à un travail autre que celui de son emploi habituel doit recevoir le taux de salaire établi pour son métier.

c) L'employeur paie le temps du transport d'un salarié à compter de cinq (5) milles des limites de la cité de Sherbrooke.

d) Aucun compagnon ne doit travailler à l'exécution de travaux dans son métier à moins qu'il ne soit à l'emploi d'un entrepreneur électricien.

81. *Apprentissage: a*) Les employeurs et les salariés doivent se conformer aux règlements d'apprentissage déterminés dans la Loi des Électriciens, chapitre 172, pour les métiers auxquels s'applique ladite Loi.

b) L'apprenti doit se présenter devant le bureau des examinateurs électriciens à tous les ans.

c) Les apprentis-électriciens seront classifiés en quatre (4) catégories: 1re année, 2e année, 3e année et 4e année.

d) Dans ce métier, il ne peut y avoir qu'un (1) apprenti par compagnon.

e) L'apprenti ne doit travailler à l'exécution de travaux à moins qu'il ne soit sous l'autorité d'un salarié qualifié dans son métier.

82. *Congés de décès:* Tout salarié a droit à l'occasion du décès de son père, de sa mère, de son épouse ou de son enfant, à un congé payé d'une journée le jour des funérailles s'il s'agit d'un jour ouvrable et s'il fournit à l'employeur une preuve du décès.

83. *Champ d'application territorial: i)* Le présent chapitre s'applique aux districts électoraux de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Richmond et Wolfe. Il comprend les deux zones suivantes:

Zone I: Les cités et villes de Sherbrooke, Magog, Asbestos, Windsor, East Angus et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone II: Le reste du champ d'application territorial ci-haut décrit.

Cependant, dans la zone II, les taux de la zone I s'appliqueront dans les cas d'un contrat de construction générale s'élevant à $75,000 dollars et plus.

84. *Durée:* Le présent chapitre demeure en vigueur jusqu'au 31 août 1968.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie, un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au plus quatre-vingt-dix (90) jours et d'au moins soixante (60) jours avant le 31 août de l'année 1968 ou de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail. »

(*b*) An employer may request that an employee remain at his disposal for one (1) hour. This provision does not apply in the case of adverse weather conditions.

78. *Welfare and health measures:* Should the situation require it, employers must set up a convenient place for employees to have their meals. They should also set up a shop washroom and supply such things as: soap, towels, etc.

79. *Vehicle:* An employer who requests that an employee's car be placed at this disposal shall pay him $0.10 a mile.

80. *Special provisions:* (*a*) The wage rates laid down in this decree apply to all work performed outside or inside the shop.

(*b*) Should an employee be assigned to any work which is not his usual work, he shall receive the wage rate laid down for his trade.

(*c*) Employers pay an employee's travelling time over five (5) miles from the Sherbrooke city limits.

(*d*) No journeyman may perform work in his trade unless employed by an electrical contractor.

81. *Apprenticeship:* (*a*) Employers and employees shall abide by the apprenticeship regulations laid down in the Electricians' Act, chapter 172, for the trades covered by the said Act.

(*b*) Every year, the apprentice must go before the Board of Examiners.

(*c*) Apprentice-electricians are classified into four (4) categories: 1st year, 2nd year, 3rd year and 4th year.

(*d*) In this trade, there can only be one (1) apprentice per journeyman.

(*e*) No apprentice may perform work without being under the guidance of a qualified tradesman.

82. *Event of death:* In the event of the death of a father, mother, spouse or child, any employee is entitled to be paid for the day of the funeral, provided that this be a working day and that the employer be supplied with a proof of death.

83. *Territorial jurisdiction:* (*i*) This chapter applies to the electoral districts of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Richmond and Wolfe. It encompasses the following two zones:

Zone I: The cities and towns of Sherbrooke, Magog, Asbestos, Windsor, East Angus and the territory located within a five-mile radius of their limits.

Zone II: The remainder of the abovementioned territorial jurisdiction.

However, zone I reates will apply in zone II in the case of a general building contract of $75,000 dollars or more.

84. *Term:* The present chapter will remain in force until August 31, 1968.

It will automatically renew itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties give the other a written notice to the contrary, no more than ninety (90) and no less than sixty (60) days prior to August 31 of 1968 or of any subsequent year.

Such notice must also be filed with the Minister of Labour."

16° Les mots « juridiction territoriale » sont remplacés par les mots « champs d'application territorial » là où ils apparaissent encore dans ledit décret.

« *Note explicative:* Les appellations de certains métiers ont été modifiées dans le texte français du présent arrêté pour les rendre conformes à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes.

La substitution des nouvelles appellations aux appellations antérieures n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours ni, en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaires pour lesdits métiers qui ont une autre appellation dans le décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
12546-o JACQUES PRÉMONT.

16. The words "*juridiction territoriale*" are replaced by "*champ d'application territorial*" wherever they are still mentioned in the said decree.

"*Explanatory note:* The names of certain trades have been modified in the French text of this Order in Council solely to be consistent with the internationally-accepted French terminology. The English terms remain the same.

Substitution of the new terms for the old does not affect any vested or current interests. In particular, it does not prevent the application of the wage rates for such trades under another name in decree number 122 of February 29, 1956 and amendments; nor does it alter the validity of competency certificates and certificates for apprentices and handicapped workers issued in accordance with the terms previously used."

JACQUES PRÉMONT,
12546-o *Clerk of the Executive Council.*

Ministère du Travail

Avis de modification

Industrie de la construction — Saguenay

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans le district électoral de Saguenay, rendue obligatoire par le décret numéro 1323 du 16 avril 1962 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le 1er alinéa du paragraphe « *f* » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« *f*) Le terme « charpentier-menuisier de 2ième classe » désigne tout salarié qui détient un certificat de qualification de cette classe. »

2° Le paragraphe « *g* » suivant sera ajouté à l'article I:

« *g*) Le terme « terrassement » signifie tout travail ayant pour objet toute manipulation de terre et de la pierre, le gazonnement par l'ensemencement ou pose de tourbe en plaques ou bandes pour faire des rocailles, terrasses ou pelouses, mais ne comprend pas la plantation des arbres d'ornementation, d'arbustes ou de fleurs ainsi que l'entretien desdites plantations.

Ce terme ne comprend pas les travaux exécutés par les étudiants qui sont affectés durant les mois de juin, juillet et août au travail d'entretien ou au terrassement. »

3° Le paragraphe « *b* » de l'article V sera remplacé par le suivant:

« *b*) Tout salarié doit recevoir une majoration de vingt ($0.20) cents l'heure lorsqu'il travaille:

1° dans un tunnel de plus de vingt pieds de profondeur dont les parois de roc n'ont pas été blindées.

2° dans un puits de vingt pieds dont les parois verticales n'ont pas été blindées.

3° dans les cheminées d'accès forées de bas en haut lors de l'exécution du travail d'excavation ou de blindage.

Department of Labour

Notice of amendment

Construction industry — Saguenay

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction industry and trades in the electoral district of Saguenay (made binding by decree number 1323 of April 16, 1962 and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The first paragraph, subsection "*f*" of section I will be superseded by the following:

"(*f*) The term "carpenter-joiner, 2nd class" designates any employee who holds a competency certificate of such class."

2. The following subsection "*g*" will be added to section I:

"(*g*) The word "landscaping" means all work consisting of all handling of soil or stone; the making of lawns by sowing or by laying squares or rolls of sod for the purpose of forming rock gardens, terraces or lawns. It does not include the planting of ornamental trees, shrubs or flowers nor the care of such plants or transplants.

It does not include work done by students hired for maintenance or landscaping work during June, July and August."

3. Subsection "*b*" of section V will be replaced by the following:

"(*b*) Every employee shall receive an additional twenty cents (20¢) an hour when working:

1. in a tunnel twenty or more feet deep when its rock walls have not been timbered.

2. in a pit deeper than twenty feet when its sides have not been timbered.

3. in vertical adits when doing excavation or timbering work.

4° dans un tunnel blindé dont la vanne de garde est sous charge (tête d'eau). »

4° Le mot « mécanisé » apparaissant au paragraphe « *c* » de l'article V sera biffé.

5° La phrase suivante sera ajoutée à la fin du paragraphe « *c* » de l'article V:

« Tous les outils non-motorisés d'une valeur de $50.00 et plus seront fournis par l'employeur ».

6° Le mot « professionnel » apparaissant après le mot « employeur » au début du paragraphe « *a* » de l'article VII sera biffé.

7° Le mot « Confédération » sera ajouté après les mots « la Saint-Jean-Baptiste » apparaissant à la fin du paragraphe « *a* » de l'article VII.

8° Le paragraphe « *e* » suivant sera ajouté à l'article VII:

« *e*) Si l'un des jours non-ouvrables mentionnés au paragraphe « *a* » tombe au milieu de la semaine, l'observance pourra en être portée à la fin de la même semaine ou au début de la suivante. »

9° Le paragraphe suivant sera ajouté après le 2ième alinéa du paragraphe 2 de l'article VII-A:

« Pour être éligible à la rémunération des fêtes chômées et payées mentionnées au premier alinéa, l'employé doit être présent le jour de travail précédent ou suivant le jour de congé à moins d'une absence du travail autorisée par l'employeur, de maladie, accident ou mise-à-pied temporaire n'excédant pas douze (12) jours de calendrier. »

10° Le paragraphe « *c* » de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

« *c*) Dans les zones « A » et « B », il n'y a pas de limite horaire quotidienne pour les salariés qui font du travail de pavage de rue, route et terrain d'atterrissage, des travaux de trottoirs et de quais. La majoration pour les heures supplémentaires ne sera payée que pour les heures faites en dehors de la durée hebdomadaire de travail. »

11° Les mots « 31 mai 1965 » apparaissant au début du paragraphe « *d* » de l'article VIII seront remplacés par « 3 juin 1966 ».

12° La dernière phrase du 1er alinéa du paragraphe « *a* » de l'article IX sera biffée.

13° Le sous-paragraphe 2 du paragraphe « *d* » de l'article IX sera biffé.

14° Les mots « Du 1er juin 1963 au 31 mai 1965 » apparaissant au début du sous-paragraphe 3 du paragraphe « *d* » de l'article IX seront remplacées par les mots suivants: « Jusqu'au 31 mai 1968 ».

15° Le paragraphe « *a* » de l'article XIV sera remplacé par le suivant:

« *a*) Si l'employeur exige qu'un ou des salariés se rendent au travail sur un chantier situé au delà d'un rayon de dix (10) milles de sa place d'affaires, il doit payer temps simple pour le temps d'aller et de retour dudit chantier en dehors des heures régulières de travail. »

16° Le paragraphe « *b* » de l'article XIV sera remplacé par le suivant:

« *b*) Si à cause de ce déplacement, le salarié doit prendre pension à l'extérieur, l'employeur doit alors compenser la différence de $1.75 à $3.00 par jour si la pension est à la semaine et jusqu'à la limite de $5.00 par jour si la pension est à la journée. Cette allocation sera également versée par tout employeur non-résident dans le territoire sous la juridiction du présent décret et qui exige que ses employés se déplacent lors de l'exécution des travaux assujettis audit décret. »

17° Le paragraphe « *a* » de l'article XVI sera remplacé par le suivant:

4. in a timbered tunnel when its flood-gate is under pressure (water "head")."

4. The word "power" mentioned in subsection "*c*" of section V, will be deleted.

5. The following sentence will be added at the end of subsection "*c*", section V:

"All non-motorized tools valued at $50.00 or more shall be supplied by the employer".

6. The word "professional" preceding the word "employer" at the beginning of subsection "*a*" of section VII, will be deleted.

7. In subsection "*a*" of section VII, the words "Canada Day" will be added after the words "St. John the Baptist Day".

8. The following subsection "*e*" will be added to section VII:

"*e*) Should one of the non-working days mentioned in subsection "*a*" falls during the week, its observance may be deferred to the week end or to the beginning of the next."

9. The following subsection will be added after the second paragraph of subsection 2, section VII-A:

"To be entitled for payment of holidays mentioned in the first paragraph, an employee shall have been at work on the working day immediately preceding and following the holiday unless his absence is authorized by the employer or for reasons of illness or temporary lay-off not exceeding twelve (12) calendar days."

10. Subsection "*c*" of section VIII will be superseded by the following:

"(*c*) In zones "A" and "B", there is no daily hourly limits for employees engaged in street, highway and landing field paving as well as in sidewalk and wharf operations. Overtime shall only be paid for hours worked over and above the standard work week."

11. The date "May 31, 1965" mentioned at the beginning of subsection "*d*", section VIII, will be replaced by "June 3, 1966".

12. The last sentence of the first paragraph, subsection "*a*", section IX, will be deleted.

13. Subdivision 2, subsection "*d*", section IX will be deleted.

14. The words "From June 1, 1963 to May 31, 1965" mentioned at the beginning of subdivision 3, subsection "*d*", section IX, will be replaced by the following: "Until May 31, 1968".

15. Subsection "*a*" of section XIV will be replaced by the following:

"(*a*) Whenever an employer requests that one or more employees go to work on a site located beyond a ten-mile radius of his place of business, he shall pay straight time for time involved in travelling to and from such site outside of standard working hours."

16. Subsection "*b*" of section XIV will be superseded by the following:

"(*b*) Should such travelling oblige an employee to take up board, the employer shall then compensate the difference of $1.75 to $3.00 a day, should board be on a weekly basis and up to a $5.00 a day maximum should board be on a daily basis. Such living allowance shall also be paid to any non-resident employer in the territory under this decree's jurisdiction who requests that his employees travel to work on projects subject to the said decree."

17. Subsection "*a*" of section XVI will be superseded by the following:

« *a*) Dans les zones « A » et « B », les salaires hebdomadaires minimaux suivants doivent être payés:

	1er avril 1966	*1er mars 1967*
Salariés de métier..	$105.00	$112.50 $120.00
Employés non qualifiés.....	95.00	102.50 110.00

18° Le paragraphe « *c* » de l'article XVII sera remplacé par le suivant:

« *c*) Le salarié employé durant trois (3) journées consécutives dans la même semaine à un travail autre que son occupation régulière recevra pendant ledit travail la rémunération prévue pour cette nouvelle occupation. »

19° Le paragraphe « *d* » suivant sera ajouté à l'article XVII:

« *d*) *Accident de travail:* Si un salarié est victime d'un accident de travail, l'employeur lui versera son salaire pour la journée entière de l'accident sur présentation d'un certificat médical. »

20° Le paragraphe « *e* » suivant sera ajouté à l'article XVII:

« *e*) *Période de repos:* L'employeur accordera une pause de dix (10) minutes par demi-journée de travail. »

21° L'article XX sera remplacé par le suivant:

« XX. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mai 1968.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie par avis écrit recommandé à ce contraire, dans la période comprise entre le septième (7ième) et le sixième (6ième) mois précédant la date d'expiration du décret.

Un tel avis doit être également adressé au Ministre du Travail.

Les négociations devront commencer au début du sixième (6ième) mois précédant la date d'expiration du décret et être terminées dans les soixante (60) jours suivants. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 octobre 1965. 12546-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de Bijouterie et l'Horlogerie du Québec, établi en exécution du décret numéro 163 du 12 février 1948 et amendement, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2057 du 14 octobre 1965, section « B », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs profes-

"(*a*) In zones "A" and "B", the following minimum weekly wages shall be paid:

	April 1, 1966	*March 1, 1967*
Tradesmen.....	$105.00	$112.50 $120.00
Unskilled workers..	95.00	102.50 110.00

18. Subsection "*c*" of section XVII will be superseded by the following:

"(*c*) Whenever an employee is engaged in an occupation other than his own during three (3) consecutive days in a same week, he shall receive the wage rate laid down for such new occupation for all time so worked."

19. The following subsection "*d*" will be added to section XVII:

"(*d*) *Industrial accident:* Should an employee sustain an industrial accident, his employer shall pay him his full day's wages, upon presentation of a medical certificate."

20. The following subsection "*e*" will be added to section XVII:

"(*e*) *Break period:* Employers shall grant a ten-minute break period for each half-day's work."

21. Section XX will be superseded by the following:

"XX. *Term of the decree:* This decree remains in force until May 31, 1968.

It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice (by Registered Mail) to the contrary during the seventh (7th) and the sixth (6th) month prior to the decree's expiry date.

Such notice shall also be filed with the Minister of Labour.

Negotiations shall get under way at the beginning of the sixth (6th) month prior to the decree's expiry date and shall end within the next sixty (60) days."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 23, 1965. 12546-o

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Jewellery and Horology Joint Committee of Québec (established in pursuance of decree number 163 of February 12, 1948 and amendments, has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by

sionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1965 au 30 novembre 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 163 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 163 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire hebdomadaire établi comme base de calcul de prélèvement dans leur cas, soit $85.00.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 163 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au siège social du Comité paritaire, 20, rue St-Jean, suite 406, Québec, le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec, pour la période comprise entre le 1er novembre 1965 et le 30 novembre 1966.

LE COMITÉ CONJOINT DE BIJOUTERIE ET D'HORLOGERIE DU QUÉBEC
Siège Social: Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1965 et le 30 novembre 1966.

Order in Council number 2057 of October 14, 1965, section "B", authorizes this levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from November 1, 1965 to November 30, 1966. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said decree number 163 and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said decree number 163 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the basic weekly salary used as the levy calculation basis, i.e., $85.00.

(*c*) Employees governed by the said decree number 163 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection method*

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy, by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee's headquarters located at 20 St. Jean Street, suite 406, Québec, on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In compliance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec for the November 1, 1965 to November 30, 1966 period.

THE JEWELLERY AND HOROLOGY JOINT COMMITTEE OF QUEBEC
Head office: Quebec

Statement of estimated receipts and disbursements for the November 1, 1965 to November 30, 1966 period.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 4,660.00
Cotisations ouvrières	7,260.00
Cotisations artisanales	11,005.00
Pénalités et amendes	1,515.00
Honoraires d'examens	180.00
Intérêts de banque	100.00
	$24,720.00

Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 2,800.00
Salaire du personnel	3,472.00
Salaire des inspecteurs	6,000.00
Frais d'inspection	4,075.00
Honoraires: Bureau des examinateurs	1,000.00
Frais: Bureau des examinateurs	635.00
Loyer et Taxes	1,138.00
Frais judiciaires	1,625.00
Frais de vérification	350.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	625.00
Poste, téléphone, télégramme	725.00
Intérêt, échange, agios	190.00
Abonnement et publicité	380.00
Jetons de présence	320.00
Frais de déplacement (membres du Comité)	1,000.00
Frais d'affiliation	75.00
Assurance-chômage	92.00
Assurance-groupe	218.00
	$24,720.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 octobre 1965. 12546-o

Receipts:	
Dues, employers	$ 4,660.00
Dues, employees	7,260.00
Dues, artisans	11,005.00
Penalties and fines	1,515.00
Examination fees	180.00
Bank interest	100.00
	$24,720.00

Disbursements:	
Secretary's salary	$ 2,800.00
Staff's salary	3,472.00
Inspectors' salaries	6,000.00
Inspection expenses	4,075.00
Fees: Board of Examiners	1,000.00
Expenses: Board of Examiners	635.00
Rent and taxes	1,138.00
Legal fees	1,625.00
Auditing of books	350.00
Printing, stationery, office equipment	625.00
Postage, telephone and telegrams	725.00
Interest, exchange and agio	190.00
Subscription and advertising	380.00
Attendance tokens	320.00
Travelling expenses (Committee members)	1,000.00
Affiliation fee	75.00
Unemployment Insurance	92.00
Group insurance	218.00
	$24,720.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 23, 1965. 12546-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Détaillants d'Essence du Saguenay, établi en exécution du décret numéro 1905 du 7 novembre 1965, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2057 du 14 octobre 1965, section « C », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), a prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1965 au 1er novembre 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentioné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1905 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1905 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen établi par le Comité à $50.00 par semaine.

c) Les salaires régis par ledit décret numéro 1905 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendements), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that *le Comité paritaire des Détaillants d'Essence du Saguenay* (established in pursuance of decree number 1905 of November 7, 1965), has been authorised to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 2057 of October 14, 1965, section "C", authorizes this levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from November 1, 1965 to November 1, 1966. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said decree number 1905 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said decree number 1905 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average weekly wage set at $50.00 by the Committee.

(*c*) Employees governed by the said decree number 1905 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rappart financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministère du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Détaillants d'Essence du Saguenay, pour la période comprise entre le 1er novembre 1965 et le 1er novembre 1966.

COMITÉ PARITAIRE DES DÉTAILLANTS D'ESSENCE DU SAGUENAY

Siège social: 245, Racine est, Chicoutimi

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1965 et le 1er novembre 1966.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Cotisation patronales	$3,465.40
Cotisations ouvrières	3,465.40
Cotisations artisanales	640.00
Pénalités et amendes	405.90
Intérêts sur placements	3.18
	$7,979.88
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$2,400.00
Frais d'Inspection	1,340.00
Frais judiciaires	480.00
Frais de vérification	100.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	720.00
Intérêt, échange, agios	40.00
Abonnement et publicité	95.00
Jetons de présences (membres du comité)	360.00
Frais de déplacement (membres du comité)	720.00

2. *Collection method*

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy, by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10 of the month following the expiry date of the period for which it is required. The Professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will by given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Incompliance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 December 31 of each year.

Attached herewith is a statement of estinated receipts and disbursements of *le Comité paritaire des Détaillants d'Essence du Saguenay* for the November 1, 1965 to November 1, 1966 period.

COMITÉ PARITAIRE DES DÉTAILLANTS D'ESSENCE DU SAGUENAY

Head Office: 245 Racine Street East, Chicoutimi

Statement of estimated receipts and disbursements for the November 1, 1965 to November 1, 1966 period.

Receipts:	
Dues (½ of 1%):	
Employers	$3,465.40
Employees	3,465.40
Artisans	640.00
Penalties and fines	405.90
Interest on investments	3.18
	$7,979.88
Disbursements:	
Secretary's salary	$2,400.00
Inspection fees	1,340.00
Legal fees	480.00
Auditing of books	100.00
Printing, stationery, office equipment	720.00
Interest, exchange, agio	40.00
Subscription and advertising	95.00
Attendance tokens (Committee members)	360.00
Travelling expenses (Committee members)	720.00

Frais de délégation	$140.00
Frais d'affiliation	100.00
Assurance-groupe	53.40
Assurances-caution	10.00
Congés payés (remboursement)	100.00
	$6,658.40
Excédent des revenus	1,321.48
	$7,979.88

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 octobre 1965. 12546-o

Delegation expenses	$140.00
Affiliation fees	100.00
Group insurance	53.40
Fidelity bond	10.00
Paid holidays (re-imbursement)	100.00
	$6,658.40
Surplus	1,321.48
	$7,979.88

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 23, 1965. 12546-o

Ministère de la Voirie

Avis

Les routes ci-après designées ne seront plus, à l'avenir, entretenues par le ministère de la Voirie:

Dans la municipalité de la ville de Beaconsfield, comté de Jacques-Cartier:

La montée St-Charles sur une longueur de 5,975 pieds.

Dans la municipalité de la ville d'Anjou, comté de Bourget:

La montée de la Savane sur une longueur de 656 pieds.

Dans la municipalité de la cité de St-Léonard, comté de Bourget:

La rue Jarry sur une longueur de 11,654 pieds; la montée de la Savanne sur une longueur de 644 pieds.

Dans la municipalité de la cité de Dorval, comté de Jacques-Cartier:

La montée des Sources sur une longueur de 5,860 pieds; la nouvelle montée des Sources sur une longueur de 2,026 pieds; la montée Côte St-François sur une longueur de 6,275 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Kirkland, comté de Jacques-Cartier:

La montée St-Charles sur une longueur de 7,105 pieds; le rang Ste-Marie sur une longueur de 12,846 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Dollard-des-Ormeaux, comté de Jacques-Cartier:

La monté St-Jean sur une longueur de 7,717 pieds; la montée des Sources sur une longueur de 10,340 pieds.

Dans la municipalité de la cité de Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget:

Le boulevard des Deux-Rivières sur une longueur de 6,129 pieds.

Dans la municipalité de la cité de Montréal:

Le boulevard des Deux-Rivières sur une longueur de 580 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Ste-Anne-de-Bellevue, comté de Jacques-Cartier:

Le rang Ste-Marie sur une longueur de 16,886 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Roxboro, comté de Jacques-Cartier:

Les deux sections de la montée des Sources, l'une d'une longueur de 2,030 pieds et l'autre de 80 pieds.

Dans la municipalité de la cité de Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier:

La montée St-Charles sur une longueur de 4,550 pieds; la montée St-Jean sur une longueur de 2,425 pieds; la montée des Sources sur une longueur de 1,060 pieds.

Le Ministre de la Voirie,
12533-o BERNARD PINARD.

Department of Roads

Notice

The roads hereinafter designated will no longer be, in the furure, maintained by the Roads Department:

In the municipality of the town of Beaconsfield, county of Jacques-Cartier:

Montée St-Charles on a length of 5,975 feet.

In the municipality of the town of Anjou, county of Bourget:

Montée de la Savanne on a length of 656 feet.

In the municipality of the city of St-Léonard, county of Bourget:

Jarry Street on a length of 11,654 feet; montée de la Savanne on a length of 644 feet.

In the municipality of the city of Dorval, county of Jacques-Cartier:

Montée des Sources on a length of 5,860 feet; the new montée des Sources on a length of 2,026 feet; montée Côte St-François on a length of 6,275 feet.

In the municipality of the town of Kirkland, county of Jacques-Cartier:

Montée St-Charles on a length of 7,105 feet; Ste-Marie range on a length of 12,846 feet.

In the municipality of the town of Dollard-des-Ormeaux, county of Jacques-Cartier:

Montée St-Jean on a length of 7,717 feet; montée des Sources on a length of 10,340 feet.

In the municipality of the city of Pointe-aux-Trembles, county of Bourget:

Deux-Rivières Boulevard on a length of 6,129 feet.

In the municipality of the city of Montreal:

Deux-Rivières Boulevard on a length of 580 feet.

In the municipality of the town of Ste-Anne-de-Bellevue, county of Jacques-Cartier:

Ste-Marie range on a length of 16,886 feet.

In the municipality of the town of Roxboro, county of Jacques-Cartier:

Both sections of montée des Sources, on 2,030 feet long and the other 80 feet long.

In the municipality of the city of Pierrefonds, county of Jacques-Cartier:

Montée St-Charles on a length of 4,550 feet; montée St-Jean on a length of 2,425 feet; montée des Sources on a length of 1,060 feet.

BERNARD PINARD,
12533 *Minister of Roads.*

Avis

Les sections de routes ci-après désignées ne seront plus, à l'avenir, entretenues par le ministère de la Voirie:

Dans la municipalité de Duchesnay, comté de Gaspé-Nord:

Ancienne route No 6 — Tour de la Gaspésie:

Une section de 980 pieds à l'ouest de la nouvelle route, vis-à-vis du lot No P. 52A.

Dans la municipalité de St-Éleuthère, comté de Kamouraska:

Ancienne route No 51 — St-André — St-Alexandre — Rivière-Bleue — Frontière du Nouveau-Brunswick:

Une section de 690 pieds au nord de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos P. 23A, P. 23B et P. 24A.

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Justine-de-Newton, comté de Vaudreuil:

Ancien chemin St-Jacques:

Une section de 880 pieds à l'est du nouveau boulevard Cité des Jeunes, vis-à-vis des lots Nos P. 514 et P. 422; une section de 5,205 pieds à l'ouest du nouveau boulevard, vis-à-vis des lots Nos P. 515A, P. 423 à P. 427 inclusivement et 368 à 371 inclusivement; une section de 1,510 pieds à l'est du nouveau boulevard, vis-à-vis des lots Nos P. 372, 169, 167 et P. 427.

Le Ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

12533-o

Notice

Sections of the roads hereinafter designated will not in the future be maintained by the Roads Department:

In the municipality of Duchesnay, county of Gaspé-North:

Old road No. 6 — Gaspé Tour:

A section of 980 feet on the west of the new road, facing lot No. P. 52A.

In the municipality of St-Éleuthère, county of Kamouraska:

Old road No. 51 — St-André — St-Alexandre — Rivière-Bleue — New-Brunswick boundary:

A section of 690 feet on the north of the new road, facing lots Nos P. 23A, P. 23B and P. 24A.

In the municipality of the parish of Ste-Justine-de-Newton, county of Vaudreuil:

Old St-Jacques road:

A section of 880 feet on the east of new Cité des Jeunes Boulevard, facing lots Nos. P. 514 and P. 422; a section of 5,205 feet on the west of the new Boulevard, facing lots Nos. P. 515A, P. 423 to P. 427 inclusively and 368 to 371 inclusively; a section of 1,510 feet on the east of the new boulevard, facing lots Nos. P. 372, 169, 167 and P. 427.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

12533

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 15 septembre 1965.

M. Louis Dugal, de Rivière-du-Loup, avocat et membre du Barreau de la province: nommé, à compter du 1er octobre 1965, juge de la Cour de Bien-Etre Social, avec juridiction s'étendant à tous les district judiciaires pour lesquels la Cour de Bien-Être Social est ou sera établie, mais tout particulièrement et sans restriction, aux districts judiciaires de Kamouraska, Rimouski et Montmagny, avec résidence à Rivière-du-Loup ou dans le voisinage immédiat.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12478-o 45-65

Appointment

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Quebec, September 15, 1965.

Mr. Louis Dugal, of Rivière-du-Loup, lawyer and member of the Bar of the Province: appointed, from and after October 1, 1965, Judge of the Social Walfare Court, with jurisdiction extending to all the judicial districts for which the Social Welfare Court is or shall be established, but especially and without restriction, to the judicial districts of Kamouraska, Rimouski and Montmagny, with residence at Rivière-du-Loup or in the immediate vicinity.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12478 45-65

Soumissions

Ville de Terrebonne

Comté de Terrebonne

Avis de correction

Veuillez noter, que dans la demande de soumissions publiée à la page 5508 de la *Gazette officielle de Québec* du 16 octobre 1965, relativement à une émission de $340,000 d'obligations, le montant de l'émission devra se lire $325,000 cette émission sera faite en vertu des règlements suivants, et le tableau d'amortissement de l'émission sera tel qu'indiqué ci-dessous:

Règlements Nos: 631 — $10,000 — usine de filtration; 646 — $31,300 — aqueduc et égouts; 647 — $2,400 — aqueduc; 653 — $45,500 — aque-

Tenders

Town of Terrebonne

County of Terrebonne

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders published on page 5508 of the *Quebec Official Gazette* of October 16, 1965, in respect to an issue of $340,000 of bonds, the amount of the issue should read $325,000. This issue of $325,000 is effected under the authority of the following by-laws, and the table of redemption shall be as indicated hereunder:

By laws Nos: 631 — $10,000 — filtration plant; 646 — $31,300 — waterworks and sewers; 647 — $2,400 — waterworks; 653 — $45,500 —

duc et égouts; 662 — $175,000 — aqueduc et égouts; 673 — $22,700 — aqueduc; 674 — $5,400 — aqueduc; 676 — $20,000 — aqueduc et égouts; 685 — $12,700 — aqueduc et égouts.

Tableau d'amortissement — $325,000 — ans

1er novembre 1966	$ 8,500
1er novembre 1967	9,000
1er novembre 1968	10,500
1er novembre 1969	10,500
1er novembre 1970	11,500
1er novembre 1971	12,500
1er novembre 1972	13,000
1er novembre 1973	13,500
1er novembre 1974	14,000
1er novembre 1975	15,000
1er novembre 1976	15,000
1er novembre 1977	16,000
1er novembre 1978	16,500
1er novembre 1979	18,000
1er novembre 1980	19,500
1er novembre 1981	20,500
1er novembre 1982	21,000
1er novembre 1983	23,500
1er novembre 1984	24,500
1er novembre 1985	32,500

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions ci-haut demeurent inchangés.

Québec, le 18 octobre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-JACQUES LAUZON.

Hôtel de ville, C. P. 60,
3, rue St-Jean-Baptiste,
Terrebonne, (Terrebonne), P.Q. 12537-o

Ville de Bromont
Comté de Brôme-Shefford

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Albert Racicot, assistant-secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Blvd Bromont, Bromont, comté de Brôme, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 10 novembre 1965, pour l'achat de $100,000 d'obligations de la ville de Bromont, comté de Brôme, datées du 1er décembre 1965 et remboursables par séries du 1er décembre 1966 au 1er décembre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6% payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 15 — $100,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1965.

Tableau d'amortissement — $100,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1966	$ 1,000
1er décembre 1967	1,500
1er décembre 1968	1,500
1er décembre 1969	1,500
1er décembre 1970	1,500
1er décembre 1971	1,500
1er décembre 1972	2,000
1er décembre 1973	2,000
1er décembre 1974	2,000
1er décembre 1975	2,000
1er décembre 1976	2,000
1er décembre 1977	2,500
1er décembre 1978	2,500

waterworks and sewers; 662 — $175,000 — waterworks and sewers; 673 — $22,700 — waterworks; 674 — $5,400 — waterworks; 676 — $20,000 — waterworks and sewers; 685 — $12,700 — waterworks and sewers.

Table of redemption — $325,000 — 20 years

November 1, 1966	$ 8,500
November 1, 1967	9,000
November 1, 1968	10,500
November 1, 1969	10,500
November 1, 1970	11,500
November 1, 1971	12,500
November 1, 1972	13,000
November 1, 1973	13,500
November 1, 1974	14,000
November 1, 1975	15,000
November 1, 1976	15,000
November 1, 1977	16,000
November 1, 1978	16,500
November 1, 1979	18,000
November 1, 1980	19,500
November 1, 1981	20,500
November 1, 1982	21,000
November 1, 1983	23,500
November 1, 1984	24,500
November 1, 1985	32,500

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

Quebec, October 18, 1965.

JEAN-JACQUES LAUZON,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, C. P. 60,
3, St-Jean-Baptiste St.,
Terrebonne, (Terrebonne), P.Q. 12537-o

Town of Bromont
County of Brôme-Shefford

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Albert Racicot, assistant-secretary-treasurer, Town Hall, Bromont Blvd., Bromont, county of Brôme, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, November 10, 1965, for the purchase of an issue of $100,000 of bonds for the town of Bromont, county of Brôme, dated December 1, 1965, and redeemable serially from December 1, 1966 to December 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No 15 — $100,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1965.

Table of redemption — $100,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1966	$ 1,000
December 1, 1967	1,500
December 1, 1968	1,500
December 1, 1969	1,500
December 1, 1970	1,500
December 1, 1971	1,500
December 1, 1972	2,000
December 1, 1973	2,000
December 1, 1974	2,000
December 1, 1975	2,000
December 1, 1976	2,000
December 1, 1977	2,500
December 1, 1978	2,500

1er décembre 1979	$ 2,500
1er décembre 1980	3,000
1er décembre 1981	3,000
1er décembre 1982	3,000
1er décembre 1983	3,500
1er décembre 1984	3,500
1er décembre 1985	58,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 10 novembre 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Blvd Bromont, Bromont, comté de Brôme, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bromont, (Comté de Brôme), ce 20 octobre 1965.

L'Assistant-secrétaire-trésorier,
ALBERT RACICOT.

Hôtel de ville, Blvd Bromont,
Bromont, (Brôme), P.Q.
Téléphone: 372-6614, code 514. 12550-o

Ville de Châteauguay-Heights
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme Thelma Clarke, secrétaire-trésorière, Hôtel de ville, 70, avenue Carlyle, Châteauguay-Heights, comté de Châteauguay, jusqu'à 8.15 heures p.m., mardi, le 9 novembre 1965, pour l'achat de $400,000 d'obligations de la ville de Châteauguay-Heights, comté de Châteauguay, datées du 1er décembre 1965 et remboursables par séries du 1er décembre 1966 au 1er décembre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 50 — $400,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1965.

Tableau d'amortissement — $400,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1966	$ 5,000
1er décembre 1967	5,500
1er décembre 1968	5,500
1er décembre 1969	6,000
1er décembre 1970	6,500

December 1, 1979	$ 2,500
December 1, 1980	3,000
December 1, 1981	3,000
December 1, 1982	3,000
December 1, 1983	3,500
December 1, 1984	3,500
December 1, 1985	58,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Granby.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, November 10, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Bromont Blvd., Bromont, county of Brôme, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bromont, (County of Brôme), October 20, 1965.

ALBERT RACICOT,
Assistant-Secretary-Treasurer.

Town Hall, Bromont Blvd.,
Bromont, (Brôme), P.Q.
Telephone: 372-6614, code 514. 12550

Town of Châteauguay-Heights
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. Thelma Clarke, secretary-treasurer, Town Hall, 70 Carlyle Avenue, Châteauguay-Heights, county of Châteauguay, until 8:15 o'clock p.m., Tuesday, November 9, 1965, for the purchase of an issue of $400,000 of bonds for the town of Châteauguay-Heights, county of Châteauguay, dated December 1, 1965, and redeemable serially from December 1, 1966 to December 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 50 — $400,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1965.

Table of redemption — $400,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1966	$ 5,000
December 1, 1967	5,500
December 1, 1968	5,500
December 1, 1969	6,000
December 1, 1970	6,500

1er décembre 1971	$ 7,000
1er décembre 1972	7,000
1er décembre 1973	7,500
1er décembre 1974	8,000
1er décembre 1975	8,500
1er décembre 1976	9,000
1er décembre 1977	9,500
1er décembre 1978	10,000
1er décembre 1979	11,000
1er décembre 1980	11,500
1er décembre 1981	12,000
1er décembre 1982	13,000
1er décembre 1983	13,500
1er décembre 1984	14,500
1er décembre 1985	229,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 novembre 1965, à 8.15 heures du soir, Hôtel de ville, 70 avenue Carlyle, Châteauguay-Heights, comté de Châteauguay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay-Heights, (Comté de Châteauguay), ce 19 octobre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
MME THELMA CLARKE.

Hôtel de ville,
Châteauguay-Heights, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6072, code 514. 12551-o

December 1, 1971	$ 7,000
December 1, 1972	7,000
December 1, 1973	7,500
December 1, 1974	8,000
December 1, 1975	8,500
December 1, 1976	9,000
December 1, 1977	9,500
December 1, 1978	10,000
December 1, 1979	11,000
December 1, 1980	11,500
December 1, 1981	12,000
December 1, 1982	13,000
December 1, 1983	13,500
December 1, 1984	14,500
December 1, 1985	229,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay-Centre.

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec, fo the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as the principal office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 9, 1965, at 8:15 o'clock p.m., at Town Hall, 70 Carlyle Avenue, Châteauguay-Heights, county of Châteauguay.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay-Heights, (County of Châteauguay), October 19, 1965.

MRS. THELMA CLARKE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Châteauguay-Heights, (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-6072, code 514. 12551

Ville de Duberger
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul-André Robitaille, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 67, Boul. Central Nord, Duberger, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 11 novembre 1965, pour l'achat de $443,000 d'obligations de la ville de Duberger, comté de Québec, datées du 1er décembre 1965, et remboursables par séries du 1er décembre 1966 au 1er décembre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 193 — $90,200 — égouts de surface; 252 — $65,000 — aqueduc et égouts; 253 — $160,000 — garage et station de police-

Town of Duberger
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul-André Robitaille, secretary-treasurer, Town Hall, 67 Central North Blvd., Duberger, county of Quebec, until 8:00 o'clock p.m., Thursday, November 11, 1965, for the purchase of an issue of $443,000 of bonds for the town of Duberger, county of Quebec, dated December 1, 1965, and redeemable serially from December 1, 1966 to December 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 193 — $90,200 — surface sewers; 252 — $65,000 — aqueduct and sewers; 253 — $160,000 — garage and police-fireman station;

pompiers; 259 — $75,000 — aqueduc; 260 — $52,800 — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1965.

Tableau d'amortissement — $443,000 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1966	$ 11,500
1er décembre 1967	12,000
1er décembre 1968	13,500
1er décembre 1969	14,000
1er décembre 1970	14,500
1er décembre 1971	16,000
1er décembre 1972	16,000
1er décembre 1973	17,500
1er décembre 1974	19,500
1er décembre 1975	20,500
1er décembre 1976	14,000
1er décembre 1977	14,500
1er décembre 1978	15,500
1er décembre 1979	17,000
1er décembre 1980	17,500
1er décembre 1981	18,000
1er décembre 1982	19,500
1er décembre 1983	20,500
1er décembre 1984	22,500
1er décembre 1985	129,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 11 novembre 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 67, Boul. Central Nord, Duberger, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Duberger, (Comté de Québec), ce 20 octobre 1965.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL-ANDRÉ ROBITAILLE.
Hôtel de ville, 67, Boul. Central Nord,
Duberger, (Québec) P.Q.
Téléphone: 681-6007, code 418. 12552-o

259 — $75,000 — aqueduct; 260 — $52,800; — industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1965.

Table of redemption — $443,000 — 20 years

Year	Capital
December 1, 1966	$ 11,500
December 1, 1967	12,000
December 1, 1968	13,500
December 1, 1969	14,000
December 1, 1970	14,500
December 1, 1971	16,000
December 1, 1972	16,000
December 1, 1973	17,500
December 1, 1974	19,500
December 1, 1975	20,500
December 1, 1976	14,000
December 1, 1977	14,500
December 1, 1978	15,500
December 1, 1979	17,000
December 1, 1980	17,500
December 1, 1981	18,000
December 1, 1982	19,500
December 1, 1983	20,500
December 1, 1984	22,500
December 1, 1985	129,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on November 11, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 67 Central North Blvd., Duberger, county of Quebec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Duberger, (County of Quebec), October 20, 1965.

PAUL-ANDRÉ ROBITAILLE,
Secretary-Treasurer.
Town Hall, 67 Central North Blvd.,
Duberger, (Quebec) P.Q.
Telephone: 681-6007, code 418. 12552

Municipalité de Ste-Lucie
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Henri Auger, secrétaire-trésorier, Chemin Ste-Marguerite, Ste-Lucie, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 10 novembre 1965, pour l'achat de $121,000 d'obligations de la municipalité de Ste-Lucie, comté

Municipality of Ste-Lucie
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Henri Auger, Secretary-Treasurer, Ste-Marguerite Road, Ste-Lucie, county of Terrebonne, until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, November 10, 1965 for the purchase of an issue of $121,000 of bonds for the municipality of Ste-Lucie, county of

de Terrebonne, datées du 1er novembre 1965 et remboursables par séries du 1er novembre 1966 au 1er novembre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 86 — $24,500 — aqueduc; 102 — $21,000 — aqueduc; 103 — $42,500 — aqueduc et égouts; 104 — $33,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1965.

Tableau d'amortissement — $121,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1966	$ 2,000
1er novembre 1967	2,000
1er novembre 1968	2,000
1er novembre 1969	2,000
1er novembre 1970	2,000
1er novembre 1971	2,000
1er novembre 1972	2,000
1er novembre 1973	2,500
1er novembre 1974	2,500
1er novembre 1975	2,500
1er novembre 1976	3,000
1er novembre 1977	3,500
1er novembre 1978	3,500
1er novembre 1979	3,500
1er novembre 1980	3,500
1er novembre 1981	4,000
1er novembre 1982	4,000
1er novembre 1983	4,000
1er novembre 1984	4,000
1er novembre 1985	66,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Agathe-des-Monts.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 10 novembre 1965, à 8 heures du soir, à la Salle paroissiale, Ste-Lucie, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Lucie, (Comté de Terrebonne), ce 19 octobre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI AUGER.

Chemin Ste-Marguerite,
Ste-Lucie, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 326-3288, code 819. 12553-o

Terrebonne, dated November 1, 1965, and redeemable serially from November 1, 1966 to November 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 86 — $24,500 — aqueduct; 102 — $21,000 — aqueduct; 103 — $42,500 — aqueduct and sewers; 104 — $33,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1965.

Table of redemption — $121,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1966	$ 2,000
November 1, 1967	2,000
November 1, 1968	2,000
November 1, 1969	2,000
November 1, 1970	2,000
November 1, 1971	2,000
November 1, 1972	2,000
November 1, 1973	2,500
November 1, 1974	2,500
November 1, 1975	2,500
November 1, 1976	3,000
November 1, 1977	3,500
November 1, 1978	3,500
November 1, 1979	3,500
November 1, 1980	3,500
November 1, 1981	4,000
November 1, 1982	4,000
November 1, 1983	4,000
November 1, 1984	4,000
November 1, 1985	66,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Agathe-des-Monts.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, November 10, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Parish Hall, Ste-Lucie, county of Terrebonne.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Lucie, (County of Terrebonne), October 19, 1965.

HENRI AUGER,
Secretary-Treasurer.

Ste-Marguerite Road,
Ste-Lucie, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 326-3288, code 819. 12553

Village de Ste-Rosalie
Comté de Bagot

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Girard, secrétaire-trésorier, 63, rue Centre, Ste-Rosalie, comté de Bagot, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 9 novembre 1965, pour l'achat de $75,000 d'obligations du village de Ste-Rosalie, comté de Bagot, datées du 1er décembre 1965 et remboursables par séries du 1er décembre 1966 au 1er décembre 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 40 — $75,000 trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1965.

Tableau d'amortissement — $75,000 — 15 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1966	$3,000
1er décembre 1967	3,500
1er décembre 1968	3,500
1er décembre 1969	4,000
1er décembre 1970	4,000
1er décembre 1971	4,500
1er décembre 1972	4,500
1er décembre 1973	5,000
1er décembre 1974	5,000
1er décembre 1975	5,500
1er décembre 1976	5,500
1er décembre 1977	6,000
1er décembre 1978	6,500
1er décembre 1979	7,000
1er décembre 1980	7,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rosalie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 novembre 1965, à 8 heures du soir, à la Salle Paroissiale, Rue de l'Église, Ste-Rosalie, comté de Bagot, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Rosalie, (Comté de Bagot), ce 19 octobre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN GIRARD.

63, rue Centre, C.P. 69,
Ste-Rosalie, (Bagot), P.Q.
Téléphone: 799-3707, code 514. 12554-o

Village of Ste-Rosalie
County of Bagot

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean Girard, secretary-treasurer, 63, Centre Street, Ste-Rosalie, county of Bagot, P.Q., until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, November 9, 1965, for the purchase of an issue of $75,000 of bonds for the village of Ste-Rosalie, county of Bagot, dated December 1, 1965, and redeemable serially from December 1, 1966 to December 1, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 40 — $75,000 — sidewalks.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1965.

Table of redemption — $75,000 — 15 years

Year	*Capital*
December 1, 1966	$3,000
December 1, 1967	3,500
December 1, 1968	3,500
December 1, 1969	4,000
December 1, 1970	4,000
December 1, 1971	4,500
December 1, 1972	4,500
December 1, 1973	5,000
December 1, 1974	5,000
December 1, 1975	5,500
December 1, 1976	5,500
December 1, 1977	6,000
December 1, 1978	6,500
December 1, 1979	7,000
December 1, 1980	7,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Rosalie.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 9, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Parsh Hall, de l'Église Street, Ste-Rosalie, county of Bagot, P.Q.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Rosalie, (County of Bagot), October 19, 1965.

JEAN GIRARD,
Secretary-Treasurer.

63 Centre Street, P.O. Box 69,
Ste-Rosalie,(Bagot), P.Q.
Telephone: 799-3707, code 514. 12554

Canton de Sutton

Comté de Brome

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Mlle H. E. R. Bates, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Sutton, comté de Brome, jusqu'à 10 heures a.m., mercredi, 10 novembre 1965, pour l'achat de $50,000 d'obligations du canton de Sutton, comté de Brome, datées du 1er décembre 1965, et remboursables par séries du 1er décembre 1966 au 1er décembre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 228 — $50,000 — voirie et restauration d'édifices.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1965.

Tableau d'amortissement — $50,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1966	$1,500
1er décembre 1967	1,500
1er décembre 1968	1,500
1er décembre 1969	1,500
1er décembre 1970	2,000
1er décembre 1971	2,000
1er décembre 1972	2,000
1er décembre 1973	2,000
1er décembre 1974	2,500
1er décembre 1975	2,500
1er décembre 1976	2,500
1er décembre 1977	2,500
1er décembre 1978	3,000
1er décembre 1979	3,000
1er décembre 1980	3,000
1er décembre 1981	3,000
1er décembre 1982	3,500
1er décembre 1983	3,500
1er décembre 1984	3,500
1er décembre 1985	3,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sutton.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au siège social de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 10 novembre 1965, à 10 heures a.m., à l'Hôtel de ville, Sutton, comté de Brome.

Township of Sutton

County of Brome

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Miss H. E. R. Bates, Secretary-Treasurer, Town House, Sutton, county of Brome, until 10:00 o'clock a.m., Wednesday, November 10, 1965, for the purchase of an issue of $50,000 of bonds of the township of Sutton, county of Brome, dated December 1, 1965 and redeemable serially from December 1, 1966 to December 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 228 — $50,000 — roadworks and renovation of buildings.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1965.

Table of redemption — $50,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1966	$1,500
December 1, 1967	1,500
December 1, 1968	1,500
December 1, 1969	1,500
December 1, 1970	2,000
December 1, 1971	2,000
December 1, 1972	2,000
December 1, 1973	2,000
December 1, 1974	2,500
December 1, 1975	2,500
December 1, 1976	2,500
December 1, 1977	2,500
December 1, 1978	3,000
December 1, 1979	3,000
December 1, 1980	3,000
December 1, 1981	3,000
December 1, 1982	3,500
December 1, 1983	3,500
December 1, 1984	3,500
December 1, 1985	3,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sutton.

Principal and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether the interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the proce of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, November 10, 1965, at 10:00 o'clock a.m., at Town House, Sutton, county of Brome.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sutton, (Comté de Brome), ce 20 octobre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
MLLE H. E. R. BATES.

Hôtel de ville, B.P. 8,
Sutton, (Brome), P.Q.,
Téléphone: 538-2290, code 514. 12555

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-St-Rédempteur
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marc Fortier, secrétaire-trésorier, 82, 5e rue, St-Rédempteur, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 9 novembre 1965, pour l'achat de $290,000 d'obligations des commissaires d'écoles de la municipalité de Très-St-Rédempteur, datées du 1er décembre 1965 et remboursables par séries du 1er décembre 1966 au 1er décembre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieure à 6% payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 24 août 1965 — $290,000 — école élémentaire de 10 classes avec logement pour le personnel enseignant.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1965.

Tableau d'amortissement — $290,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1966	x$33,500
1er décembre 1967	x 35,500
1er décembre 1968	x 38,000
1er décembre 1969	x 40,000
1er décembre 1970	5,500
1er décembre 1971	6,000
1er décembre 1972	6,000
1er décembre 1973	6,500
1er décembre 1974	7,000
1er décembre 1975	7,500
1er décembre 1976	8,000
1er décembre 1977	8,500
1er décembre 1978	9,000
1er décembre 1979	9,500
1er décembre 1980	10,000
1er décembre 1981	10,500
1er décembre 1982	11,000
1er décembre 1983	12,000
1er décembre 1984	12,500
1er décembre 1985	13,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $148,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de $37,000 chacun, de 1966 à 1969 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cer emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sutton, (County of Brome), October 20, 1965.

MISS H. E. R. BATES,
Secretary-Treasurer.

Town House, P.O. Box 8,
Sutton, (Brome), P.Q.,
Telephone: 538-2290, code 514. 12555-o

The school commissioners for the municipality of Très-St-Rédempteur
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marc Fortier, Secretary-Treasurer, 82, 5th Street, St-Rédempteur, county of Lévis, P.Q. until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, November 9, 1965, for the purchase of an issue of $290,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Très-St-Rédempteur, dated December 1, 1965, and redeemable serially from December 1, 1966 to December 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 24, 1965 — $290,000 — elementary school of 10 classes with lodgings for the teaching personnel.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1965.

Table of redemption — $290,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1966	x$33,500
December 1, 1967	x 35,500
December 1, 1968	x 38,000
December 1, 1969	x 40,000
December 1, 1970	5,500
December 1, 1971	6,000
December 1, 1972	6,000
December 1, 1973	6,500
December 1, 1974	7,000
December 1, 1975	7,500
December 1, 1976	8,000
December 1, 1977	8,500
December 1, 1978	9,000
December 1, 1979	9,500
December 1, 1980	10,000
December 1, 1981	10,500
December 1, 1982	11,000
December 1, 1983	12,000
December 1, 1984	12,500
December 1, 1985	13,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $148,000 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of $37,000 each, from 1966 to 1969 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreaver, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, lenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 novembre 1965, à 8 heures du soir, à la Salle de l'École Élémentaire, place de la Fabrique, St-Rédempteur, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Très-St-Rédempteur, (Comté de Lévis), ce 19 octobre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
MARC FORTIER.

82, 5e rue C. P. 44,
St-Rédempteur, (Lévis), P.Q.
Téléphone: 694-2702 code 418. 12556-o

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date fo their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 9, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Elementary School Hall, Place de la Fabrique, St-Rédempteur, County of Lévis, P.Q.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Très-St-Rédempteur, (County of Lévis), October 19, 1965.

MARC FORTIER,
Secretary-Treasurer.

82, 5th, Street, P.O. Box 44,
St-Rédempteur, (Lévis), P.Q.
Telephone: 694-2702, code 418. 12556

Syndicats professionnels

Association des détaillants d'essence Saguenay — Lac St-Jean

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 19 juillet 1965, décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel « Association des détaillants d'essence Saguenay — Lac St-Jean », dont la constitution avait été autorisée le 15 novembre 1961, avec siège social à Chicoutimi, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20*a* de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12532-o 909-60

Syndicat professionnel des techniciens en radiologie médicale du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat professionnel des techniciens en radiologie médicale du Québec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 13 octobre 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 15 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12557-o 105-65

Professional Syndicates

Association des détaillants d'essence Saguenay — Lac St-Jean

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 19, 1965, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Association des détaillants d'essence Saguenay — Lac St-Jean", the incorporation of wich had been authorized on November 15, 1965, with head office at Chicoutimi, and such, in conformity with the provisions of section 20*a* of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162.

Quebec, October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12532 909-60

Syndicat professionnel des techniciens en radiologie médicale du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat professionnel des techniciens en radiologie médicale du Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on October 13, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Quebec, judicial district of Quebec.

Quebec, October 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12557 105-65

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présents donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de novembre 1964, et non réclamés aux bureaux de la « Canadian Pacific Express Company », à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the 1st day of November, 1964, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company", at different points in the Province of Quebec, will be sold at public auction to the highest bidder by

Frank Waddington, encanteur, 128 est, rue King, Toronto, Ontario, à ONZE heures du matin, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1965, à moins que lesdits effects ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué., le 20 septembre 1965.

Canadian Pacific Express Company,
Le Surintendant général,
E. M. THRASHER.

12154-39-6-o

Frank Waddington, Auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the FOURTH day of NOVEMBER, 1965, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Quebec, Que., September 20, 1965.

Canadian Pacific Express Company,
E. M. THRASHER,
General Superintendent.

12154-39-6-o

Vente par licitation

Rapaport *vs* Rapaport

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 503-657, Dame Cornelia Rybacka, demanderesse, *vs* Michael Rapaport, défendeur.

Avis de licitation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans de district de Montréal, et rendu par l'honorable juge Yves Leduc, le 31e jour d'août 1965, dans une cause dans laquelle Dame Cornelia Rybacka, ménagère, de ville de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de Michael Rapaport est demanderesse, et Michael Rapaport, de ville de Montréal, district de Montréal, est défendeur, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné, comme suit:

« Un emplacement ayant sur la rue St-Urbain, dans la ville de Montréal, et connu sur les plan et livre de renvoi officiels de Village Incorporée de Côte St-Louis, comme étant la subdivision quatre cent vingt-sept du lot No onze (11-427) mesurant cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec l'édifice y érigé et portant les numéros civiques 5149 et 5151 la rue St-Urbain, avec le droit de mitoyenneté dans le mur nord-ouest de l'immeuble contigu au sud-est.

Avec le droit de passage dans la ruelle en arrière en commune avec ceux qui y en jouissent. »

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1965, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience No 31, au Palais de Justice de Montréal, ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjucication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de deux milles cinq cent dollards ($2,500.00) par chèque visé a l'ordre du Protonotaire de la Cour Supérieure, sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, 7 octobre 1965.

Le Procureur du défendeur,
(*sgd*) SAUL HANDELMAN.

12497-43-2-o

Sale of Licitation

Rapaport *vs* Rapaport

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 503-657, Dame Cornelia Rybacka, plaintiff, *vs* Michael Rapaport, defendant.

Notice of licitation

Notice is hereby given that in virtue of a Judgement of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and redered by the Honourable Mr. Justice Yves Leduc on the 31st day of August, 1965, in a case in which Dame Cornelia Rybacka, housewife, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Michael Rapaport, duly authorized to these presents by this Honourable Court, is plaintiff, and Michael Rapaport of the city and district of Montreal, is defendant, ordering the licitation of the immoveable described as follows:

"An emplacement fronting on St. Urbain Street in the city of Montreal, known and designated as subdivision four hundred and twenty-seven of lot number eleven (11-427) on the official plan and in the book of reference of the Incorporated village of Côte St. Louis, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less.

Together with the building thereon erected bearing civic numbers 5149 and 5151 St. Urbain Street, and with the right of mitoyenneté in the northwest wall of the adjoining property to the south-east.

Together with the right of passage in the lane in rear in common with others having rights therein."

The abovedescribed innoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER, 1965, at HALF past TEN o'clock in the forenoon in No. 31, in the Court House, Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of theProthonotary of the Superior Court. Any oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six (6) days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereinabove limited they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of two thousand five hundred dollard ($2,500.00) shall be exacted before the sale from each and every bidder.

Montreal, October 7, 1965.

(*sgd*) SAUL HANDELMAN,
Attorney for the defendant.

12497-43-2-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plusbas.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, No 32,118. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec demandeur-requérant, et ARSÈME POULIN, cultivateur de St-Simon les Mines, R. R. 1, comté de Beauce, défendeur-intimé et RENÉ LEFAIVRE et YVON DELWAIDE, 111, côte de la Montagne, Québec, en leur qualité de syndics à la cession des biens du défendeur, mis-en-cause.

Pour être vendus « en bloc » les immeubles suivants:

« Une terre située en la paroisse de St-Simon les Mines, Beauce, connue et désignée comme étant les lots de terre six cent quatre-vingt-trois, six cent quatre-vingt-quatre, six cent quatre-vingt-cinq, six cent quatre-vingt-six, six cent quatre-vingt-sept, six cent quatre-vingt-huit, six cent quatre-vingt-neuf, six cent quatre-vingt-dix (683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690) selon le cadastre officiel pour la paroisse de St-François, Beauce, faisant maintenant partie de la paroisse de St-Simon les Mines, Beauce, avec bâtisses, circonstances et dépendances, sauf et à distraire du lot six cent quatre-vingt-sept susdit un emplacement réservé par Abraham Poulin, avec bâtisse y érigée, mesurant le dit emplacement environ un arpent en superficie. »

Sujet aux servitudes actives et passives, suivant titres.

Sous réserve des droits de mines et minéraux à qui de droit suivant titres.

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Simon les Mines, comté de Beauce, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Sherif, Palais de Justice,
St-Joseph de Beauce, le 20 septembre 1965.

12255-40-2-o

[Première insertion: 2 octobre 1965]
[Deuxième insertion: 23 octobre 1965]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, No 31-900. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur-requérant *vs* FERNAND CORRIVEAU, autrefois cultivateur de St-Anselme, comté de Dorchester, maintenant domicilié à St-Georges, province de Manitoba, défendeur-intimé.

Pour être vendus (en bloc) les immeubles suivants:

1° Le lot de terre numéro cinq cent dix-sept (517);

2° Un terrain ayant environ un arpent de terre de largeur est-ouest sur deux arpents de terre

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, No. 32,118. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff-petitioner, and ARSÈME POULIN, farmer of St-Simon les Mines, R. R. 1, county of Beauce, defendant-intimate, and RENÉ LEFAIVRE and YVON DELWAIDE, 111 côte de la Montagne Quebec, in their quality as trustees for the transfer of the defendant's property, mis-en-cause.

To be sold "in bloc" the following immoveables:

"A lot of land situate in the parish of St-Simon les Mines, Beauce, known and designated as being the lots of land six hundred and eighty-three, six hundred and eighty-four, six hundred and eighty-five, six hundred and eighty-six, six hundred and eighty-seven, six hundred and eighty-eight, six hundred and eighty-nine, six hubdred and ninety (683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690) according to the official cadaster for the parish of St-François, Beauce, now forming part of the parish of St-Simon les Mines, Beauce, with buildings, circumstances and dependencies, save and to deduct from lot six hundred and eighty-seventh the afore said emplacement reserved by Abraham Poulin, with building thereon erected, the said emplacement measuring about an arpent in superficial area."

Subject to the servitudes active and passive, pursuant to titles.

Under reserve of mining and mineral rights to whom it may concern, pursuant to titles.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Simon les Mines, county of Beauce, on the NINTH day of NOVEMBER 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's office, Court House,
St-Joseph de Beauce, September 20, 1965.

12255-40-2

[First insertion: October 2, 1965]
[Second insertion: October 23, 1965]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, No. 31-900. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff-petitioner, *vs* FERNAND CORRIVEAU, formerly a farmer of St-Anselme, county of Dorchester, now domiciled at St-Georges, Province of Manitoba, defendant-respondent.

The following immoveables to be sold "en bloc":

1. Lot of land number five hundred and seventeen (517);

2. A lot of land measuring approximately one arpent of land in width from east to west by two

de profondeur, plus ou moins pour le tout, faisant partie du lot numéro cinq cent quinze (P. S. de 515) étant la partie sud du lot, et borné comme suit: au sud par le trait carré, au nord par une partie restante dudit lot appartenant à Gérard Lamontagne, et tel que cloturé, à l'est par partie du lot numéro 517 ci-haut décrit, à l'ouest par partie du lot numéro 518 appartenant à Marc Marceau et tel que cloturé;

3° Les lots de terre numéros quatre cent cinquante, quatre cent cinquante et un, quatre cent cinquante-deux et quatre cent cinquante-cinq (450, 451, 452 et 455);

4° Un terrain ayant environ deux arpents de terre de largeur est-ouest sur six arpents de profondeur nord-sud, plus ou moins pour le tout, faisant partie du lot numéro quatre cent soixante-trois (P. de 463,) borné comme suit: au nord par partie dudit lot numéro 463 appartenant à Adrien Gagnon, au sud par partie du lot numéro 463 appartenant à Gérard Audet, à l'est par partie du lot numéro 464 appartenant à Adrien Gagnon, à l'ouest par partie du lot numéro 462 appartenant à Henri Cameron;

5° Les lots de terre numéros quatre cent cinquante-trois, quatre cent cinquante-six, quatre cent cinquante-sept, quatre cent cinquante-huit, et quatre cent cinquante-neuf (453, 456, 457, 458 et 459);

6° Un terrain ayant environ cinq arpents et demi de terre de largeur est-ouest sur onze arpents de terre de profondeur nord-sud, plus ou moins pour le tout, comprenant le lot numéro cinq cent treize en entier (513) et les parties sud des lots numéros cinq cent sept, cinq cent onze, cinq cent douze et cinq cent quatorze (P. S. de 507, 511, 512 et 514), borné comme suit: au nord par partie desdits lots numéros 507, 511, 512 et 514 appartenant à Maurice Gagné ou représentants (aujourd'hui Émilien Audet), au sud par la ligne de séparation d'avec le rang St-Mathieu, à l'est par les lots numéros 505 et 506 appartenant à Henri Cameron, à l'ouest partie par le lot numéro 517 plus haut décrit et par partie du lot numéro 515 appartenant à Gérard Lamontagne;

À distraire de partie de numéro 514 l'emplacement de la Commission Scolaire St-Anselme et à distraire du lot numoro 513 et partie du lot numéro 507 susdite l'emplacement de Louis Baillargeon;

7° Un terrain ayant deux arpents de terre de largeur est-ouest sur quinze arpents de profondeur nord-sud, plus ou moins pour le tout, faisant partie du lot de terre numéro quatre cent quarante et un (P. de 441), borné comme suit: au nord par Gérard Baillargeon, au sud par Raoul Blais, à l'est partie par Jos. Blouin et partie par le terrain ci-après cécrit (P. de 442), à l'ouest par partie du lot numéro 440 appartenant à Arthur Couture;

8° Un terrain ayant deux arpents et demi de terre de largeur est-ouest sur environ dix arpents de profondeur, faisant partie du lot de terre numéro quatre cent quarante-deux (P. de 442), borné au nord par partie dudit lot numéro 442 étant un terrain en bois debout appartenant à Madame Évangéliste Larochelle née Marie-Anne Boutin, au sud par Jos. Blouin, à l'est par Georges Roy, à l'ouest par le terrain ci-haut décrit (P. de 441);

Sujets lesdits lots numéro 507, 511, 512, 513 et 514 à une servitude de droit de passage en

arpents of land in depth, the wole more or less, forming part of lot number five hundred and fifteen (S.P. 515), being the south part of the lot, and bounded as follows: on the south by the trait-carré, on the north by a remaining part of the said lot belonging to Gérard Lamontagne, as fenced in, on the east by part of lot number 517 described above, on the west by part of lot number 518, belonging to Marc Marceau, and as fenced in;

3. Lot of land number four hundred and fifty, four hundred and fifty-one, four hundred and fifty-two and four hundred and fifty-five (450, 451, 452 and 455);

4. A lot of land measuring approximately two arpents in width from east to west by six arpents in depth, from north to south, the whole more or less, forming part of lot number four hundred and sixty-three (P. 463), bounded as follows: on the north by part of said lot number 463 belonging to Adrien Gagnon, on the south by part of lot number 463 belonging to Gérard Audet, on the east by part of lot number 464 belonging to Adrien Gagnon, on the west by part of lot number 462 belonging to Henri Cameron;

5. The lots of land number four hundred and fifty-three, four hundred and fifty-six, four hundred and fifty-seven, four hundred and fifty-eight and four hundred and fifty-nine (453, 456, 457, 458 and 459);

6. A lot of land measuring approximately five and one-half arpents in width from east to west by eleven arpents in depth, from north to south, the whole more or less, comprising the whole of lot number five hundred and thirteen (513) and the south parts of lots number five hundred and seven, five hundred and eleven, five hundred and twelve and five hundred and fourteen (S. P. 507, 511, 512 and 514) bounded as follows: on the north by parts of the said lots number 507, 511, 512 and 514 belonging to Maurice Gagné or representatives (now Émilien Audet), on the south by the line separating it from St-Mathieu Range, on the east by lots number 505 and 506 belonging to Henri Cameron, on the west partly by lot number 517 described above, and by part of lot number 515 belonging to Gérard Lamontagne;

To be withdrawn from part of number 514 is the emplacement belonging to the St-Anselme School Commission, and to be withdrawn from lot number 513 and part of lot number 507 mentioned above, is the emplacement of Louis Baillargeon;

7. A lot of land measuring two arpents in width from east to west by fifteen arpents in depth from north to south, the whole more or less, forming part of the lot of land number four hundred and forty-one (P. 441), bounded as follows: on the north by Gérard Baillargeon, on the south by Raoul Blais, on the east partly by Jos. Blouin and partly by the terrain hereinafter described (P. 442), on the west by part of lot number 440 belonging to Arthur Couture;

8. A lot of land measuring two and ony-half arpents in width from east to west by approximately ten arpents in depth, forming part of the lot of land number four hundred and forty-two (P. 422), bounded on the north by part of said lot number 442 being a terrain covered with standing timber belonging to Mrs. Évangéliste Larochelle, née Marie-Anne Boutin, on the south by Jos. Blouin, on the east by Georges Roy, on the west by the terrain described above (P. 441);

Said lots numbers 507, 511, 512, 513 and 514 are subject to a servitude of right of way in fa-

faveur de The Shawinigan Water & Power Co. suivant contrat enregistré à Dorchester sous le numéro 75125;

Sujets lesdits lots numéro 511, 512, 513 et 514 à une servitude de droit de passage en faveur de la Corporation de Téléphone de Québec suivant contrat enregistré à Dorchester sous le numéro 92339;

Sujets lesdits lots numéro 517, 511 et 513 susdits à une droit de passage à perpétuité en vaveur de Maurice Gagné ou représentants (aujourd'hui Émilien Audet) suivant contrat enregistré à Dorchester sous le numéro 109793;

Sujette la partie du lot numéro 513 susdit se trouvant au sud du chemin public à un droit passage à perpétuité, en faveur de Louis Baillargeon pour fins de réparation, entretien et posage de tuyaux ainsi que pour fins de réparation et entretien d'une source s'y trouvant, tel que mentionné en détail au contrat enregistré à Dorchester sous le numéro 109792;

Sujets ledit lot numéro 441 à une servitude de droit de passage en faveur de The Shawinigan Water & Power Co. suivant acte enregistré à Dorchester sous le numéro 75362;

Sujet le lot numéro 515 susdit à une servitude de passage en faveur de The Shawinigan Water & Power Co. suivant acte enregistré à Dorchester sous le numéro 75126 et à une autre servitude de droit de passage en faveur de la Corporation de Téléphone de Québec suivant acte enregistré à Dorchester sous le numéro 92330;

Sujet le lot numéro 517 susdit à une servitude de droit de passage en faveur de The Shawinigan Water & Power Co. suivant contrat enregistré à Dorchester sous le numéro 75124;

Sujet le lot numéro 442 susdit à une servitude de droit de passage en faveur de The Shawinigan Water & Power Co. suivant contrat enregistré à Dorchester sous le numéro 75361;

Avec droit de passage en faveur de l'emprunteur ou représentants dans un chemin se trouvant sur partie du lot numéro 442 susdit et appartenant à Marie Anne Boutin ou représentants pour permettre à l'emprunteur de communiquer avec le chemin public, tel que mentionné au contrat de vente enregistré à Dorchester sous le numéro 100,957;

Avec droit de passage en faveur de l'emprunteur ou représentants dans un chemin se trouvant sur partie du lot numéro 442 susdit et appartenant à Gérard Baillargeon ou représentants pour permettre à l'emprunteur ou ses représentants de communiquer avec le chemin public, tel que mentionné au contrat de vente enregistré à Dorchester sous le numéro 113,319;

Sauf et à distraire

À M. Claude Audet: « Le lot numéro 458 du cadastre officiel pour St-Anselme, Dorchester, mesurant 2 arpents, 8 perches de largeur sur 7 arpents, 8 perches, 9 pieds de profondeur, contenant en superficie 21 arpents, 98 perches, plus ou moins, borné au nord par les lots numéros 456 et 457, au sud par les lots numéros 407 et 408, au sud-ouest par le numéro 454 et au nord-est par le lot numéro 461.

À Alfred Couture Limitée: « 1° Un terrain ayant 2 arpents de largeur de l'est à l'ouest sur 15 arpents de profondeur, nord-sud, plus ou moins pour le tout, faisant partie du lot numéro 441 du cadastre officiel pour St-Anselme, Dor-

vour of The Shawinigan Water & Power Co. according to a contract registered in Dorchester under number 75125;

Said lots numbers 511, 512, 513 and 514 are subject to a servitude of tight of way in favour of the Corporation de Téléphone de Québec according to a contract registered in Dorchester under number 92339;

Said lots numbers 517, 511 and 513 mentioned above are subject to a right of way in perpetuity in favour of Maurice Gagné or representatives (now Émilien Audet) according to a contract registered in Dorchester under number 109793;

The obove-mentioned part of lot number 513 situated south of the public road is subject to a right of way in perpetuity in favour of Louis Baillargeon for the purposes of repairing, maintaining and installing pipes, as well as for purposes of repairing and maintaining a spring situated thereon, as mentioned in detail in a contract registered in Dorchester under number 109792;

Said lot number 441 is subject to a right of way in favour of The Shawinigan Water & Power Co. according to a deed registered in Dorchester under number 75362;

Lot number 515 mentioned above is subject to a servitude of right of way in favour of The Shawinigan Water & Power Co. according to a deed registered in Dorchester under number 75126 and to another servitude of right of way in favour of the Corporation de Téléphone de Québec according to a deed registered in Dorchester under number 92330;

Above-mentioned lot number 517 is subject to a servitude of right of way in favour of The Shawinigan Water & Power Co. according to a contract registered in Dorchester under number 75124;

Above-mentioned lot number 442 is subject to a servitude of right of way in favour of The Shawinigan Water & Power Co. according to a contract registered in Dorchester under number 75361;

With right of way in favour of the borrower or representatives on a road situated on part of lot number 442 mentioned above and belonging to Marie-Anne Boutin or representatives permitting the borrower to communicate with the public road, as mentioned in a deed of sale registered in Dorchester under number 100,957;

With right of way in favour of the borrower or representatives on a road situated on part of above-mentioned lot number 442, belonging to Gérard Baillargeon or representative, permitting the borrower or his representatives to communicate with the public road, as mentioned in a deed of sale registered in Dorchester under number 113,319;

Save and to be withdrawn

To Mr. Claude Audet: "Lot number 458 in the official cadaster of St-Anselme, Dorchester, measuring 2 arpents, 8 rods in width by 7 arpents, 8 rods, 9 feet in depth, having an area of 21 arpents, 98 rods, more or less, bounded on the north by lots numbers 456 and 457, on the south by lots numbers 407 and 408, on the south-west by lot number 454 and on the north-east by lot number 461."

To Alfred Couture Limitée: "1. A lot of land measuring 2 arpents in width from east to west by 15 arpents in depth from north to south, the whole more or less, forming part of lot number 441 in the official cadaster of St-Anselme, Dor-

chester, borné comme suit: au nord par Gérard Baillargeon ou représentants, au sud par Raoul Blais, à l'est partie à Jos. Blouin ou représentants et partie par le terrain ci-après décrit (P. 442), à l'ouest par partie du lot numéro 440 appartenant à Arthur Couture.

2° Un terrain ayant 2½ arpents de largeur est-ouest sur environ 10 arpents de profondeur, faisant partie du lot numéro 442 du cadastre officiel pour St-Anselme, Dorchester, borné au nord par partie dudit lot numéro 442, étant un terrain en bois debout appartenant à Dame Évangéliste Larochelle, née Marie-Anne Boutin ou représentants, au sud à Jos. Blouin ou représentants, à l'est par Georges Roy ou représentants, à l'ouest par le terrain ci-haut décrit (P. 441).

Avec droit de passage en faveur de l'acheteur ou représentants dans un chemin se trouvant sur partie du lot numéro 441 susdit et appartenant à Gérard Baillargeon ou représentents pour permettre à l'acquéreur ou ses représentants de communiquer avec le chemin public, tel que mentionné au contrat de vente enregistré à Dorchester sous le numéro 113,319. »

4° Le demandeur a renoncé à tous ses droits, titres et intérêts qu'il avait ou pouvait avoir dans un droit de passage constitué en faveur de partie du lot numéro 442 du cadastre officiel de St-Anselme, sur le résidu dudit lot 442 aux termes des actes de ventes enregistrés au Bureau d'Enregistrement de Dorchester, sous les numéros 100,957 et 122,460.

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Anselme, comté de Dorchester, le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député-Shérif,*
Palais de Justice, ADALBERT LESSARD.
St-Joseph de Beauce, le 5 octobre 1965.
12519-43-2-o

[Première insertion: le 23 octobre 1965]
[Deuxième insertion: le 13 novembre 1965]

chester, bounded as follows: on the north by Gérard Baillargeon or representatives, on the south by Raoul Blais, on the east partly by Jos. Blouin or representatives, and partly by the terrain described hereinafter (P. 422), on the west by part of lot number 440 belonging to Arthur Couture.

2. A lot of land measuring 2½ arpents in width from east to west by approximately 10 arpents in depth, forming part of lot number 442 in the official cadaster of St-Anselme, Dorchester, bounded on the north by part of said lot number 442, being a terrain covered with standing timber belonging to Dame Évangéliste Larochelle, née Marie-Anne Boutin or representatives, on the south by Jos. Blouin or representatives, on the east by Georges Roy or representatives, on the west by the above-described lot of land (P.441).

With right of way in favour of the buyer or representatives on a road situated on part of lot number 441 mentioned above and belonging to Gérard Baillargeon or representatives permitting the buyer or his representatives to communicate with the public road, as mentioned in a deed of sale registered in Dorchester under number 113,319."

4. The petitioner has renounced all his rights, deeds and interests which he had or might have had on a right of way constituted in favour of part of lot number 442 in the officeal cadaster of St-Anselme on the remainder of said lot 442 in the terms of deeds of sale registered in the Dorchester Registry Office, under numbers 100,957 and 122,460.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Anselme, county of Dorchester, on the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Court House, St-Joseph de Beauce,
October 5, 1965. 12519-43-2

[First insertion: October 23, 1965]
[Second insertion: November 13, 1965]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 15,243. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur-requérent, *vs* PIERRE PAUL RIVARD, cultivateur, R.R. no 1, de Racine, P.Q., district de Bedford, comté de Shefford, défendeur-intimé.

« Une ferme sise et située dans le canton d'Ély, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton d'Ély comme étant:

Le lot numéro deux cent cinquante-six (256), d'une contenance de cent vingt-cinq acres en superficie, plus ou moins;

Le lot numéro cent soixante-dix-sept (177), d'une contenance de cinquante-quatre acres en superficie, plus ou moins;

Le lot 177 précité est sujet à un droit de passage en faveur de Southern Canada Power Company Limited, ainsi qu'il appert des actes enregistrés au bureau d'enregistrement de Shefford sous les numéros 153300 et 155289. »

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 15,243. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff-petitioner. *vs* PIERRE PAUL RIVARD, farmer, R.R. No. 1, of Racine, P.Q., district of Bedford, county of Shefford, defendant-respondent.

"A farm being and situated in the township of Ély, known and designated on the official plan and book of reference for the township of Ély as being:

Lot number two hundred and fifty-six (256), of a contenance of one hundred and twenty-five acres in area, more or less;

Lot number one hundred and seventy-seven (177), of a contenance of fifty-four acres in area, more or less;

Lot 177 above-mentioned is subject to a passage right in favor of Southern Canada Power Company Limited, as well as registered acts appear at the registration office of Shefford under numbers 153300 and 155289."

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale St-Théophile, de Racine, P.Q., district de Bedford comté de Shefford, MERCREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PAUL ST. MARTIN.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, P.Q.

12558-43-2-o

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 15,172. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, P.Q., demandeur-requérent *vs* ADÉLARD COURCHESNE, cultivateur, St-Armand Ouest, comté de Missisquoi, district de Bedford, défendeur-intimé.

« Une ferme de la contenance de cent quatre-vingt-seize acres de terre en superficie, plus ou moins, connue et désignée comme étant composée des lots numéros deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois, deux cent trente-cinq, deux cent trente-six et deux cent trente-sept (Nos 222, 223, 235, 236 et 237) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Armand-Ouest, dans le comté de Missisquoi; sauf et à distraire cependant dudit lot numéro 222, les deux acres de terre appartenant à Bernard Richard, par l'acte enregistré sous le numéro 49081;

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et tous les droits, circonstances et dépendances y appartenant.

Servitude: Lesdits lots 222 et 223 sont sujets à une servitude ou droit de passage consenti en faveur de Southern Canada Power Co. par acte enregistré à Missisquoi sous le numéro 102936, tel droit permettant à ladite Compagnie l'installation et le maintien de sa ligne de transmission.

Lesdit lots 222 et 223 sont sujets à une servitude de passage pour l'installation d'une conduite d'eau, établie par convention entre Édouard Desranleau et Augustin Benoit, en date du 14 novembre 1929, devant Me J. R. B. Langevin, notaire, et enregistré à Missisquoi sous le numéro 64332. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale, Notre-Dame de Lourdes, à St-Armand Ouest, comté de Missisquoi, district de Bedford, JEUDI le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PAUL ST. MARTIN.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, P.Q.

12559-43-2-o

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Théophile, of Racine, P.Q., district of Bedford, county of Shefford, WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER, 1965, at TEN o'clock in the morning.

PAUL ST. MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, P.Q.

12558-43-2

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 15,172. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, P.Q., plaintiff-petitioner, *vs* ADÉLARD COURCHESNE, farmer, St-Armand West, county of Missisquoi, district of Bedford, defendant-respondent.

"A farm containing one hundred and ninety-six acres of land in area, more or less, known and designated as being composed of lots numbers two hundred and twenty-two, two hundred and twenty-three, two hundred and thirty-five, two hundred and thirty-six and two hundred and thirty-seven (Nos. 222, 223, 235, 236 and 237) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Armand-West, in the county of Missisquoi; save and to withdraw, however, from said lot number 222, the two acres of land belonging to Bernard Richard, by deed registered under number 49081;

With all the buildings thereon erected and all the rights, circumstances and depencencies belonging thereto.

Servitude: The said lots 222 and 223 are subject to a servitude or right-of-way granted in favour of Southern Canada Co. by deed registered at Missisquoi under number 102936, such right permitting to the company the installation and the maintenance of its transmission line.

The said lots 222 and 223 are subject to a servitude of passage for the installation of a water-main, established by agreement between Edouard Desranleau et Augustin Benoit, on November 14, 1929, before Me J. R. B. Langevin, notary, and registered at Missisquoi under number 64332."

To be sold "en bloc" at the parochial church door, Notre-Dame de Lourdes, at St-Armand West, county of Missisquoi, district of Bedford, THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PAUL ST. MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, P.Q.

12559-43-2

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Municipale, No 1815. CITÉ DES SEPT-ILES, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Sept-Iles, 546, Ave Dequen dans le district de Hauterive, demanderesse, *vs* LIONEL LEBEL, demeurant à 444 Ave Dequen Sept-Iles, district de Hauterive.

Tous les droits et privilèges de Lionel Lebel sur le lot 1937-1 du rang (2) village de Sept-Iles aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Letellier. De figure rectangulai-

HAUTERIVE

Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Municipal Court, No. 1815. CITY OF SEPT-ILES, a corporation legally incorporated, having its head office at Sept-Iles, 546, Dequen Avenue, in the district of Hauterive, plaintiff, *vs* LIONEL LEBEL, comiciled at 444, Dequen Avenue, Sept-Iles, district of Hauterive.

All the rights and privileges of Lionel Lebel on lot 1937-1 of range (2) village of Sept-Iles on the official plan and book of reference for the township of Letellier. Of rectangular figure,

re, borné au Nord Est par le lot 1937-2, au Sud Est par le lot 1936, au Sud Ouest par les lots 1920, 1919, 1918, au Nord Ouest par le lot 1938-1; mesurant soixante-quinze pieds (75′) de largeur, cent trois pieds et quarante-cinq centième (103.45′) de profondeur; contenant en superficie sept mille sept cent cinquante-huit pieds carrés. m.a. (7,758′).

Tous les droits et privilèges de Lionel Lebel sur le lot mille neuf cent trente six subdivision un (1936-1) du rang deux (2) village des Sept-Iles, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Letellier.

De figure rectangulaire, borné au Nord-Est par le lot 1936-2 au Sud-Est par le lot 1935-1, au Sud-Ouest par les lots 1921 et 1920, au Nord-Ouest par le lot 1937-1; mesurant soixante-quinze pieds (75′) de largeur, cent trois pieds et quarante-cinq centième (103.45′) de profondeur: contenant en superficie sept milles sept cent cinquante-huit pieds carrés. M.A. (7,758′)

Le lot 515, rang deux (2) village des Sept-Iles aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Letellier. De figure rectangulaire, borné vers le Nord Est au lot cinq cent quatre-vingt-onze (591); vers le Sud Est au lot cinq cent seize (516′); vers le Sud Ouest à une rue; vers le Nord Ouest au lot cinq cent quatorze; mesurant sur ses côtés Nord Est et Sud Ouest une chaine; sur ses côtés Sud Est et Nord Ouest deux chaines (2). Contenant une superficie de deux (2) dixièmes d'âcre (0.2).

Le tout sujet aux droits prioritaires de la couronne.

Avec bâtisses dessus construites circonstance et dépendance.

Pour être vendu à la porte de l'église Marie Immaculé de Sept-Iles dans le district de Hauterive le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE 1965 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
GÉRARD ROY.

Bureau du Député-Shérif,
Sept-Iles.
12534-43-2-o

bounded on the North-East by lot 1937-2, on the South-East by lot 1936, on the South-West by lots 1920, 1919, 1918, on the North-West by lot 1938-1; measuring seventy-five feet (75′) in width, one hundred and three feet and forty-five hundredths (103.45′) in depth; containing in area seven thousand seven hundred and fifty-eight square feet. E.M. (7,758′).

All the rights and privileges of Lionel Lebel on lot one thousand nine hundred and thirty-six subdivision one (1936-1) of range two (2) village of Sept-Iles, on the official cadastral plan and book of reference for the twonship of Letellier.

Of rectangular figure, bounded on the North-East by lot 1936-2 on the South-East by lot 1935-1, on the South-West by lot 1921 and 1920, on the North-West by lot 1937-1; measuring seventy-five feet (75′) in width, one hundred and three feet and forty-five hundredths (103.45′) in depth: containing in area seven thousand seven hundred and fifty-eight square feet. E.M. (7,758′).

Lot 515, range two (2) village of Sept-Iles on the official cadastral plan and book of reference for the township of Letellier. Of rectangular figure, bounded on the North-East by lot five hundred and ninety-one (591); on the South-East by lot five hundred and sixteen (516′); on the South-West by a street; on the North-West by lot five hundred and fourteen; measuring on its North-East and South-West sides a chain; on its South-East and North-West sides two chains (2). Containing an area of two (2) tenths of an acre (0.2).

The whole subject to the prioritary rights of the crown.

With buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of Marie Immaculé de Sept-Iles Church, in the district of Hauterive, on the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

GÉRARD ROY,
Deputy-Sheriff.

Deputy Sheriff's office,
Sept-Iles.
12534-43-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 171.

LOUIS FREEMAN, rentier, domicilié en la cité de Philadelphie, dans l'État de Pennsylvanie, un des États-Unis d'Amérique, demandeur, *vs* LUCIEN PRUD'HOMME, domicilié à St-Pierre de Wakefield, dans le district de Hull, province de Québec, défendeur.

« L'immeuble faisant partie du lot 30A, du rang 5 du plan officiel et livre de renvoi du canton de Wakefield, ayant une largeur de 50 pieds et la profondeur pouvant exister entre le chemin et le trait carré, limité au nord par le chemin Peabody, à l'est par un chemin public, au sud et à l'ouest par une clôture de ligne, le tout avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église St-Pierre de Wakefield, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE 1965, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 13 octobre 1965.
12539-43-2-o

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superoir Court, No. 171.

LOUIS FREEMAN, annuitant, domiciled in the city of Philadelphie, in the State of Pennsylvanie, one of the United States of America, plaintiff, *vs* LUCIEN PRUD'HOMME, domiciled in St. Pierre de Wakefield, in the district of Hull, Province of Quebec, defendant.

"The immoveable forming part of lot 30A, range 5 on official plan and book of reference for the township of Wakefield, having a width of 50 feet and the depth that may be between the road and the "trait carré", bounded on the north by Peabody Road, on the east by a public road, on the south and on the west by a line fence, the whole with the buildings thereon erected."

To be aold at the church door of St. Pierre de Wakefield, on the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER, 1965, at FOUR o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
October 13, 1965.
12539-43-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 173. { DAME ROSE GARLAND, ménagère, de la cité de Philadelphie, dans l'État de Pennsylvanie, l'un des États-Unis d'Amérique, épouse séparée de biens de Solomon Zukin, marchand, de la cité de Philadelphie, État de Pennsylvanie, l'un des États-Unis d'Amérique, et ledit Solomon Zukin, aux fins d'autoriser son épouse aux fins des présentes, demandeurs, *vs* OMER DAGENAIS, domicilié à St-Pierre de Wakefield, dans le district de Hull, Province de Québec, défendeur.

« L'immeuble faisant partie du lot No 20B du Deuxième Rang du canton de Wakefield, comté de Gatineau, mesurant approximativement un acre de largeur faisant front sur le chemin de St-Pierre de Wakefield, par deux acres de profondeur et borné en front par le chemin St-Pierre de Wakefield, en arrière par la partie du même lot, propriété d'Edgard Momy ou ses représentants, vers l'ouest par la partie du même lot également la propriété d'Edgard Momy ou ses représentants, vers l'est par la partie du lot No 20C, du Deuxième Rang, propriété de Daniel Dubois ou ses représentants, le tout avec les bâtisses y érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-Pierre de Wakefield, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE, 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
Ce 13 octobre 1965.

12540-43-2-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat, No 31408. { UGO & LÉON SORDINI entrepreneurs de la rue Magnus à Gatineau, faisant affaires ensemble à Pointe-Gatineau, sous les nom et raison de Sordini Concrete Reg'd., demendeurs, *vs* LE CITOYEN CIE DE CONSTRUCTION LTÉE., corps légalement constitué, faisant affaires à Gatineau, défendeur et LÉO PARIZEAU, de Gatineau, P.Q., ayant fait défaut de déclarer dans une cause de la Cour de Magistrat portant le numéro 31408, mis-en-cause.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot cent soixante-neuf de la subdivision du lot originaire seize « B » (16B-169) au cadastre officiel du premier rang du canton de Templeton, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, appartenant audit mis-en-cause Léo Parizeau.

Pour être vendu à la porte de l'église St. Jean Marie Vianney, dans la ville de Gatineau, le VINGT-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE, 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St. Pierre.

Bureau du Shérif,
ce 17 août 1965.

12541-43-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 173. { DAME ROSE GARLAND, housewife, of the city of Philadelphia, in the State of Pennsylvania, one the United States of America, wife separate as to property of Solomon Zukin, merchant, of the city of Philadelphia, State of Pennsylvania, one of the United States of America, and the said Solomon Zukin, for the purposes of authorizing his wife for the purpose of these presents, plaintiffs, *vs* OMER DAGENAIS, domiciled at St. Pierre de Wakefield, in the district of Hull, Province of Quebec, defendant.

"The immoveable being part of lot No. 20B of the Second Range of the township of Wakefield, county of Gatineau, measuring approximately one acre in width fronting on the St. Pierre de Wakefield road, by two acres in depth and bounded in front by the St. Pierre de Wakefield road, in the rear by part of the same lot, property of Edgard Momy or his representatives, toward the west by part of the same lot also the property of Edgard Momy or his representatives, toward the east by part of lot No. 20C, of the Second Range, property of Daniel Dubois or his representatives, the whole with buildings thereon erected."

To be sold at the church door of St. Pierre de Wakefield, the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's office,
October 13, 1965.

12540-43-2

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court, No. 31408. { UGO & LÉON SORDINI, contractors of Magnus Street, at Gatineau, carrying on business together at Pointe-Gatineau, under the style and name of Sordini Concrete Reg'd., plaintiffs, *vs* LE CITOYEN CIE DE CONSTRUCTION LTÉE, body legally incorporated, carrying on business at Gatineau, defendant, and LÉO PARIZEAU, of Gatineau, P.Q., having failed to declare in a case in the Magistrate's Court bearing number 31408, mis-en-cause

"An immoveable known and designated as being lot one hundred and sixty-nine of the subdivision of the original lot sixteen "B" (16B-169) on the official cadaster of the first range of the township of Templeton, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, belonging to the said mis-en-cause Léo Parizeau.

To be sold at the church door of St. Jean Marie Vianney, in the town of Gatineau, on the TWENTY-NINTH day of NOVEMBER, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St. Pierre,
Sheriff.

Sheriff's office,
August 17, 1965.

12541-43-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 501 908. { LÉONARD DUBÉ, en sa qualité de tuteur à son fils mineur, Bernard, demandeur, *vs* RENÉ DUBOIS, défendeur,

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 501 908. { LÉONARD DUBÉ, in his capacity as tutor to his minor son, Bernard, plaintiff, *vs* RENÉ DUBOIS, defendant.

Un emplacement ayant front sur la deuxième Avenue, dans le quartier Rosemont, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux mille quatre cent soixante-treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-douze (172-2473) aux plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins:

Avec la maison portant les numéros 5792 à 5796 de ladite 2e Avenue, dont les murs latéraux sont mitoyens, avec les propriétés adjacentes, et dépendances y érigées.

À distraire cependant dudit lot, la partie nord-ouest vendue à M. Raoul Moquin, suivant l'acte de vente passé devant Me P. E. Paquin, notaire, et enregistré à Montréal, sous le No 912251 comprenant tout le terrain sur lequel est érigée la moitié du mur entre la maison précitée et celle de M. Moquin, rendu mitoyen par ledit acte de vente, ce terrain mesurant six pouces de largeur sur 40 pieds et un dixième de profondeur.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes, ou occultes, attachées audit immeuble et spécialement avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec tous autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1965, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 27 septembre 1965. 12287-40-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 679 784. REYNALD, PAQUET, demandeur, *vs* LES HÉRITIERS de la Succession de feu FERNAND HÉBERT.

« Lot de terre situé en la ville de Pointe-aux-Trembles connu et désigné sous le numéro un de la subdivision du lot huit de la résubdivision officielle du lot originaire numéro deux cent vingt-neuf (229-8-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1965, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 27 septembre 1965. 12288-40-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 568 952. THE ROYAL EXCHANGE, demanderesse *vs* ROGER BILLETTE *et al*, défendeurs.

« Ce certain emplacement situé au coin des rues St-François Xavier et St-Sacrement, en la ville de Montréal, connu comme étant le lot numéro cent trente-deux (132) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier ouest de la ville de Montréal, mesurant quarante et un pieds et huit dixièmes d'un pied le long de la rue St-François Xavier, quarante-deux pieds et deux dixièmes d'un pied de largeur à l'arrière, soixante-six pieds et sept dixièmes d'un pied sur sa ligne nord-ouest et soixante-six pieds et huit dixièmes d'un pied le long de la rue St-Sacrement, et comprenant une

An emplacement having frontage on Second Avenue in Rosemount Ward, in the city of Montreal, known and designated as being lot number two thousand four hundred and seventy-three of the official subdivision of original lot number one hundred and seventy-two (172-2473) in the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring twenty-five feet in width by seventy-eight feet in depth, English measure, more or less:

With a house bearing numbers 5792 to 5796 on the said 2nd Avenue, the lateral walls of which are common, with the adjacent properties, and dependencies thereon erected.

To be withdrawn from the said lot, however, is the northwest part sold to Mr. Raoul Moquin, according to a deed of sale drawn up before Me P. E. Paquin, notary, and registered in Montreal under No. 912251 comprising the entire terrain on which is erected half of the wall between the aforementioned house and that of Mr. Moquin, which was made common by the said deed of sale, this terrain measuring six inches in width by forty and one-tenth feet in depth.

The whole as it is presently to be found with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immoveable and especially with a right of way in the lane in the rear in common with all others having right thereto.

To be sold at my office in the city of Montreal, the FIFTH day of the month of NOVEMBER, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's office, *Sheriff.*
Montreal, September 27, 1965. 12287-40-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 679 784. REYNALD PAQUET, plaintiff, *vs* THE HEIRS to the estate of the late FERNAND HÉBERT.

"A lot of land situated in the town of Pointe-aux-Trembles known and designated under number one of the subdivision of lot eight of the official resubdivision of original lot number two hundred and twenty-nine (229-8-1) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles."

To be sold at my office in the city of Montreal, the FIFTH day of the month of NOVEMBER, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, September 27, 1965. 12288-40-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 568 952. THE ROYAL EXCHANGE, plaintiff, *vs* ROGER BILLETTE *et al.*, defendants.

"That certain emplacement situate at the corner of St. François Xavier and St. Sacrement Streets in the city of Montreal, known as lot number one hundred and thirty-two (132) on the official plan and book of reference of the west ward of the city of Montreal, measuring forty-one feet and eight-tenths of a foot along St. François Xavier Street, forty-two feet and two-tenths of a foot in width in rear, sixty-six feet and seven-tenths of a foot in its northwest line and sixty-six feet and eight-tenths of a foot along St. Sacrement Street, and containing a superficial

superficie de deux mille huit cent trois pieds carrés, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Avec les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 430 et 434, rue St-François Xavier.

Comme ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 18 octobre 1965. 12535-43-2

area of two thousand eight hundred and three square feet, the whole English measure and more or less.

With the buildings thereon erected bearing civic numbers 430 and 434 St. François Xavier Street.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of the month of NOVEMBER 1965, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, October 18, 1965. 12535-43-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 136-193. SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION ET DE FIDUCIE, corps politique légalement incorporé, avec siège social à Montréal, et une place d'affaires à Québec, 113 rue St-Pierre, district de Québec, *contre* JOSEPH GIGNAC, autrefois courtier d'assurances, domicilié au 155, rue des Saules Est, en la cité de Québec, district de Québec, et LE REGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE QUÉBEC, mis-en-cause.

« Les lots désignés sous les numéros vingt-deux, vingt-trois et vingt-quatre (22, 23 et 24) des subdivisions du lot originaire numéro sept cent vingt-et-un (721), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Charlesbourg, situés sur l'avenue des Saules, avec la maison dessus construite pourtant le numéro civique cent cinquante-trois (153) circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à mon bureau au Palais de Justice, à Québec, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 20 octobre 1965. 12560-43-2-o
[Première insertion: 23 octobre 1965.]
[Deuxième insertion: 13 novembre 1965.]

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 136-193. SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION ET DE FIDUCIE, body politic legally incorporated, having its head office in Montreal, and a place of business in Quebec, 113 St-Pierre St., district of Quebec, plaintiff, *vs* JOSEPH GIGNAC, formerly insurance broker, domiciled at No. 155 Des Saules St., East, in the city of Quebec, district of Quebec, and THE REGISTRAR OF THE QUEBEC REGISTRATION DIVISION, mis-en-cause.

"Lots designed under number twenty-two, twenty-three, twenty-four (22, 23 and 24) of the subdivisions of original lot number seven hundred and twenty-one (721), on official plan and book of reference in the cadaster for the parish of Charlesbourg, situated on Des Saules Avenue, with the house thereon erected bearing civic number one hundred and fifty-three (153), circumstances and dependencies."

To be sold at my office in the Court House, in Quebec, on the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Quebec, October 20, 1965. 12560-43-2
[First insertion: October 23, 1965.]
[Second insertion: November 13, 1965.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 18,256. ROGER CLOUTIER, gentilhomme, des cité et district de Montréal, demandeur *vs* LES HÉRITIERS DE FEUE DAME ARTÉMISE NADEAU, de son vivant épouse de feu Charles Lemoine, demeurant et domicilié au 4210 Marie-Victorin, Tracy, district de Richelieu, défendeurs.

« Un emplacement situé en la ville de Tracy, côté est de la route Marie-Victorin, faisant partie du lot numéro trente-cinq (35) du cadastre officiel de la paroisse de St-Pierre de Sorel, mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur cent pieds de profondeur (75'x100'); tenant en front la route Marie-Victorin, en profondeur le numéro 35-13 au nord le numéro trente-quatre (34) au sud le numéro 35-12 avec la maison y dessus

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 18,256. ROGER CLOUTIER, gentleman, of the city and district of Montreal, plaintiff *vs* THE HEIRS OF MRS. ARTÉMISE NADEAU, DECEASED, when living wife of Charles Lemoine deceased, living and domiciled at 4210 Marie-Victorin, Tracy, district of Richelieu, defendants.

"An emplacement situated in the town of Tracy, on the east side of Marie-Victorin Route, being part of lot number thirty-five (35) of the official cadastre of the parish of St-Pierre de Sorel, measuring seventy-five feet in width by one hundred feet in depth (75'x100'); holding in front by Marie-Victorin Route, in depth by number 35-13 on the north by number thirty-four (34) on the south by number 35-12 with the

érigée portant le numéro civique 4210 de ladite route Marie-Victorin. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Enfant Jésus, à Tracy, comté de Richelieu, district de Richelieu, le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Sherif,
Sorel, le 13 octobre 1965. 12520-43-2-o

house erected thereon bearing civic number 4210 of the said Marie-Victorin Route."

To be sold at the church door of the parish of l'Enfant Jésus, at Tracy, county of Richelieu, district of Richelieu, the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1965, at ELEVEN o'clock in the morning'

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, October 13, 1965. 12520-43-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 32-506. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, Dit district, demanderesse *vs* FABIEN ST-PIERRE, autrefois cultivateur de Val-Brillant, comté de Matapédia, maintenant domicilié à 641-A, rue Dollard, Drummondville, dit district.

Une terre située dans la paroisse de St-Pierre du Lac, (Val-Brillant), connue et désigné sous les numéros trois cent soixante-dix-huit et trois cent soixante-dix-neuf (378 et 379) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Pierre du Lac, troisième rang de la Seigneurie du Lac Matapédia, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Une autre terre située au même endroit connue et désignée comme étant le lot numéro trois cent soixante-dix-sept (377) du cadastre officiel de la paroisse de St-Pierre du Lac, troisième rang de la Seigneurie du Lac Matapédia, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet lesdits immeubles aux servitudes enregistrées au bureau de la division de Matapédia sous les numéros 44000, 43969 et 44099.

Pour être vendues « en bloc » à la porte de l'église de la paroisse de St-Pierre du Lac (Val-Brillant), le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1965, à DEUX heures de l'après-midi (Heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 27 septembre 1965. 12243-40-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 31-457. BÉLANGER AUTO INC. corporation légalement constituée ayant une place d'affaires à Matane-Ville, district de Rimouski, demanderesse *vs* GÉRARD BLANCHETTE, demeurant à 6016 rue St-Urbain, Montréal, dit district, défendeur.

Le lot numéro 191-194 du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, de figure rectangulaire, faisant partie du lot 191 du cadastre officiel, borné vers le nord-ouest par le lot 191-193, vers le nord-est par le lot 191-190, vers le sud-est par le lot 191-189 et vers le sud-ouest par le lot 191-195, mesurant quarante pieds (40) de largeur par cinquante pieds (50) de profondeur, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Jérôme de Matane, le VINGT-

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 32-506. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, said district, plaintiff, *vs* FABIEN ST-PIERRE, heretofore farmer of Val-Brillant, county of Matapédia, now domiciled at 641-A Dollard Street, Drummondville, said district.

A piece of land situated in the parish of St-Pierre du Lac, (Val-Brillant), known and designated under numbers three hundred and seventy-eight and three hundred and seventy-nine (378 and 379) of the official cadaster for the parish of St-Pierre du Lac, third range of the Seigniory of Lac Matapédia, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Another piece of land situated at the same place known and designated as being lot number three hundred and seventy-seven (377) of the official cadaster of the parish of St-Pierre du Lac, third range of the Seigniory of Lac Matapédia, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject the said immoveables to the servitudes registered at the division office of Matapédia under numbers 44000, 43969 and 44099.

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of St-Pierre du Lac (Val-Brillant), on the FOURTH day of NOVEMBER, 1965, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy Sheriff's office,
Rimouski, September 27, 1965. 12243-40-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 31-457. BÉLANGER AUTO INC. corporation legally incorporated, having a place of business at Matane-Ville, district of Rimouski, plaintiff, *vs* GÉRARD BLANCHETTE, domiciled at 6016 St-Urbain Street, Montreal, said district, defendant.

Lot number 191-194 of the official cadaster of the parish of St-Jérôme de Matane, of rectangular figure, being part of lot 191 of the official cadaster, bounded toward the north-west by lot 191-193, toward the north-east by lot 191-190, toward the south-east by lot 191-189, and toward the south-west by lot 191-195, measuring forty feet (40) in width by fifty feet (50) in depth, with house thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Jérôme de Matane, the TWENTY-FIFTH

CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1965, à DEUX heures de l'après-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 18 octobre 1965. 12521-43-2-o

day of NOVEMBER, 1965, at TWO o'clock in the afternoon, (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, October 18, 1965. 12521-43-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, No 31,309. LÉONCE HARVEY marchand, résidant et domicilié à Alma, faisant affaires sous les nom et raison sociale de « VITRERIE HARVEY », demanderesse *vs* RODRIGUE, dit « RODORIC » GUAY, résidant au numéro 81, rue Roberval, Roberval, défendeur.

Avis de vente

« Un terrain-emplacement sis et situé en le village de Hébertville-Station dans le comté du Lac St-Jean, mesurant cinquante pieds de front ou largeur sur cent pieds de profondeur (50'x100') faisant partie du lot numéro sept-A (Ptie 7-A), du cadastre pour le deuxième rang ouest du canton de Labarre, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, borné en front vers l'est à la rue St-Wilbrod, en arrière à la profondeur, vers l'ouest au terrain de Dame Edmond Simard et au sud à la rue Brassard. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse St-Wilbrod d'Hébertville-Station, dans le comté Lac St-Jean, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE, 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Palais de Justice, Roberval,
le 22 septembre 1965. 12244-40-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour de l'Échiquier, No 171571. LA REINE (Division de l'Impôt), demanderesse, *vs* J.-AUGUSTIN FORTIN, demeurant à Roberval, district de Roberval, P.Q., défendeur.

Avis de vente

« Un emplacement situé en la cité de Roberval, au numéro civique trois cent soixante-deux (362) de la septième rue, étant la Subdivision numéro dix de partie du lot originaire numéro soixante-sept (67-10) du cadastre officiel pour le rang B du canton Roberval, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf réserve de la servitude existant en faveur de la Compagnie Électrique du Saguenay. »

Pour être vendu au Bureau du Shérif, Palais de Justice, Roberval, district de Roberval, P.Q., le QUATRIÈME (4) jour de NOVEMBRE, 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Palais de Justice, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Roberval, le 24 septembre 1965. 12256-40-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 31,309. LÉONCE HARVEY, merchant, residing and domiciled in Alma, carrying on business under name and style of "VITRERIE HARVEY", plaintiff *vs* RODRIGUE, said "RODORIC" GUAY, residing at number 81, Roberval St., Roberval, defendant.

Notice of sale

"A land-emplacement lying and situated in the village of Hébertville-Station in the county of Lake St. John, measuring fifty feet in front or width by one hundred feet in depth (50'x100') forming part of lot number seven-A (Pt. 7-A), of the cadaster for the second west range of the township of Labarre, with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, bounded in front towards the east by St-Wilbrod St., in rear by the depth, towards the west by the land of Dame Edmond Simard and to the south by Brassard St."

To be sold at the church door of the parish of St-Wilbrod of Hébertville-Station, in the county of Lake St. John, on the FOURTH day of NOVEMBER, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Court House, Roberval,
September 22, 1965. 12244-40-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Exchequer Court, No. 171571. THE QUEEN (Income Tax division), Plaintiff *vs* J.-AUGUSTIN FORTIN, domiciled in Roberval, district of Roberval, P.Q., defendant.

Notice of sale

"An emplacement situate in the city of Roberval, at civic number three hundred and sixty-two (362) of the seventh Street, being subdivision number ten of part of original lot number sixty-seven (67-10) of the official cadaster for Range B of the township of Roberval, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Save reserve from the servitude existing in favor of the Saguenay Electric Company."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Roberval, district of Roberval, P.Q., on the FOURTH (4) day of NOVEMBER, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, LÉON-MAURICE LAVOIE,
Court House, *Sheriff.*
Roberval, September 24, 1965. 12256-40-2

SAGUENAY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, No 127,892. KEY MORTGAGE CORPORATION LTD., corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Montréal, P.Q., demanderesse, *vs* PIERRE LAPRISE, gentilhomme, village de Sacré-Coeur, comté de Saguenay, P.Q., défendeur conjoint et solidaire et ANDRÉ DUCHESNE, gentilhomme, village de Sacré-Coeur, comté de Saguenay, P.Q., défendeur conjoint et solidaire et RAYMOND TREMBLAY, en sa qualité de régistrateur du bureau d'enregistrement de Saguenay, à Tadoussac, mis-en-cause.

« Un emplacement ayant front sur la route nationale numéro quinze en le village de Les Escoumains, connu comme étant une partie non subdivisée du lot numéro six rang un (6 rang 1) au cadastre officiel pour le canton Escoumains mesurant quatre cents pieds de largeur en front le long de la route nationale, quatre cents pieds de largeur en arrière au nord-ouest par une profondeur de quatre cents pieds d'un côté au sud-ouest par quatre cents pieds de l'autre côté au nord-est et borné comme suit: en front, au sud-est, par la route nationale, en arrière, au nord-ouest, par une partie du même lot appartenant au vendeur; d'un côté au sud-ouest par une autre partie du même lot appartenant à Ovila Roussel et par une autre partie du même lot appartenant au vendeur et de l'autre côté, au nord-est, par une partie du même lot appartenant au vendeur.

Le tout avec bâtisses dessus construites et sujet à une servitude du Bell Téléphone permettant de passer un câble sous terrain, tel que créé aux termes de l'acte de servitude consentie par le vendeur et dûment enregistrée. La bâtisse construite sur ledit lot sert à exploiter une salle de quilles, et le débiteur déclare immeuble par destination comme faisant partie de l'immeuble au même titre que la bâtisse elle-même les diverses allées de quilles, installation, machines, appareils, articles divers servant directement ou indirectement à l'exploitation de l'entreprise de salle de quilles, le tout étant la garantie du créancier « as a going concern ».

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse Les Escoumins, comté de Saguenay, JEUDI le QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1965 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif SYLVIO TREMBLAY.
La Malbaie, le 24 septembre 1965.
12257-40-2-o

SAGUENAY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, No. 127,892. KEY MORTGAGE CORPORATION LTD., body politic and corporate, having its head office at Montreal, P.Q., plaintiff, *vs* PIERRE LAPRISE, gentleman, village of Sacré-Coeur, county of Saguenay, P.Q., defendant, jointly liable and ANDRÉ DUCHESNE, gentleman, village of Sacré-Coeur, county of Saguenay, P.Q., defendant, jointly liable, and RAYMOND TREMBLAY, in his quality of registrar of the registration office of Saguenay at Tadoussac, mis-en-cause.

"An emplacement having frontage on the national highway number fifteen in the village of Les Escoumains, known as being an unsubdivided part of lot number six, range one (6th range 1), on the official cadaster for the township of Escoumains, measuring four hundred feet in width in front along the national highway, four hundred feet in width in rear on the northwest by a depth of four hundred feet on one side on the southwest by four hundred feet on the other side on the northeast and bounded as follows: en front, on the southeast, by the national highway, in rear, on the northwest, by apart of the same lot belonging to the vendor; on one side on the southwest, by another part of the same lot belonging to Ovila Roussel and by another part of the same lot belonging to the vendor and on the other side, on the northeast, by a part of the same lot belonging to the vendor.

The whole with buildings thereon erected and subject to a servitude of the Bell Telephone allowing to pass an underground cable as created by the vendor and duly registered. The building erected on the said lot serves to operate a bowling alley and which the debtor declares immoveable by destination as forming part of the immoveable by the same title as the building itself, the various bow.ing alleys, installation, machines, apparatus, various articles serving directly or indirectly in the operation of the bowling alley enterprise, the whole being the guarantee of the creditor as a going concern".

To be sold at the church door of the parish of Les Escoumins, county of Saguenay, THURSDAY, the FOURTH day of the month of NOVEMBER, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

SYLVIO TREMBLAY,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
La Malbaie, September 24, 1965.
12257-40-2-o

SAINT—HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 16,934. ARTHUR BOUSQUET, rentier, des cité et district de Montréal, demandeur, *vs* GÉRARD ASHBY ROBERT, en sa qualité d'exécuteur testamentaire du testament de feu Raoul Ashby de St-Césaire, district de St-Hyacinthe, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait

SAINT—HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Hyacinthe

Superior Court, No. 16,934. ARTHUR BOUSQUET, annuitant, of the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* GÉRARD ASHBY ROBERT, in his capacity as testamentary executor of the testament of the late Raoul Ashby of St-Césaire, district of St-Hyacinthe, defendant.

Notice is by the presents given that the sale of the immoveables seized in the present cause,

avoir lieu à ONZE heures, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1965, à la porte de l'église paroissiale de Marieville, aura lieu à ONZE heures le VINGT-TROISIÈME jour de NOVEMBRE, MARDI, à la porte de l'église paroissiale de Marieville.

Le Shérif,
GÉRARD BEAUDET.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe, 14 octobre 1965. 12538-o

which was to be held at ELEVEN o'clock the NINETEENTH day of OCTOBER, 1965, at the parochial church door of Marieville, will take place at ELEVEN o'clock the TWENTY-THIRD day of NOVEMBER, TUESDAY, at the parochial church door of Marieville.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.

Sheriff's office,
St-Hyacinthe, October 14, 1965. 12538

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 53,741. NORMANDIE ENTERPRISES INC., demanderesse, *vs* MAURICE BÉLANGER, camionneur, domicilié et demeurant à Ste-Lucie de Doncaster, district de Terrebonne, défendeur.

Nouvel avis de vente

La vente de l'immeuble du défendeur situé à Ste-Lucie de Doncaster et portant No P.28A dans le cinquième rang du canton Doncaster qui était fixée pour le vingt-troisième jour de septembre 1965 est maintenant fixée à JEUDI le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1965 (25/11/65) à DEUX heures de l'après-midi à la porte de l'église de Ste-Lucie de Doncaster, comté de Terrebonne.

Conditions: comptant.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 18 octobre 1965. 12561-43-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District de Terrebonne

Superior Court, No 53,741. NORMANDIE ENTERPRISES INC., plaintiff, *vs* MAURICE BÉLANGER, trucker, domiciled and living at Ste-Lucie de Doncaster, district of Terrebonne, defendant.

New notice of sale

The sale of the immoveable of the defendant situated at Ste-Lucie de Doncaster and bearing No. P.28A in the fifth range of the township of Doncaster which was fixed for the twenty-third day of September, 1965, is now fixed for THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER, 1965 (25/11/65) at TWO o'clock in the afternoon at the church door of Ste-Lucie de Doncaster, county of Terrebonne.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint-Jérôme, October 18, 1965. 12561-43-2

Ventes pour taxes

Ville de Shawinigan-Sud

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous décrits seront vendus à l'enchère publique, à la salle du Conseil de l'Hôtel de Ville, 900, 6e avenue Shawinigan-Sud, LUNDI, le SIXIÈME jour de DÉCEMBRE, mil neuf cent soixante-cinq (6 décembre 1965), à DIX heures (10 a.m.) de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

« Un terrain de forme irrégulière, situé à Shawinigan-Sud, à prendre à (100) cent pieds de la 7e avenue (aujourd'hui 3e avenue) du même lieu pour mesurer alors quarante-trois pieds et ving-cinq centièmes de pied (43.25) de largeur en front, vers la 113e rue, et quarante (40) pieds de largeur en arrière, par environ cent quatre-vingt-neuf pieds et sept dixièmes de pied (189.7) de profondeur du côté de la ligne avoisinant les terrains de MM. Houle, Lahaie, Pronovost et Larivière, et cent soixante-quinze (175) pieds de profondeur du côté apposé, c'est-à-dire du côté de la ligne avoisinant le terrain de monsieur Légaré; borné en front par la 113e rue, en arrière par le terrain appartenant à monsieur Côté, d'un côté par les autres parties du lot numéro 919 appartenant à MM. Houle, Lahaie, Pronovost et Larivière, et de l'autre côté par le terrain appartenant à Monsieur Légaré, le tout mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné comme

Sales for Taxes

Town of Shawinigan-Sud

Public notice is hereby given that the immovables described hereunder, situated in the town of Shawinigan-Sud, will be sold by Public Auction, in the Council Hall of the Town of Shawinigan-Sud, 900, 6th avenue, Shawinigan-Sud, on MONDAY, the SIXTH day of DECEMBER, nineteen hundred and sixty-five (December 6, 1965), at TEN o'clock in the forenoon (10.00 a.m.) to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the costs which have been or may be incured, unless the said taxes, interests and costs be paid before sale.

"A piece of land or irregular form, situated in the Town of Shawinigan-Sud, to take at one hundred feet (100) from 7th avenue (now 3rd avenue), from that line then to measure forty-three feet and twenty-five hundreths (43.25) in width in front towards 113th Street, and forty (40) feet in width in the back by approximately one hundred and highty-nine feet and seven tenths (189.7) in depth towards the line bounded by lots belonging to M. Houle, Lahaie, Pronovost and Larivière, and one hundred and seventy-five (175) feet in depth opposite side, that is on the line bounded by a lot belonging to Mr. Légaré, bounded in front by the 113th St., and in the back by a lot belonging to Mr. Côté, on one side by the other parts of lot number 919 belonging to MM. Houle, Lahaie, Pronovost and Larivière and on the other side by a lot belonging to Mr. Légaré, English measure, more or less, known and designated as being part of lot

étant une partie du lot numéro neuf cent dix-neuf (Ptie 919) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ledit lot appartenant à M. Joseph Brochu. »

Les immeubles susdits sont tous du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel et situés dans la ville de Shawinigan-Sud.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné à Shawinigan-Sud, ce 6e jour d'octobre mil neuf cent soixante-cinq (6 octobre 1965).

Conditions: comptant.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
12454-42-2-o GILLES PINEL.

number nine hundred and nineteen (Part 919) on the official plan and book of reference of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, with all buildings thereon erected and belonging to Mr. Joseph Brochu."

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel and situated in the town of Shawinigan-Sud.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at Shawinigan-Sud, this 6th day of October nineteen hundred and sixty-five (October 6, 1965).

Conditions: cash.

(Seal) GILLES PINEL,
12454-42-2-o *Secretary-Treasurer.*

Ville de Buckingham

Avis public est par les présentes donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la susdite municipalité que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville 515, rue Charles, Buckingham, P.Q., le MERCREDI, VINGT-QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent soixante-cinq (1965) à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), pour satisfaire au paiement des taxes municipales, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 7 octobre 1965, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550 (S.R.Q. 1941, chapitre 233).

Town of Buckingham

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the aforesaid municipality that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall, 515, Charles Street, Buckingham, P.Q., on WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER, nineteen hundred and sixty-five (1965), at TEN o'clock in the forenoon (Eastern Standard Time), to satisfy the payment of the Municipal taxes, with interest, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated October 7, 1965, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of article 550 of cities and towns Act (S.R.Q. 1941, chapter 233).

Noms des propriétaires — Names of proprietors	Cadastre — Cadastre	Subdivision — Subdivision
Cardinal, Mme-Mrs. Marie-Louise	372	
Faubert, Roger	10B	111.
Lagacé, Edmond	429	
Leduc, succ.-est. Wm	12D	22 rang-range 3.
Leduc, succ.-est. Wm	12D	49 rang range 3.
Payette, Lionel	498	
St-Amand, Gaston	10B	55.
St-Amand, Gaston	12B	6 rang-range 3.
St-Amand, Gaston	12B	7 rang-range 3.
Ville de-town of Buckingham, et/ou-and/or William Weatherdon (Lemuel Weatherdon)	225	10.

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Buckingham et situés dans la ville de Buckingham.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives, ou passives, apparentées ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné à Buckingham, ce 18e jour d'octobre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
12545-43-2-o GASTON RENAUD.

The above immoveable are all on the plan and book of the town of Buckingham and situated in the town of Buckingham.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at Buckingham, this 18th day of October, 1965.

GASTON RENAUD,
12545-43-2-o *Secretary-Treasurer.*

INDEX No 43

ARRÊTÉS en Conseil — ORDERS in Council

1991 — Classement d'objets mobiliers et artistiques appartenant à l'oeuvre et Fabrique de la paroisse de Neuville . . . 5563
1991 — Classification of moveable and artistic objects belonging to Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Neuville . . . 5563
2057-A — Construction, Cantons de l'Est . . . 5564
2057-A — Construction, Eastern Townships . . . 5564

AVIS — NOTICES

Aszkenajzer, Mazer (*Requête – Petition*) . . . 5540
Boucher *vs* Cyr (*Avis aux créanciers – Notice to creditors*) . . . 5541
Bromont, ville – town (*Requête – Petition*) . . . 5542
Conseil Mackayville No 3809 des Chevaliers de Colomb (*Règl. – By-laws*) . . . 5541
Marquis, Robert (*Nom – Name ch.*) . . . 5540
Max, Boda John (*Requête – Petition*) . . . 5542
Max, Edward Henry (*Requête – Petition*) . . . 5542
Ouellet, Joseph Ernest (*Requête – Petition*) . . . 5542
Pantzara, Dino (*Nom – Name ch.*) . . . 5540
Poulin, Joseph Jean Baptiste Marcel (*Requête – Petition*) . . . 5542
Shefford-Ouest, village (*Requête*) . . . 5542
Sparrow, Paul (*Nom – Name ch.*) . . . 5540
Tracey, Lawrence Joel (*Nom – Name ch.*) . . . 5541
Tracey, Sidney Lazar (*Nom – Name ch.*) . . . 5541
West-Shefford, village (*Petition*) . . . 5542
Yee, Ting Chow (*Nom – Name ch.*) . . . 5541

CAISSES d'épargne et de crédit — SAVINGS and credit unions

Caisse d'Économie des employés de Wabasso Cotton Credit Union (*Form.*) . . . 5543

COMPAGNIES — COMPANIES

Avis relatifs à la loi des — Notices relative to the Act of

Chartes — Abandon de — Charters — Surrender of

Avon Shirt Contractors Inc. . . . 5543
Fashion Apparel Ltd. . . . 5544
Ouellet, Camille . . . 5544
Rosemount Golf & Country Club Inc. . . . 5544

Dissoutes — Dissolved

Academy Holdings Inc. . . . 5544
Cigares Citadelle limitée . . . 5544
Citadel Cigras Limited . . . 5544
Concrete Placing & Excavation Limited . . . 5544
Constructions V. P. ltée (Les) . . . 5545
Corporation de Concession du Nord inc. (La) . . . 5545
Dallaire (Hormidas) inc. . . . 5545
Dionne Dyeing Company (1960) Ltd . . . 5545
Fort Street Realty Company Limited . . . 5545
Glickman & Glickman Limited . . . 5545
Krakow (H.) Company . . . 5545
Murray Mining Corporation Limited . . . 5546
Nineteen Eighty Sherbrooke Corporation . . . 5546
Pinegrove Construction Corp . . . 5546
Scottish Schools Club of Montreal Incorporated (The) . . . 5546
Sorel Realty Corp . . . 5546
T and D Auto Repair Inc . . . 5546
Tire & Battery Company, Limited . . . 5546
Town & Circle Investment Ltd . . . 5547
Vector Labs Corp . . . 5547
Vilas Company Limited . . . 5547

Divers — Miscellaneous

Ameublements Princeville inc. (*Les*) (*Dir.*) . . . 5550
Association des foyers pour adultes (*Dir.*) (*Règl.-By-laws*) . . . 5549
Association des gardes-malades auxiliaires de la province de Québec (L') (*Règl.-By-laws*) . . . 5550
Association récréative des fonctionnaires de cité de Jacques-Cartier (*Règl.-By-laws*) . . . 5549
Bonetti Creations Pleating Co. Ltd. (*Dir.*) . . . 5547
Cercle des employés du ministère de la Santé (Le) (*Règl.-By-laws*) . . . 5547
Cie Technique France-Québec ltée (*Dir.*) 5548
Club Aster (*Règl.-By-laws*) . . . 5548
Club social des pompiers de Montréal (*Règl.-By-laws*) . . . 5550
Club Vente Publicité de Québec inc. (*Règl.-By-laws*) . . . 5548
Conseil des arts de Joliette (*Règl.-By-laws*) . . . 5550
Davis & Morin Ltd. (*Dir.*) . . . 5548
Davis & Morin ltée (*Dir.*) . . . 5548
Dupuis (J. B.) & Fils, limitée (*Dir.*) . . . 5548
École Supérieure de Commerce de Québec, inc. (*Règl.-By-laws*) . . . 5550
Henderson Furniture Limited (*Dir.*) . . . 5548
Hôtel Union, limitée (*Dir.*) . . . 5548
Ideal Beach Incorporated (*Dist. assets*) . . . 5549
Institut des pourvoyeurs de textiles du Québec (L') (*Règl.*) . . . 5551
L. B. Furniture Inc. (*Dir.*) . . . 5550
Lafontaine Furniture (1962) Inc. (*Dir.*) . . . 5551
Meubles Lafontaine (1962) inc. (*Les*) (*Dir.*) . . . 5551
Orfanotrofio Italiano S. Giuseppe (*Règl.-By-laws*) . . . 5549
Orphelinat Italien St-Joseph (*Règl.*) *By-laws*) . . . 5549
Plage Idéal Incorporée (*Dist. actif*) . . . 5549
Princeville Furnitur Inc. (*Dir.*) . . . 5550
Quebec Textile Suppliers Institute (*By-laws*) . . . 5551
St. Louis Bedding Company (*Dir.*) . . . 5549
Sico inc. (*Dir.*) . . . 5548

Lettres patentes ***Letters Patent***

A-1 Iron & Metal Co. Ltd. 5520
A. & M. Investment Corp. 5520
Aga importations & exportations inc. 5521
Aga Import & Export Inc. 5521
Ameublement N. D. V. inc. 5521
Association touristique de Soulanges inc. (L') 5521
Automation Machines Inc. 5522
Beadangles (Canada) Ltd. 5522
Buffet Brisson inc. 5522
Burn (Glen) Properties Ltd. 5523
Canco Concreters Co. Limited 5523
Chasbar Investment Corporation. 5523
Cie de carrelages de Montréal ltée (La) 5524
Claybar Line Sales Inc. 5524
Club Richelieu de Gatineau 5525
Coastland Corporation 5525
Community Welfare League of Masonville and Morindale Inc. (The) 5525
Constructions 2 Rivières ltée (Les) 5526
Continental (Quebec) Rent-A-Car Ltd. 5526
Cosmo Trade (Quebec) Inc. 5526
Couvent Notre-Dame-de-Toutes-Grâces 5527
Dealers Auto Auction Ltd. 5527
De Luxe Auto Leasing Inc. 5527
De Luxe Location d'autos inc. 5527
Distributeurs de Machinerie Fern (Québec) limitée 5529
Docra Holdings Inc. 5528
Electroplast Ltd. 5528
Electroplast ltée 5528
Elican Aluminum Mfg. Ltd. 5528
Enseignement Programmé de Montréal inc. (*Erratum*) 5551
Fermos Inc. 5529
Fern Machinery Distributors (Quebec) Limited 5529
Garage Robert Munger limitée 5530
Gendreau (Bertrand) inc. 5530
Gen-Lab, inc. 5530
Imprim-Art inc. 5531
J. S. M. Corporation 5531
Knight Chemical Products Ltd. 5531
Labelle Pizzeria Inc. 5532
Lansdowne Investments Ltd. 5532
Leblanc et frères assurances inc. 5533
Maysenhoelder (Jean) inc. 5533
Momat inc. 5533
Moulin de Vaudreuil inc. (Le) 5534
Ottawa River Outfitters Limited 5534
Pascal auto inc. 5534
Perm Development Corp. 5535
Placements Talca inc. 5535
Poirier & Bellemare inc. 5535
Produits chimiques Chevalier ltée (Les) 5531
Programmed Learning of Montreal Inc. (*Erratum*) 5551
Quincaillerie R. Boutet ltée 5536
R. S. L. Investment Limited 5536
Restaurant au Pekinois inc. 5536
Restaurant Barbel (1965) ltée 5537
St. Leonard Construction Ltd. 5537
Séguin (Émilio) ltée 5537
Sep inc. 5538
Société Nucletron Inc. 5538
Sutton Ranch Inc. 5539
Sweets Brokers Inc. 5539
Tiling Co. of Montreal Ltd. (The) 5524
Triangle d'Or nettoyeurs limitée 5539
Vaudreuil Mill Inc. 5532
Vimont Ornamental Iron Works Ltd. 5540

Sièges sociaux ***Head Offices***

Abaco Tool & Die Inc. 5552
Berthelet et Léger Inc. 5552
Biltrite Furniture Mfg. Inc. 5551
Capital Quality Homes (Quebec)Limited 5551
Construction de Pipelines Québec ltée 5553
Côté (J. R.) Construction Limitée. 5552
Crédit Jean Béliveau Inc. (Le) 5552
Domaine du Lac Clearview Inc. 5553
E.F.M. Holding Company 5553
Enseignement Programmé de Montréal inc. (L') (*Erratum*) 5553
Lake Clearview Estates Inc. 5553
Leblanc (J. Robert), limitée 5551
Programmed Learning of Montreal Inc. (*Erratum*) 5553
Quebec Pipeline Construction Ltd. 5553
Shapro Investments Ltd. 5553
Simon Cigar Company of Quebec Ltd. 5552

EXAMENS ***EXAMINATIONS***
des Agronomes ***Agronomists***

Étude – Study 5554

du Barreau ***Bar***

Laurentides, étude – study 5556

DEMANDE ***APPLICATION***
à la Législature ***to Legislature***

Schefferville, ville – town 5554

Liquidation, avis de ***Winding up Notice***

Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Joseph 5556

MINISTÈRES ***DEPARTMENTAL***
Affaires municipales ***Municipal Affairs***

Loretteville, cité – city (*L.P.*) 5558
Sainte-Agathe-des-Monts, ville – town (*L.P.*) 5556

Éducation ***Education***

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Bois-des-Filion (*Dem.– Appl.*) 5560
Bois-Francs, c.s.r.–r.s.b. (*Erratum*) 5560
Harricana, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) 5560
Laurentides, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) 5560
Monts, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) 5561
Portneuf, St-Basile-Station, Cap-Santé (*Acc.– Grant.*) 5561
St. Armand West Prot. (*Dem.– Appl.*) 5560
St-Ulric (*Acc.– Grant.*) 5561

Industrie et Commerce ***Industry and Commerce***

Avis de pêche aux coques 5562
Shell fishing notice 5562

Terres et Forêts ***Lands and Forests***

Cadastre: *Cadastre:*

Bryson, canton – township 5562
Charlesbourg, par. 5562
Dubuisson, canton – township 5562
Falardeau, canton – township 5563
Ste-Rose, par. 5563
St-Sauveur, par. 5563
Sicotte, canton – township 5563

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Bijouterie et horlogerie, Province (*Prél.*) 5578
Construction, Saguenay (*Mod.-Amend.*) 5576
Détaillants d'essence, Saguenay (*Prél. – Levy*) 5580
Jewellery and horology, Province (*Levy*) 5578

Voirie — ***Roads***

Entretien de routes discontinué 5582
Maintenance of roads discontinued 5582

Nomination — ***Appointment***

Divers 5583
Miscellaneous 5583

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Bromont, ville-town 5584
Châteauguay-Heights, ville-town 5585
Duberger, ville-town 5586
Ste-Lucie, munic. 5587
Ste-Rosalie, village 5589
Sutton, canton-township 5590
Terrebonne, ville-town (*Correction*) 5583
Très-St-Rédempteur, c.s.-s.c. 5591

SYNDICATS — ***SYNDICATES***

Professionnels — ***Professional***

Association des détaillants d'essence Saguenay-Lac Sr-Jean (*Exist. ter.*) 5592
Syndicat professionnel des techniciens en radiologie médicale du Québec (*Const. – Inc.*) 5592

VENTES — ***SALES***

Effets non-réclamés — ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacific Express Company 5592

Licitation — ***Licitation***

Rapaport *vs* Rapaport 5593

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Beauce — ***Beauce***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Corriveau 5594
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Poulin 5594
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Corriveau 5594
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Poulin 5594

Bedford — ***Bedford***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Courchesne 5598
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Rivard 5597
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Courchesne 5598
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Rivard 5597

Hauterive — ***Hauterive***

Sept-Iles, cité-city *vs* Lebel 5598

Hull — ***Hull***

Freeman *vs* Prudhomme 5599
Garland *vs* Dagenais 5600
Sordini *et al vs* Le Citoyen Cie de Construction 5600

Montréal — ***Montreal***

Dubé *vs* Dubois 5600
Paquet *vs* Succession-Estate Fernand Hébert 5601
Royal Exchange (The) *vs* Billette *et al* 5601

Québec — ***Quebec***

Société d'Administration et de Fiducie *vs* Gignac 5602

Richelieu — ***Richelieu***

Cloutier *vs* Héritiers-Heirs Artémise Nadeau 5602

Rimouski — ***Rimouski***

Bélanger Auto Inc. *vs* Blanchette 5603
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* St-Pierre 5603
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* St-Pierre 5603

Roberval — ***Roberval***

Harvey *vs* Guay 5604
Queen (The) *vs* Fortin 5604
Reine (La) *vs* Fortin 5604

Saguenay — ***Saguenay***

Key Mortgage Corporation Ltd. *vs* Laprise *et al* 5605

Saint-Hyacinthe — ***Saint Hyacinthe***

Bousquet *vs* Robert 5605

Terrebonne — ***Terrebonne***

Normandie Enterprises Inc. *vs* Bélanger 5606

Taxes — ***Taxes***

Buckingham, ville-town 5607
Shawinigan-Sud, ville – town 5606

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.